Service canadien du renseignement de sécurité | Canadian Security Intelligence Service

L'AVENIR D'AL-QAÏDA

RÉSULTATS D'UNE ÉTUDE PROSPECTIVE

Pensez à recycler

Ce document est imprimé avec de l'encre sans danger pour l'environnement

Publication nº 2013-05-01 de la série *Regards sur le monde : avis d'experts*

Le présent rapport contient les conclusions d'un projet d'étude mené dans le cadre du programme de liaison recherche du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) pour examiner l'avenir du phénomène al-Qaïda. Il présente des scénarios envisagés lors d'un atelier, ainsi que quatre études originales rédigées par différents spécialistes à la demande du SCRS. Le présent rapport n'est pas un document analytique et ne représente pas la position officielle du SCRS ou du gouvernement du Canada. Tout le projet s'est déroulé conformément à la règle de Chatham House; les auteurs ne sont donc pas cités et les noms des participants ne sont pas révélés.

www.scrs-csis.gc.ca

Publié en mai 2013
Imprimé au Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada

Crédit photo : istockphoto.com

L'AVENIR D'AL-QAÏDA

RÉSULTATS D'UNE ÉTUDE PROSPECTIVE

2012-2013, OTTAWA

TABLE DES MATIÈRES

À QUOI POURRAIT RESSEMBLER ALQAÏDA EN 2018? 5

LE NOYAU D'AL-QAÏDA ET AL-QAÏDA EN IRAK EN 2018 23

Hypothèses 23
Capacité 28
Facteurs de changement 34
Le noyau d'al-Qaïda et al-Qaïda en Irak en 2018 41

AQMI DANS CINQ ANS : ÉTUDE PROSPECTIVE 47

Influence des réseaux transnationaux sur AQMI 49
Polarisation actuelle et défis : *Aqmiland* ou non ? 50
Les structures d'AQMI et leurs perspectives évaluables du développement 53
AQMI et ses perspectives de coopération régionales et interrégionales 55
Vers une sub-djihadisation ? 57

DÉFAITE, ÉPARPILLEMENT ET DÉCLIN : PERSPECTIVES PEU RÉJOUISSANTES POUR AL-QAÏDA EN AFRIQUE DE L'EST EN 2018 61

Bref historique d'AQAE 62
Harakat al-Chabaab al-Moudjahidin 66
Al-Hijra (Centre kényan de la jeunesse musulmane) 70
Mouvement musulman de jeunesse Ansar (AMYC) 75
Al-Qaïda dans la péninsule Arabique : Un allié possible pour AQAE? 77

AL-QAÏDA DANS LA PÉNINSULE ARABIQUE PROFIL, HYPOTHÈSES ET PRÉVISIONS À L'HORIZON 2018 81

L'univers du djihad et l'ascension d'AQPA 82
Le rôle des tribus 86
Prévisions 89

NOTES EN FIN D'OUVRAGE 93

L'AVENIR D'AL-QAÏDA
RÉSULTATS D'UN PROJET D'ÉTUDE PROSPECTIVE

À QUOI POURRAIT RESSEMBLER ALQAÏDA EN 2018?

Mise à rude épreuve depuis plus de dix ans par une énergique campagne internationale de lutte contre le terrorisme, al-Qaïda (AQ) fait face à un avenir incertain. La disparition d'Oussama Ben Laden, la multiplication des soulèvements populaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et les pressions liées à la récession mondiale qui obligent les gouvernements à revoir leurs stratégies antiterroristes font partie des nombreux événements de grande portée qui auront des conséquences sur les perspectives d'avenir du mouvement.

L'adaptation d'AQ aux enjeux et aux possibilités qui seront déterminants pour elle au cours de la prochaine décennie constitue une source de débats animés entre les représentants du gouvernement, les universitaires, les analystes de groupes de réflexion et les experts-conseils privés. Dans la mesure où cette absence de consensus porte à croire que la voie d'AQ n'est pas encore tracée, elle signifie qu'il faut se pencher sur les perspectives d'avenir de la nébuleuse. À cette fin, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a lancé un projet d'étude prospective en septembre 2012 afin d'étudier l'évolution possible d'AQ au cours des cinq prochaines années selon les trois modèles de trajectoire suivants : un déclin graduel, une croissance progressive et une croissance rapide.

Le projet a reposé exclusivement sur des informations de source ouverte afin de tirer parti à la fois des connaissances et de l'imagination des participants, qui représentaient un large éventail de milieux professionnels et sociaux ainsi que plusieurs pays. À titre de mise en contexte, quatre documents touchant les principaux groupes constituant le réseau d'AQ ont été présentés lors de séances d'information organisées par la Direction de la liaison-recherche du SCRS. Ces documents, qui ont été rédigés par d'éminents spécialistes ayant pris part à l'ensemble du projet, sont annexés au présent rapport. Les noms des auteurs ne sont toutefois pas mentionnés parce que l'exercice s'est déroulé sous la règle de Chatham House. L'atelier prospectif proprement dit a eu lieu les 24 et 25 janvier 2013 à Ottawa.

Les participants à l'atelier ont reconnu qu'il est difficile d'imaginer l'avenir d'AQ en partie en raison de la définition même du phénomène auquel il renvoie. Dans son sens le plus large, le phénomène englobe un groupe central de hauts dirigeants communément appelé noyau d'AQ, des groupes régionaux affiliés qui forment avec ce noyau le réseau d'AQ, des groupes de même tendance se trouvant dans les principales régions où le réseau mène ses opérations (p. ex., « compagnons de voyage »), des extrémistes islamistes d'origine intérieure dans les pays occidentaux, des partisans un peu partout sur la planète et l'idéologie d'AQ proprement dite. Tout en tenant compte de cette complexité, les participants ont centré les scénarios sur les éléments al-qaïdistes qui auront le plus d'incidence sur les perspectives d'avenir du phénomène plus large, c'est-à-dire le noyau d'AQ et les groupes qui y sont affiliés (plus particulièrement al-Qaïda en Irak [AQI], al-Qaïda dans la péninsule Arabique [AQPA], al-Qaïda au Maghreb islamique [AQMI] et al-Qaïda en Afrique de l'Est [AQAE]).

De façon similaire, les participants ont compris que toute une série de forces externes joueront un rôle important dans la détermination des perspectives d'avenir d'AQ, entre autres l'évolution de l'économie mondiale et l'évolution du point de vue occidental à l'égard de la lutte contre le terrorisme. Par conséquent, ils ont tenu compte de ce contexte plus vaste tout en se concentrant sur la variable qui est apparue à plusieurs reprises comme un enjeu considérable dans l'ensemble du réseau d'AQ : l'incertitude quant à la stabilité et à la gouvernance futures des régions où les principales bases d'opérations d'AQ se trouvent.

Les participants à l'atelier ont reconnu que les mesures prises par l'Occident contre AQ, même si leur vigueur évoluera, continueront d'avoir une incidence directe sur l'avenir de l'organisation. Quel que soit son futur profil opérationnel (présence forte ou faible), AQ n'acceptera pas (et ne peut pas accepter) la défaite tant que son objectif stratégique sera de faire la guerre à l'Occident. Pour AQ, admettre la défaite—quelle que soit la définition que l'on donne à celle-ci équivaut à ne plus avoir de raison d'être.

Le présent document expose les résultats du projet prospectif. Plusieurs mises en garde importantes sont applicables aux processus d'élaboration des scénarios et à ce rapport, dont les plus notables sont les suivantes :

i) **Les points d'intérêt énoncés ci-dessus s'appliquent à tous les scénarios**, lesquels :
   a. sont axés sur le réseau d'AQ (c'est-à-dire le noyau d'AQ et les groupes qui y sont affiliés);
   b. considèrent la stabilité et la gouvernance dans les principales régions où l'organisation mène ses opérations comme des facteurs de premier plan qui détermineront ses perspectives d'avenir.

ii) **Les scénarios ne visent pas à prévoir l'avenir d'AQ.** Ils proposent un ensemble de perspectives d'avenir possibles et cernent des contextes dans lesquels les signes et les conséquences de l'évolution d'AQ jusqu'en 2018 sont étudiés. À ce titre, ils constituent un outil permettant aux analystes et aux décideurs de mieux comprendre la menace que fait peser AQ et sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'affectation à long terme de ressources par les pays qui affrontent cette menace.

iii) **Les scénarios se déroulent en 2018.** Cet horizon quinquennal a joué un rôle décisif dans la détermination des points d'intérêt les plus essentiels (comme la stabilité et la gouvernance par rapport aux répercussions à long terme des transformations politiques et économiques).

iv) Les scénarios sont rédigés au présent. L'utilisation de ce temps de verbe **n'a pas pour but d'indiquer un caractère inévitable**.

Conformément à la pratique du renseignement, le présent document ne propose pas de mesures à prendre à l'égard des scénarios : cette prérogative est laissée aux décideurs. Cela dit, selon les participants, le scénario le plus probable est celui de la croissance progressive. Les trois scénarios sont tous fournis afin d'appuyer les discussions plus approfondies d'autres observateurs d'AQ.

ÉLABORATION DES SCÉNARIOS : CONTEXTE ANALYTIQUE

Les scénarios du présent rapport cernent diverses perspectives d'avenir pour le réseau d'AQ. Ils sont construits en fonction des mêmes points de départ analytiques pour permettre de comprendre les différentes façons dont AQ pourrait évoluer. Selon leur hypothèse la plus élémentaire, le réseau évoluera

en fonction de son milieu externe et de sa nature. Cette hypothèse est centrée sur trois points d'intérêt : le milieu externe d'AQ, les caractéristiques du réseau d'AQ et la nature de cette dernière. Chaque point d'intérêt est décrit ci-après.

MILIEU EXTERNE

L'étude exhaustive des nombreuses variables qui influeront sur le milieu externe d'AQ au cours des cinq prochaines années déborde du cadre du présent projet. Lors de l'examen des facteurs qui auront les répercussions les plus directes et les plus considérables sur AQ, les participants ont réfléchi à l'importance pour l'organisation de trouver des régions instables ou mal gouvernées qui favorisent son développement. Par conséquent, d'après les scénarios, la stabilité relative et la gouvernance des régions où AQ maintient surtout sa présence constituent les variables les plus susceptibles d'avoir une incidence sur les perspectives d'avenir de l'organisation.

L'incertitude plane quant à la stabilité et à la gouvernance futures des régions où AQ est basée. Par exemple, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les troubles qui ont éclaté au début de l'année 2011 ont mis en place de nouveaux régimes, ont déclenché des révoltes violentes et ont provoqué des manifestations massives. Dans la mesure où les forces qui animent ces troubles sont communes dans l'ensemble des régions où AQ se trouve, il en va de même pour l'incertitude qu'elles représentent.

L'incertitude qui règne dans les régions où AQ est basée pèsera lourdement sur les perspectives d'avenir de l'organisation. Elle nuira, par exemple, à la popularité d'AQ dans ces régions tout comme dans les pays occidentaux. De façon similaire, elle aura une incidence sur la capacité d'AQ d'échapper aux pressions antiterroristes. Elle aura plus particulièrement des répercussions sur l'importance accordée par les services de sécurité régionaux et occidentaux à d'autres préoccupations liées à la sécurité et à l'ordre (violence de masse, violence intercommunale, chute d'un régime, etc.). Dans leur ensemble, ces répercussions auront des conséquences beaucoup plus considérables pour AQ. À tout le moins, elles affecteront son aptitude à s'assurer un soutien de la population, d'attirer de nouvelles recrues, d'inspirer des terroristes d'origine intérieure en Occident, d'acquérir de nouvelles armes, d'obtenir des fonds, de protéger des refuges existants et d'élargir son champ d'action dans de nouveaux théâtres d'opérations.

MILIEU INTERNE

Pour déterminer les façons dont le réseau d'AQ pourrait se transformer en fonction de son milieu externe et de sa nature, il faut comprendre ce qu'est AQ de nos jours. Les principales caractéristiques du réseau sont présentées ci-dessous.

Idéologie/objectifs : Selon AQ, l'Occident mène une croisade contre l'islam, et chaque musulman a le devoir religieux de prendre part à ce que les idéologues d'AQ qualifient de djihad défensif (« lutte »). À titre d'avant-garde autoproclamée de ce djihad, AQ vise à chasser l'Occident des anciennes terres musulmanes dans le but de mettre en place une communauté d'États fondée sur la loi islamique et de rétablir le califat. À cette fin, AQ s'efforce de tirer parti des conflits entre l'oumma (communauté musulmane dans le monde), d'une part, et les gouvernements régionaux qualifiés d'« apostats » et les gouvernements occidentaux, d'autre part (c.-à-d., les musulmans c. les ennemis proches et lointains). La poursuite de cet objectif a suscité chez plusieurs groupes affiliés à AQ des débats internes sur l'importance à accorder respectivement aux djihads local et mondial.

Dirigeants : Les dirigeants d'AQ changent sans arrêt. En raison des opérations antiterroristes, l'ensemble du réseau a perdu des dirigeants intermédiaires et bon nombre de ses plus hauts dirigeants, y compris le cofondateur Oussama Ben Laden. On ignore encore si les nouveaux chefs d'AQ possèderont le savoir-faire opérationnel, la vision stratégique et les liens personnels qui étaient de grandes forces pour les anciennes instances dirigeantes.

Structure : Le réseau d'AQ comprend un noyau formé de hauts dirigeants et d'un ensemble de groupes affiliés. En règle générale, il est entendu que le noyau d'AQ fournit une orientation idéologique aux groupes qui lui sont affiliés, mais que ces derniers, dont la création a été suscitée par des réalités politiques locales, sont maîtres de leur propre logistique et de leurs propres opérations. Les principaux groupes affiliés actuels existaient déjà lorsqu'ils ont établi des liens avec le noyau d'AQ. Les groupes d'AQ qui pourraient être issus à l'avenir de régions non gouvernées n'auront peut-être pas les mêmes origines ou la même structure organisationnelle, ce qui accentuera la complexité du réseau d'AQ.

Ressources : Les recrues et les fonds ainsi que les refuges dans lesquels se déroulent les opérations constituent les piliers des moyens opérationnels d'AQ. Les recrues

proviennent de régions et de l'étranger. Les fonds sont obtenus par divers moyens (dont les enlèvements, le trafic et les dons faits par des partisans dans le Golfe et ailleurs). Enfin, les refuges découlent de la faiblesse des autorités centrales, de la faiblesse ou de la permissivité des services de sécurité et de la complicité ou de l'oppression des populations locales.

HYPOTHÈSES CENTRALES

La nature d'AQ jouera un rôle important pour déterminer la façon dont son réseau évoluera de concert avec les changements apportés à son milieu externe. Par conséquent, le fondement analytique des scénarios a englobé des hypothèses sur la nature d'AQ. Les participants à l'atelier ont postulé qu'AQ :

i) *conservera ses aspirations mondiales;*

ii) *favorisera plus de souplesse au sein de son réseau;*

iii) *pourrait participer à des processus politiques populaires*—à ses propres conditions;

iv) *n'acceptera pas la défaite.*

PERTE DE LA GUERRE IDÉOLOGIQUE
SCÉNARIO Nº 1 : UN DÉCLIN GRADUEL

MILIEU EXTERNE

La stabilité et la gouvernance (ou leur absence) dans les milieux opérationnels les plus importants d'AQ ont des répercussions sur les perspectives d'avenir du mouvement.

Le présent scénario part du principe selon lequel les gouvernements locaux qui semblent s'attaquer aux causes de l'instabilité et de la gouvernance anémique profitent d'une légitimité et d'un appui considérables. Dans la mesure où elles atténuent les forces qui sont à l'origine des troubles, ces nouvelles situations renforcent les régimes politiques dominants. Elles permettent également d'affecter les ressources antiterroristes des services de sécurité locaux à des problèmes plus traditionnels liés à la sécurité et au maintien de l'ordre. Aux prises avec des forces politiques qui entrent en conflit avec ses intérêts, AQ constate que ses perspectives d'avenir diminuent graduellement.

MILIEU INTERNE

L'interaction entre la nature d'AQ et son milieu externe a des répercussions sur tous les aspects du réseau. Les caractéristiques principales de ce dernier dans le cadre du présent scénario sont exposées ci-dessous.

Idéologie/objectifs

L'idéologie d'AQ encourage l'unité dans l'ensemble du réseau en continuant d'inculquer l'idée d'un but commun, c'est-à-dire protéger l'oumma à la fois des ennemis proches et lointains. Malgré le consensus sur la raison d'être d'AQ, l'unité idéologique du réseau est mise à l'épreuve lorsque des groupes affiliés tiennent compte de l'appui populaire envers de nouvelles institutions politiques générales. Entre autres réactions, ces groupes réinterprètent certains aspects de l'idéologie al-qaïdiste dans l'espoir de renforcer leur attrait à l'échelle locale et de freiner l'appui envers une vie politique non violente. Ces changements

d'orientation idéologique n'étant pas tout à fait compatibles les uns avec les autres, ils alimentent les tensions au sein du réseau. Compte tenu de la dilution avec le temps de son idéologie, AQ est de moins en moins en mesure d'unifier et d'inspirer des militants dans l'ensemble du réseau.

Dirigeants

Les dirigeants d'AQ constatent les effets des nouvelles pressions sur l'unité déjà fragilisée du réseau. Il y a trois principales causes aux tensions actuelles : i) la transition d'une organisation hiérarchisée à un système de réseau a affaibli les liens hiérarchiques d'AQ; ii) la disparition d'Oussama Ben Laden a privé AQ d'une figure d'autorité à valeur unique; iii) la perte de dirigeants intermédiaires au sein du réseau a détruit les liens personnels qui réunissaient au départ les membres d'AQ.

Les efforts déployés pour mettre fin aux revers de fortune d'AQ exacerbent les facteurs qui divisent les dirigeants de l'organisation. Par exemple, les groupes affiliés à AQ amplifient les incompatibilités idéologiques qui surgissent lorsqu'ils interprètent les messages de l'organisation en fonction de leurs intérêts locaux. Les groupes ont également de moins en moins de liens entre eux car, en voulant échapper aux attaques antiterroristes, ils prennent du recul par rapport aux activités à l'intérieur du réseau pouvant être repérées par les services de sécurité. Dans leur ensemble, ces failles, anciennes et nouvelles, rendent les dirigeants d'AQ plus susceptibles de subir les effets destructeurs des rivalités et des antagonismes.

Structure

Les stratégies conçues pour enrayer le déclin des moyens d'AQ et de sa popularité accélèrent sa décentralisation. Des tensions se dessinent notamment au sein du réseau et des groupes affiliés, les dirigeants ne s'entendant pas sur la façon de mettre fin au déclin. Il s'ensuit une prolifération de petites factions dissidentes, dont certaines soutiennent l'idéologie et les stratégies d'AQ, tandis que d'autres les modifient ou les imitent de manière sélective. Il est devenu difficile pour les autorités locales et les gouvernements occidentaux de distinguer les croyants des pragmatistes et des opportunistes et de prévoir les nouvelles alliances opérationnelles et les antagonismes.

Ressources

L'appui populaire envers les efforts généraux qui sont déployés pour s'attaquer aux causes de l'instabilité et de la gouvernance anémique a une incidence

négative sur les ressources d'AQ. En règle générale, il provoque une diminution des troubles civils qui ont alimenté la popularité d'AQ et soutient les services de sécurité locaux qui ciblent les fonds et les refuges du réseau. Cependant, il n'entraîne pas l'anéantissement d'AQ par manque de ressources de base. Les sujets de mécontentement politiques et économiques restants ainsi que l'ingéniosité du réseau continuent de lui fournir les occasions dont il a besoin pour assurer sa survie.

CONSÉQUENCES

Lorsque les gouvernements des régions où AQ est basée semblent s'attaquer aux causes de l'instabilité et de la gouvernance insuffisante, ils mettent en place des forces qui entrent en conflit avec les intérêts d'AQ. Les efforts déployés par AQ pour neutraliser ces forces favorisent de petits écarts, qui sont croissants, par rapport à son idéologie, alimentent les tensions parmi ses dirigeants et accentuent les pressions existantes de décentralisation au sein de son réseau. Malgré ces dynamiques qui minent davantage sa capacité à pénétrer les défenses occidentales et à exécuter des attentats ingénieux, AQ n'accepte pas la défaite. Elle privilégie plutôt de petits attentats rudimentaires et se fixe comme priorité d'en augmenter le nombre. Elle adopte une stratégie simple : elle continue d'inspirer des terroristes d'origine intérieure dans les pays occidentaux et de conclure des alliances transitoires avec ses factions dissidentes et des « compagnons de voyage » dans les régions où elle est basée. Le discours que tient AQ à l'intention de son auditoire est simple et convaincant : plus les groupes liés à AQ seront nombreux, plus il y aura d'attentats contre les ennemis d'AQ et plus AQ sera efficace.

Le déclin graduel d'AQ peut être présenté comme une réussite que les pays occidentaux risquent de confondre avec la victoire. S'ils ripostent par une nouvelle vague d'opérations antiterroristes intensives, leur démarche pourrait par inadvertance confirmer la vision du monde d'AQ, susciter l'hostilité à l'égard des partenaires régionaux traditionnels du réseau et ralentir la croissance économique. Avec un peu d'aide des propagandistes d'AQ, l'Occident renforcerait donc la position de cette dernière.

Par ailleurs, si l'Occident ne fait rien pour stimuler AQ, le refus du réseau d'accepter la défaite fera en sorte qu'AQ sera scindée entre ceux qui continuent

d'être adeptes du djihad violent et ceux qui se lancent dans une carrière politique traditionnelle dans l'espoir de rester pertinents. Cependant, dans la mesure où l'« antioccidentalisme » continuera d'avoir un écho parmi la population générale, les membres et les partisans politiques d'AQ pourraient encore réussir à intégrer les points de vue extrémistes du réseau dans les institutions d'État. L'hostilité d'AQ envers l'Occident se traduira alors à la fois par des attentats terroristes et des tensions indirectes entre États.

DÉVELOPPEMENT ET DIFFUSION DE LA « MARQUE AQ »

SCÉNARIO Nº 2 : UNE CROISSANCE PROGRESSIVE

MILIEU EXTERNE

La stabilité et la gouvernance (ou leur absence) dans les milieux opérationnels les plus importants d'AQ ont des répercussions sur les perspectives d'avenir du mouvement.

Le présent scénario part du principe selon lequel les gouvernements locaux qui tardent et/ou qui hésitent à prendre des mesures pour s'attaquer aux causes de l'instabilité et de la gouvernance anémique voient leur légitimité entachée par des frustrations et des désillusions. De telles conditions justifient les arguments d'AQ selon lesquels le régime est monopolisé par de petites élites corrompues et ne peut être changé par des manifestations populaires. Elles alimentent également le ressentiment à l'idée que le régime ne peut pas prendre de mesures (ou n'en prendra pas) pour mettre fin à la pauvreté généralisée, aux inégalités et au manque de possibilités. Dans leur ensemble, ces dynamiques provoquent plus d'anarchie et de violence. Les services de sécurité locaux accordent finalement plus d'importance à d'autres préoccupations liées à la sécurité et à l'ordre (troubles civils croissants, instabilité du régime, etc.) et, par conséquent, exercent moins de pressions antiterroristes sur le réseau d'AQ.

AQ profite des possibilités suscitées par les frustrations de la population à l'égard du régime traditionnel pour faire connaître sa vision du monde et renforcer ses moyens. Il en résulte une amélioration lente, mais constante, de ses perspectives d'avenir.

MILIEU INTERNE

Selon les scénarios, AQ se transforme en fonction de l'interaction dynamique entre sa nature et son milieu externe. Les caractéristiques principales du réseau dans le cadre du présent scénario sont exposées ci-dessous.

Idéologie/objectifs

La vision du monde d'AQ étant essentielle à sa raison d'être, le noyau d'AQ et les groupes qui y sont affiliés ont tous intérêt à continuer de la défendre. Cela dit, il est également de plus en plus avantageux pour les groupes affiliés de réinterpréter les messages d'AQ de façon à pouvoir tirer parti des sujets de mécontentement locaux, comme nous l'avons déjà constaté par exemple en Afrique de l'Ouest, dans la Corne de l'Afrique et au Sinaï. Plusieurs groupes affiliés adaptent certains messages en fonction de leurs situations locales particulières, ce qui donne lieu à des divergences idéologiques au sein du réseau et à un nombre croissant de débats quant aux ennemis proches et/ou lointains qu'il conviendrait d'attaquer.

Dirigeants

Les dirigeants d'AQ sont plus imprévisibles. En effet, les occasions croissantes, le taux de roulement élevé et la nécessité de remplacer les hauts dirigeants qui ont été décimés par les opérations antiterroristes préparent la voie à une nouvelle cohorte de dirigeants. À mesure que les frustrations de la population à l'égard de la politique traditionnelle créent de nouvelles occasions pour les groupes affiliés à AQ, la prochaine génération de dirigeants voit son autorité liée au rendement opérationnel plutôt qu'aux antécédents idéologiques ou aux préoccupations envers la stratégie à l'échelle du réseau. L'importance accordée au rendement local encourage les groupes affiliés à être plus autonomes et opportunistes. Elle amoindrit également l'influence déjà décroissante du noyau sur les groupes affiliés et fait en sorte que l'autorité idéologique centrale est remplacée avec le temps par plusieurs noyaux dirigeants communs. En raison de tous ces facteurs qui se chevauchent, le réseau perd de sa cohésion et devient moins prévisible. Les dirigeants d'hier, unis, astucieux et tournés vers l'avenir, seront remplacés par des dirigeants plus désunis et impétueux, qui manquent de perspicacité.

Structure

Les possibilités croissantes renforcent la décentralisation en cours d'AQ. De façon plus particulière, dans le cas d'une croissance alimentée par des troubles, les nouveaux groupes de rebelles s'alignent sur AQ si une collaboration procure des avantages réciproques. À mesure que ces alliances tactiques se transforment en relations permanentes, le réseau d'AQ s'étend. Cependant, dans la mesure où une telle croissance est fondée sur une collaboration opportuniste (et est maintenue par cette dernière), elle accélère la décentralisation de l'autorité au sein du réseau.

Les possibilités de croissance renforcent également la décentralisation d'AQ en créant une pénurie d'exécutants qualifiés pour répondre à la demande. Cette dynamique de l'offre et de la demande encourage les exécutants qualifiés à devenir des « pigistes » qui se déplacent à leur guise dans l'ensemble du réseau, comme cela a été le cas au Mali. À la longue, les déplacements de ces exécutants accélèrent le transfert du savoir et des compétences au sein du réseau et, par le fait même, intensifient la décentralisation d'AQ en réduisant la dépendance interne. Il s'ensuit que le noyau d'AQ, AQI, AQMI, AQPA, AQAE et leurs différentes manifestations constituent un réseau horizontal, peu structuré, mais efficace.

Ressources

Le rythme lent et incertain des efforts déployés pour s'attaquer à l'instabilité et à la gouvernance anémique est avantageux pour les ressources d'AQ. Par exemple, il permet à AQ : i) de tirer profit des frustrations de la population pour diffuser son idéologie et attirer de nouvelles recrues; ii) de profiter de l'anarchie grandissante pour obtenir des fonds additionnels au moyen des enlèvements, du trafic, etc.; iii) d'exploiter le nouveau vide sécuritaire pour établir des refuges dans des États déliquescents ou en voie de déliquescence, comme le Mali, la Syrie, la Libye et l'Afghanistan.

CONSÉQUENCES

Une croissance progressive transforme peu à peu les menaces que fait peser AQ. Ces dernières deviennent moins prévisibles à mesure que les dirigeants d'AQ sont plus autonomes et opportunistes, et elles s'accentuent à mesure qu'AQ a recours à de nouvelles armes, de nouvelles recrues, de nouvelles sources de fonds et de nouveaux refuges. En outre, les menaces deviennent plus nombreuses à mesure que les groupes liés à AQ prolifèrent dans l'ensemble des régions où le réseau est basé et peut-être même ailleurs. Enfin, tous ces changements dans le profil de la menace que fait peser AQ s'intensifient lorsqu'un nombre croissant de régions mal gouvernées et d'États déliquescents encouragent les partisans occidentaux à devenir plus actifs et créent des possibilités pour les exécutants d'AQ de se glisser dans des mouvements de réfugiés vers les pays occidentaux.

L'évolution du point de vue occidental à l'égard de la lutte contre le terrorisme peut accroître la nouvelle menace que fait peser AQ : un excès de confiance

engendré par les succès remportés dans la lutte contre le terrorisme, la croissance progressive d'AQ, les réductions budgétaires dans le domaine de la lutte contre le terrorisme attribuables aux pressions récessionnistes et le retrait des troupes conformément aux dates de fin de mission prévues créent de nouvelles lacunes dans les renseignements pour l'Occident, tout en réduisant les pressions antiterroristes exercées sur AQ. La situation qui en découle est grave : l'Occident devient de plus en plus vulnérable au moment même où AQ dispose progressivement de plus de moyens.

VERS UN POUVOIR D'ÉTAT
SCÉNARIO Nº 3 : UNE CROISSANCE RAPIDE

MILIEU EXTERNE

La stabilité et la gouvernance (ou leur absence) dans les milieux opérationnels les plus importants d'AQ ont des répercussions sur les perspectives d'avenir du mouvement.

Le présent scénario part du principe selon lequel les causes de l'instabilité et de la gouvernance insuffisante s'aggravent dans les régions où les principales bases d'opérations d'AQ se trouvent. Les dynamiques sont similaires dans l'ensemble des régions où AQ est basée : les tensions politiques sont aggravées par des visions divergentes de l'État, des antipathies personnelles et du sabotage délibéré, et les perspectives économiques sont minées par la stagnation de la croissance, des réserves épuisées et des déficits croissants. Dans la mesure où ces pressions entraînent une instabilité généralisée et affaiblissent les gouvernements locaux, elles fortifient AQ. En effet, elles contribuent à perpétuer les points de vue extrémistes qui permettent à AQ de prospérer, par exemple en laissant à des organisations islamistes ultraconservatrices le soin de répondre aux besoins essentiels. Elles regarnissent des bassins de jeunes privés de leurs droits parmi lesquels AQ puise ses recrues et élargissent les territoires livrés à l'anarchie où AQ trouve refuge. En outre, elles réduisent les pressions antiterroristes exercées sur le réseau d'AQ en inondant les services de sécurité locaux de problèmes plus immédiats (effondrement de l'État, survie du régime, violence de masse, etc.).

Lorsque les causes de l'instabilité et du manque de gouvernance s'aggravent, les perspectives d'AQ s'améliorent. Lorsqu'elles sont bien marquées, AQ connaît une croissance rapide.

MILIEU INTERNE

L'interaction entre la nature d'AQ et son milieu externe a des répercussions sur tous les aspects du réseau. Les caractéristiques principales de ce dernier dans le cadre du présent scénario sont exposées ci-dessous.

Idéologie/objectifs

AQ sait que sa vision du monde appuie sa mission. Elle continue de soutenir que l'Occident et les gouvernements locaux qualifiés d'« apostats » sont en guerre avec l'islam. En plus de permettre d'atteindre un objectif stratégique, ce point de vue a également une utilité pratique : il fournit une couverture idéologique pour sélectionner des cibles de façon utilitaire et permet ainsi aux divers intérêts locaux des groupes affiliés de coexister dans le même réseau. Des points de désaccord se dessinent néanmoins dans la vision du monde d'AQ : dans leur hâte de tirer parti des nouvelles possibilités et du déclin de l'influence centrale du noyau d'AQ, les groupes affiliés sont enclins à adapter leurs messages et leurs tactiques de manière à exploiter des situations très locales. Par exemple, certains membres du réseau condamnent la violence religieuse, tandis que d'autres la légitiment si elle s'avère judicieuse sur le plan tactique (p. ex., en Syrie). Cependant, le réseau n'est pas ébranlé par des raisons idéologiques. L'appui envers la vision du monde générale d'AQ et les avantages très concrets liés à l'appartenance à un réseau en croissance rapide encouragent fortement les groupes intéressés à régler (ou à ignorer) les différends idéologiques.

Dirigeants

Les dirigeants d'AQ sont aux prises avec de grandes difficultés. Entre autres choses, l'unité de leur groupe est déjà mise à rude épreuve par le déclin de l'influence du noyau d'AQ au Pakistan et l'autonomie croissante des groupes affiliés à AQ (en particulier AQMI et AQPA). Ces pressions, qui sont renforcées par les tensions découlant des efforts d'AQ pour mettre à profit de nouvelles possibilités de croissance, ne causent toutefois pas de ruptures. Au contraire, elles sont contrebalancées par des forces unificatrices. En particulier, le noyau d'AQ encourage encore la cohésion à l'échelle du réseau et la vision d'AQ continue de s'accommoder de certaines divergences idéologiques. Ce qui est sans doute le plus important, c'est que la multiplication rapide des résultats liés à la croissance d'AQ (dont une panoplie de nouvelles ressources et des dirigeants de plus en plus qualifiés) incite considérablement à continuer de faire partie d'un réseau fort et uni. L'unité des dirigeants d'AQ, qui sont coincés entre ces forces opposées, se maintient malgré les pressions de plus en plus fortes qui se font sentir.

Structure

La croissance d'AQ est opportuniste. Les principales stratégies du réseau sont notamment de s'établir dans des territoires que des États en déliquescence ne sont plus en mesure de gouverner (p. ex., la Libye), de conclure des alliances

avec des voyageurs qui peuvent apporter des avantages logistiques (p. ex., en Irak, en Syrie, au Kenya, en Tanzanie et au Yémen) et de s'incruster dans les mouvements djihadistes en recrudescence (p. ex., au Caucase, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est). Dans les cas plus extrêmes, AQ s'efforce de prendre de facto le contrôle des gouvernements déliquescents. Ses cibles varient des gouvernements de peu d'importance responsables de territoires très pauvres (p. ex., l'Afghanistan, certains États d'Afrique de l'Ouest et le Yémen) aux gouvernements de grande importance responsables de pays possédant des armes de destruction massive (p. ex., la Syrie et le Pakistan). Sans exception, les territoires contrôlés par AQ, au moyen d'alliés interposés, sont régis en fonction des interprétations les plus sévères de la loi islamique.

La croissance transforme la structure organisationnelle d'AQ. En raison de son étendue géographique et de l'éventail de plus en plus complexe de groupes affiliés à AQ, liés à AQ et dirigés par celle-ci, AQ établit des structures de réseau plus définies sous chacun de ses groupes affiliés. Les pressions subies par la nouvelle structure étant les mêmes qu'en 2013, la cohésion organisationnelle d'AQ se maintient, même si elle est mise à rude épreuve.

Ressources

Plus l'instabilité est grande et la gouvernance anémique dans les régions où AQ est basée, plus les ressources d'AQ obtiennent de bons résultats. La détérioration des conditions locales, les frappes de drones continues et de nouvelles possibilités suscitent l'appui d'extrémistes islamistes et des diasporas envers AQ. Elles entraînent également une augmentation du nombre de nouvelles recrues provenant des régions où AQ est basée et des pays occidentaux. De plus, l'anarchie généralisée, l'instabilité et les troubles font en sorte qu'AQ peut obtenir de nouvelles sources de fonds d'origine criminelle, acquérir des armes perfectionnées, qui ont été sorties en contrebande d'États fragiles, et mettre en place plus de refuges. Dans les cas extrêmes, des gouvernements fantoches sous la coupe d'AQ commencent à lui donner le contrôle sur des ressources précieuses, y compris d'installations militaires, de dépôts d'armes, de laboratoires, de banques, d'entreprises commerciales et de ressources naturelles stratégiques, dont le pétrole.

CONSÉQUENCES

Une grande instabilité et de graves carences au chapitre de la gouvernance dans les régions où AQ est basée animent les forces qui alimentent la nébuleuse, c'est-à-dire la violence, la pauvreté, le vide sécuritaire et l'effondrement des régimes. Elles propulsent la popularité d'AQ à des niveaux record, augmentent de façon exceptionnelle la richesse en ressources du réseau et alimentent la croissance de ce dernier. Dans ces conditions, AQ est plus présente et beaucoup plus active dans un nombre grandement accru de sanctuaires. Elle exerce également un contrôle efficace sur des États possédant des armes de destruction massive. Lorsqu'elle dispose d'armes de dissuasion chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN) contre les activités antiterroristes, AQ fait peser une toute nouvelle menace sur la sécurité internationale.

Les gouvernements occidentaux doivent affronter une menace d'AQ beaucoup plus complexe et grave à un moment où des pressions récessionnistes, la lassitude du public à l'égard des opérations antiterroristes et un excès de confiance attribuable aux succès remportés pendant plus de dix ans dans le domaine de la lutte contre le terrorisme créent de fortes demandes à l'échelle nationale pour prendre du recul. Les solutions palliatives pour concilier ces pressions contradictoires englobent un passage continu des opérations liées au renseignement humain aux solutions techniques et des interventions militaires à grande échelle aux attaques stratégiques menées par des forces d'opérations spéciales. À long terme, l'Occident pourrait rechercher de nouvelles occasions de profiter des vulnérabilités les plus probables d'AQ : la résistance locale au contrôle d'AQ animée par des structures sociales et des loyautés solides, les différends interfactionnels alimentés par des conflits de personnalités et des idéologies et des tactiques contradictoires, et le caractère changeant de l'opinion publique dans les régions où AQ est basée, causé par une répression politique et des difficultés économiques excessives.

LE NOYAU D'AL-QAÏDA ET AL-QAÏDA EN IRAK EN 2018

HYPOTHÈSES

« Plus ça change, plus c'est la même chose », écrivait Jean-Baptiste Alphonse Karr au XIX[e] siècle. Cette célèbre épigramme pourrait être appliquée aux analyses actuelles de ce qu'on appelle indifféremment le noyau d'al-Qaïda, le haut commandement d'al-Qaïda ou le commandement central d'al-Qaïda. Ainsi, dans un discours prononcé en avril 2012 au Woodrow Wilson International Center for Scholars, John O. Brennan, alors conseiller adjoint à la sécurité nationale et assistant du président pour la Sécurité intérieure et l'Antiterrorisme, a déclaré : « Pour la première fois depuis le début de ce conflit, nous pouvons penser à l'avenir et imaginer un monde dans lequel le noyau d'al-Qaïda n'a tout simplement plus sa place[1]. » Quelques mois plus tard, l'ancien secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, affirmait « Nous avons atteint ses dirigeants, mais nous avons aussi atteint sa capacité d'assurer un quelconque type de commandement et de contrôle dans le cadre de ses opérations[2] »— étoffant ainsi une de ses affirmations de l'été 2011 lorsque, peu après être entré en fonctions, il avait déclaré : « La victoire stratégique contre al-Qaïda est à notre portée[3]. » Les déclarations ultérieures de M. Panetta ont fait clairement écho à celles du président Barack Obama lui-même qui, à l'occasion du premier anniversaire du décès de Ben Laden a proclamé : « Le but que j'ai fixé de vaincre al-Qaïda et de l'empêcher de se reconstituer est désormais à notre portée[4]. »

Force est de reconnaître que les preuves à l'appui de ces affirmations sont éloquentes. Oussama Ben Laden, cofondateur et chef d'al-Qaïda, est mort. Ses principaux lieutenants aussi, comme Ilyas Kashmiri, décrit dans la plus récente analyse des tendances terroristes publiée par le Département d'État américain comme « un des terroristes les plus habiles en Asie du Sud », tué par un drone américain au Pakistan le mois suivant[5], ou encore celui qui aurait été le numéro deux du mouvement, Atiyah Abd al-Rahman, mort en août 2011, et son successeur, Abou Yahya al-Libi, en juin 2012[6]. La décision de l'administration Obama de quadrupler le nombre des assassinats ciblés[7] a donc jusqu'ici causé la mort d'au moins 34 hauts dirigeants d'al-Qaïda au Pakistan[8] et de quelque 235 combattants[9] : le haut commandement de l'organisation se trouve donc, pour reprendre les termes d'une récente analyse du Département d'État américain, « à sombrer dans un déclin qui sera difficile à freiner[10]. »

Cette évaluation générale correspond également aux opinions de nombreux analystes, universitaires et experts américains[11].

Toutefois, l'argumentation développée dans le présent document préconise une démarche plus prudente, voire même agnostique. Nul ne peut nier les percées importantes réalisées aux dépens du commandement central d'al-Qaïda au cours des dernières années à la suite des événements énumérés ci-dessus. La thèse soutenue dans le présent document est néanmoins que le noyau reconnu de l'organisation al-Qaïda est aussi résilient que redoutable. Depuis plus de dix ans, il résiste à ce qui est sans doute l'assaut international le plus massif livré contre une organisation terroriste de l'histoire. De plus, il s'est toujours montré capable de s'adapter et de s'ajuster même aux contre-mesures les plus impressionnantes prises contre lui, ayant, contre toute attente, survécu pendant près d'un quart de siècle.

À cet égard, le « printemps arabe » et surtout l'agitation constante et la guerre civile prolongée en Syrie ont conféré au nom d'al-Qaïda et, par extension, à son commandement central, une nouvelle raison d'être et un nouveau statut qui, selon l'évolution de la situation tant dans ce pays que dans la région environnante, pourraient finir par ressusciter les perspectives d'avenir pas très brillantes du noyau d'al-Qaïda. En outre, comme le haut commandement d'al-Qaïda semble mener ses activités sans être inquiété par les autorités pakistanaises et que les troupes des États-Unis et de l'ISAF se retireront de l'Afghanistan d'ici 2014, il y a tout lieu de croire qu'il pourrait bien retrouver sa marge de manœuvre et le sanctuaire transfrontalier dont il a besoin pour assurer sa survie pour les cinq prochaines années au moins.

Depuis sa création, al-Qaïda a toujours eu besoin de posséder un sanctuaire ou un refuge ou d'avoir accès à un tel endroit. Dans le sillage tumultueux du « printemps arabe » et de l'instabilité et des soulèvements politiques qui l'ont suivi, al-Qaïda pourrait haut la main transformer en bastions ses têtes de pont au Levant et peut-être dans le Sinaï et en Afrique du Nord et de l'Ouest, complétant ainsi ses avant-postes existants au Pakistan, en Afghanistan, au Yémen et en Somalie.

Il convient également de signaler que le noyau d'al-Qaïda survit obstinément malgré les prédictions ou les idées reçues à l'effet contraire. Au risque d'affirmer une évidence, la notice nécrologique d'al-Qaïda a été rédigée à maintes reprises déjà et s'est toujours révélée être des vœux pieux présomptueusement prématurés.

« Le haut commandement d'al-Qaïda est prêt à s'effondrer, d'après les États-Unis », titrait le *Washington Post* deux semaines après l'arrestation en mars 2003 de Khaled Cheikh Mohammed, cerveau des attentats du 11 septembre 2001 et alors « numéro trois » de la nébuleuse. « Je crois que le vent a tourné pour al-Qaïda », affirmait dans le même article Porter J. Goss, membre du Congrès qui était lors président du Comité du renseignement de la Chambre des représentants américains, lui-même ancien officier traitant de la CIA qui en est devenu le directeur un an plus tard. « Nous les avons eus », fanfaronnait neuf ans plus tôt un spécialiste du renseignement qui n'a pas été nommé, avant d'ajouter avec emphase « nous sommes sur le point de les démanteler[12]. »

Des opinions tout aussi optimistes ont été exprimées après la prise de Bagdad presque sans effusion de sang le mois suivant et l'absence de suites données aux menaces d'al-Qaïda de commettre de nouveaux attentats en représailles contre l'invasion menée sous la direction des États-Unis[13]. Ainsi, citant des sources au sein de l'administration Bush, un article publié par le *Washington Times* le 24 avril 2003 faisait valoir l'opinion répandue dans les milieux officiels de Washington selon laquelle le fait qu'al-Qaïda « n'ait pas réussi à frapper avec force pendant la campagne militaire menée sous la direction des États-Unis pour renverser Saddam Hussein soulevait des questions sur sa capacité de commettre de nouveaux attentats d'envergure[14]. » Puis, coup sur coup, il y a eu les attentats à la bombe contre des trains de banlieue à Madrid en 2004, les attentats suicide contre le réseau de transport de Londres l'année suivante et un des plus graves complots ordonnés par le noyau d'al-Qaïda au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, celui qui visait à faire exploser en vol sept avions de passagers américains et canadiens en août 2006[15].

Le complot visant les compagnies aériennes est particulièrement instructif dans ce contexte. Au lieu de choisir des cibles plus faciles, plus accessibles, comme des métros ou des trains de banlieue, des hôtels ou des destinations touristiques, les seules cibles que, selon les idées reçues de l'époque, une al-Qaïda sans doute gravement affaiblie était capable d'atteindre, l'attentat prévu visait ce qui était peut-être la cible la plus sécurisée depuis les événements du 11 septembre 2001 : l'aviation commerciale. Ce fait nouveau contestait donc certaines des hypothèses les plus fondamentales au sujet des capacités et des intentions du haut commandement d'al-Qaïda et—surtout—de la possibilité de le contrer. À ce dernier égard, les dirigeants d'al-Qaïda ne semblaient pas du tout perturbés par la série de succès des services de renseignement qui a mené d'abord à l'arrestation du commandant initial du complot, Abou Faraj al-Libi, en mai 2005, puis au

décès de son successeur, Hamza Rabia, dans une frappe de drones américains à peine cinq mois plus tard. La détermination de l'organisation à attaquer malgré sa situation soi-disant catastrophique dans laquelle elle se trouvait était telle qu'en dépit de ces revers qui auraient pu lui être fatals (c.-à-d. avec un chef en prison et un autre mort), elle a puisé dans sa réserve de combattants théoriquement à sec et chargé le défunt Abou Oubeïda al-Masri de poursuivre résolument l'opération.

Moins de deux ans plus tard, cependant, des affirmations semblables étaient exprimées concernant la fin du noyau d'al-Qaïda. Juan Zarate, conseiller adjoint à la sécurité nationale chargé de la lutte antiterroriste dans l'administration Bush et un des observateurs les plus perspicaces et les mieux informés de l'ensemble du phénomène al-Qaïda, a proposé une évaluation exceptionnellement nuancée et équilibrée du mouvement et de ses hauts dirigeants dans un discours prononcé en avril 2008. Pesant soigneusement les progrès réalisés récemment dans la guerre contre le terrorisme et les défis qui restaient encore à relever, Zarate a néanmoins attiré l'attention sur « plusieurs éléments importants qui laissent entrevoir qu'al-Qaïda et le mouvement qu'elle représente se trouvent dans une situation plus difficile et se heurtent à davantage d'opposition à leur programme, surtout chez les musulmans qui sont touchés directement par les tactiques d'al-Qaïda[16]. » Les propos de Zarate ont été développés deux semaines plus tard par un haut responsable américain de la lutte contre le terrorisme qui a accordé une entrevue au *Daily Telegraph* de Londres sous le couvert de l'anonymat. « La fin de la menace mondiale que représente al-Qaïda », a-t-il dit, « est maintenant aussi visible que prévisible[17]. » Il y a ensuite eu en mai la déclaration de Ryan Crocker, alors ambassadeur des États-Unis en Irak, qui a dit aux journalistes au cours d'une visite des villes saintes chiites de Najaf et de Karbala, « vous ne m'entendrez pas dire qu'al-Qaïda est vaincue, mais elle n'a jamais été aussi près de la défaite qu'à l'heure actuelle[18]. » Enfin, en première page du *Washington Post* sous la manchette « Les États-Unis disent avoir réalisé des gains importants contre al-Qaïda », Michael Hayden, alors directeur de la CIA, énumérait une série d'indices qui, soutenait-il, annonçaient que la fin d'al-Qaïda était proche. « Défaite stratégique imminente d'al-Qaïda en Irak. Défaite stratégique imminente d'al-Qaïda en Arabie saoudite. Revers importants encaissés par al-Qaïda partout dans le monde [...] au moment où une bonne partie du monde musulman rejette sa vision de l'islam[19]. »

À l'époque, ces opinions correspondaient tout à fait au consensus dominant chez les représentants du gouvernement comme chez les universitaires et les experts selon lequel al-Qaïda avait cessé d'exister en tant qu'organisation et n'était plus qu'une coquille vide—une idéologie sans organisation pour la promouvoir—, un regroupement sans chef d'individus disparates n'entretenant pas de liens avec une quelconque autorité centrale. Ben Laden n'aurait plus eu aucun contact avec le mouvement qu'il avait créé : vivant dans une lointaine grotte, isolé de ses combattants, de ses sympathisants et de ses partisans, il était incapable de jouer le moindre rôle significatif dans les opérations et la trajectoire future du mouvement. La menace, soutenait-on, n'était donc plus « de haut en bas », mais principalement « de bas en haut »—à tel point que les organisations terroristes elles-mêmes et les fonctions de commandement et de contrôle qu'elles avaient exercées traditionnellement n'auraient plus eu d'importance. La menace, disait-on, provenait maintenant de « loups solitaires » et de « groupuscules » qui se sont radicalisés eux-mêmes et agissent de leur propre initiative, et non de véritables organisations terroristes existantes et reconnaissables[20].

Puis, le complot en vue de commettre des attentats suicides simultanés dans le métro de New York à l'occasion du huitième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 a été mis au jour l'année suivante. Le chef de bande, l'Afghan Najibullah Zazi titulaire d'une carte verte habitant dans le quartier du Queens, a affirmé sous serment que ses deux complices et lui avaient reçu un entraînement dans un camp d'al-Qaïda au Pakistan. Trois hauts commandants du noyau d'al-Qaïda—les défunts Rashid Rauf et Saleh al-Somali, qui ont été tués dans des frappes de drones américains en 2008 et en 2009 respectivement, et Adnan El Shukrijumah, qui est toujours en liberté—avaient supervisé et dirigé le complot, qui était aussi lié à deux autres séries d'attentats ambitieux prévus pour avril 2009 à Manchester, en Grande-Bretagne, et pour juillet 2010 en Scandinavie[21].

Mai 2010 a apporté une nouvelle réfutation de l'argument de la menace « de bas en haut » lorsque Faisal Shahzad, citoyen naturalisé américain d'origine pakistanaise, a presque réussi à commettre un attentat massif à la voiture piégée dans Times Square, au cœur de la ville de New York. Shahzad avait été recruté par un proche allié du commandement central d'al-Qaïda, le Tehrik-e-Taliban (TTP ou Mouvement des talibans du Pakistan), qui lui avait aussi appris à fabriquer des bombes dans un camp du Nord-Waziristan avant de le renvoyer aux États-Unis pour s'acquitter de cette mission[22].

Bref, tous les arguments que l'en entend aujourd'hui sur l'absence de raison d'être ou la fin imminente du noyau d'al-Qaïda ont déjà été entendus auparavant et se sont toujours révélés faux. Comme pratiquement tous les complots ou les attentats terroristes d'envergure ayant visé les États-Unis ou le Royaume-Uni (et d'autres pays européens en fait) au cours de la période allant de 2002 à 2009[23] ont été orchestrés par le haut commandement d'al-Qaïda ou par des alliés et des collaborateurs agissant en son nom, alors que le noyau d'al-Qaïda avait soi-disant cessé d'exister, il convient d'être prudent face aux opinions tout aussi optimistes relevées dans de nombreuses analyses contemporaines de la longévité et de la supposée absence de raison d'être du noyau d'al-Qaïda.

CAPACITÉ

La publication en mai 2012 par le Combating Terrorism Center (CTC) de l'Académie militaire américaine de 17 documents saisis dans la villa d'Abbottabad de Ben Laden au cours du raid de l'année précédente[24] a semblé donner plus de poids au consensus dominant selon lequel le noyau d'al-Qaïda est sur le point de s'effondrer. « Les derniers mots d'Oussama Ben Laden sont révélateurs de jours sombres pour al-Qaïda » est un exemple typique de la couverture médiatique assurée à la publication des documents[25]. Effectivement, la conclusion que le CTC a tirée de cette poignée de documents, et dont les médias se sont largement inspirés dans leurs reportages, était sans équivoque :

> Sur le plan opérationnel, le « noyau d'al-Qaïda » sous la direction de Ben Laden est déphasé par rapport aux soi-disant « groupes qui y sont associés ». Ben Laden exerçait peu de contrôle sur les groupes qui ont adopté le nom d'al-Qaïda (p. ex. AQPA ou AQI/État islamique d'Irak) ou sur ses soi-disant « compagnons de route », comme le TTP[26].

Dans la précipitation de tirer des conclusions de ce minuscule échantillon des milliers de documents emportés du repaire de Ben Laden par les Navy SEALs américains qui ont tué le chef d'al-Qaïda, il n'a pas été question de l'interprétation totalement différente des documents que des représentants officiels de l'administration Obama avaient fournie peu après le raid. Par exemple, un haut fonctionnaire américain cité anonymement dans *ProPublica* a décrit Ben Laden comme un « microgestionnaire » qui s'investit dans toutes les activités. « Le lourd processus qu'il devait respecter pour des raisons de sécurité »,

a expliqué le représentant officiel, « ne l'empêchait pas de jouer un rôle [...] Il était au courant du moindre détail pour ce qui est des meilleurs agents, des meilleurs cibles, du meilleur moment[27]. »

Les analystes du renseignement qui ont ensuite disséqué le journal intime de Ben Laden auraient conclu que le chef suprême de la nébuleuse avait été impliqué personnellement dans « chacune des menaces importantes qu'al-Qaïda a fait peser récemment[28] ». Cela comprenait les complots visant les États-Unis, où Ben Laden pressait ses partisans de recruter des non-musulmans et des membres de minorités—surtout des Afro-Américains et des Latinos—pour commettre des attentats dans des endroits comme New York et Los Angeles, mais aussi dans des villes plus petites. D'après les informations qui avaient été rendues publiques l'année précédente, il exhortait notamment les planificateurs du commandement central d'al-Qaïda et les agents des groupes associés au mouvement au Yémen, au Pakistan et en Somalie, entre autres, de frapper à des dates importantes, comme le 4 juillet ou le 10e anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, et de choisir des cibles comme des trains ou des avions de passagers[29]. Selon un article publié dans le *Washington Post* ce mois-là, Ben Laden « agissait comme un patron du crime organisé tirant les ficelles à partir de sa cellule de prison, envoyant régulièrement des messages aux lieutenants en qui il avait le plus confiance et donnant des conseils stratégiques aux franchises éloignées, dont le groupe associé à al-Qaïda au Yémen[30]. »

Aucune explication n'a cependant été proposée en mai dernier pour atténuer les divergences que le CTC a amenées en publiant des documents d'Abbottabad. Peut-être risquait-on ce faisant d'attirer l'attention sur le fait qu'une lecture attentive des 17 documents révélait qu'ils étaient beaucoup plus ambigus que ce que le rapport du CTC et les déclarations du gouvernement américain qui l'ont accompagné laissaient entendre. Par exemple, il est significatif que, malgré les graves restrictions que les opérations militaires et de renseignement américaines imposaient au haut commandement d'al-Qaïda, surtout depuis l'intensification de la campagne de frappes de drones en 2009, le mouvement est encore capable d'étendre ses activités au-delà de sa base en Asie du Sud. Les documents dépeignent incontestablement une al-Qaïda qui avait une présence active à plus d'endroits en 2011 qu'elle n'en avait le 11 septembre 2001[31]. De plus, au cours de l'année écoulée depuis le raid, la nébuleuse avait réussi à s'étendre plus loin encore : plus profondément en Afrique de l'Ouest (au-delà du Nigeria vers le Mali, la Mauritanie et le Niger) ainsi que dans le Levant (en Syrie).

Il n'est donc pas totalement étonnant que Ben Laden puisse avoir été « déphasé » ou qu'il ait entretenu des relations tendues avec les différentes organisations éloignées associées à al-Qaïda. C'était le compromis qu'il avait accepté après 2002 pour assurer la survie et la longévité du mouvement en déléguant des pouvoirs aux franchises locales. Néanmoins, Ben Laden est demeuré à la fois résolu et apte à communiquer ses désirs à l'ensemble des collaborateurs d'al-Qaïda toujours plus nombreux. Obtenir d'eux qu'ils écoutent était évidemment un problème bien connu de tout gestionnaire faisant face à une expansion rapide. Il est vrai que la lourdeur et la lenteur du processus de communication ont mené à des relations inégales avec certains collaborateurs et groupes associés à al-Qaïda, et que ceux-ci étaient parfois sourds à ses conseils et ses prières[32]. Mais, il ne faut pas oublier qu'al-Qaïda n'avait créé aucune de ces franchises elle-même. Elles existaient déjà toutes avant de choisir de s'aligner sur al-Qaïda : en tant qu'entités indépendantes, il aurait donc été déraisonnable de présumer qu'elles se plieraient nécessairement à tous les désirs ou tous les ordres de Ben Laden[33].

Néanmoins, l'image qui ressort des documents en arabe qui ont été saisis est celle d'un chef qui joue un rôle tant dans les opérations courantes que dans la stratégie à long terme d'al-Qaïda[34]. Toujours mordu de politique, émettant des avis sur des sujets aussi variés que le « printemps arabe » et le ralentissement de l'économie américaine, Ben Laden avait aussi conservé son penchant pour la microgestion — malgré le peu de réceptivité manifesté parfois par ses franchises et ses collaborateurs. En réalité, il ressort des documents que les collaborateurs étaient réceptifs à Ben Laden sur le plus important, les enjeux pressants liés aux effectifs ou à la stratégie. L'aptitude de Ben Laden à bloquer à la fois la promotion du défunt Anouar al-Aulaki au sein du groupe associé à al-Qaïda au Yémen, AQPA (al-Qaïda dans la péninsule Arabique)[35], et l'officialisation de relations entre l'aile somalienne du mouvement, al-Chabaab, et le noyau d'al-Qaïda sont peut-être les meilleurs exemples de l'ampleur de son influence[36].

Grâce aux documents de Ben Laden divulgués à la presse britannique, mais curieusement manquants du trésor du CTC de West Point[37], nous savons aussi qu'en 2003 déjà, Ben Laden songeait à étendre les opérations d'al-Qaïda à l'Afrique de l'Ouest et qu'en fait il était en contact direct avec les chefs du groupe nigérian Boko Haram[38]. Nous savons aussi qu'Ayman al-Zawahiri, son successeur et cofondateur d'al-Qaïda, et lui entretenaient des relations étroites avec les talibans afghans et pakistanais. En effet, les deux hommes se seraient entretenus régulièrement avec le mollah Omar et discutaient des possibilités que

leurs organisations respectives pourraient tirer de l'éventuel retrait d'Afghanistan des troupes américaines et de l'ISAF[39].

On a déjà fait grand cas dans des documents coulés antérieurement des réflexions de Ben Laden qui se serait demandé s'il ne fallait pas trouver un nouveau nom à al-Qaïda parce que son influence déclinait et que son image avait été ternie dans le monde musulman par les groupes qui y sont associés qui tuent plus de leurs coreligionnaires que de leurs ennemis déclarés. Cependant, une lecture attentive des documents déclassifiés permet de nuancer les préoccupations de Ben Laden à cet égard. En fait, il était surtout inquiet parce qu'il trouvait que les médias occidentaux et les ennemis d'al-Qaïda présentaient mal le mouvement en se concentrant uniquement sur son côté violent et en ne tenant pas compte de ses aspirations et objectifs politiques. Ben Laden cherchait donc un nouveau nom pour le mouvement qui exprimerait plus exactement ses prétentions idéologiques et le rôle qu'il s'est donné de défendre les musulmans où qu'ils soient[40]. Cette évaluation lucide des lacunes d'al-Qaïda sur le plan de la liaison est donc très différente du lamentable débat décrit dans les reportages sur les documents.

La communication la plus remarquable, cependant, est peut-être celle du 27 août 2010. Dans ce document, Ben Laden exprime ses inquiétudes pour la sécurité de ses combattants et de ses partisans au Pakistan, non pas parce qu'ils pourraient être arrêtés ou détenus par les autorités, mais à cause des pluies torrentielles et des inondations qui ravageaient alors le pays[41]. Le chef d'al-Qaïda redoutait donc davantage les intempéries que les efforts du gouvernement pakistanais pour ses hommes. Cette affirmation à elle seule en dit long sur le confort dont ses lieutenants et lui bénéficiaient dans leur refuge au Pakistan—un niveau de confort qui n'a probablement pas changé au cours des quelque deux ans qui se sont écoulés depuis qu'il a été tué.

En outre, il n'y a pas grand-chose dans les documents qui donne à penser qu'il était terriblement difficile pour les combattants d'al-Qaïda de se rendre au Pakistan depuis l'Iran—ou, plus précisément, de passer de l'Afghanistan au Pakistan[42]. Rien n'indique non plus qu'une fois au Pakistan ils avaient de la difficulté à traverser le Baloutchistan pour aller dans les territoires tribaux fédéraux ou la Province de la frontière du Nord-Ouest, deux des repères favoris du mouvement. Étant donné l'antipathie tenace entre le Pakistan et les États-Unis et l'absence d'indices de changements dans cette politique de laissez-faire du gouvernement pakistanais à l'égard d'al-Qaïda depuis le décès de Ben Laden, il n'y a aucune raison de croire que la liberté de mouvement des hauts dirigeants a été entravée de façon importante.

Enfin, malgré les suppositions selon lesquelles il était « dépassé » (et « déphasé ») d'une manière ou d'une autre et la prétendue décrépitude lamentable du noyau d'al-Qaïda, Ben Laden a néanmoins élaboré une stratégie judicieuse pour la survie d'al-Qaïda que le mouvement plus large semble appliquer aujourd'hui. Continuer d'attaquer les États-Unis n'était qu'une étape dans ce plan stratégique dont les grandes lignes étaient les suivantes :

- affaiblir les États-Unis et les dépouiller de leur autorité morale afin que, vulnérables, ils puissent être chassés des terres musulmanes et qu'ils n'aient ni le désir ni la capacité d'intervenir;
- s'emparer de territoires et en prendre les commandes, afin de créer les sanctuaires et les refuges essentiels à al-Qaïda;
- instaurer des « émirats » dans ces territoires libérés qui seront protégés contre toute intervention des États-Unis ou de l'Occident étant donné leur affaiblissement collectif[43].

Il peut être tentant de ne pas tenir compte des grands projets et de la stratégie ambitieuse de Ben Laden pour le mouvement, mais comme Mary Habeck l'a fait remarquer de façon convaincante, « aucun partenaire d'al-Qaïda ni aucun des groupes qui y sont associés (y compris les talibans, al-Qaïda en Irak ou al-Chabaab) n'a été chassé du pouvoir à la suite d'un soulèvement de la population locale seulement. Il faut toujours une intervention de l'extérieur pour expulser les insurgés, même lorsque le peuple a horreur du régime souvent brutal d'al-Qaïda[44]. »

Deux grandes conclusions ressortent donc de cette vue d'ensemble du noyau d'al-Qaïda fondée sur les documents d'Abbottabad qui ont été rendus publics. Premièrement, il est possible de tirer de ces documents des déductions valables qui vont à l'encontre des idées reçues ou du moins des interprétations des autres analystes. Deuxièmement, si cette opinion divergente est plausible (ce dont l'auteur est absolument certain), la fin du noyau d'al-Qaïda n'est ni inéluctable ni imminente—du moins à la lumière des éléments de preuve disponibles. Il est plutôt possible de faire valoir, raisonnablement, que le haut commandement d'al-Qaïda possède :

- un sanctuaire bien établi au Pakistan dans lequel il fonctionne sans être tellement entravé et qu'il est prêt à étendre ses activités au-delà de la frontière en Afghanistan à mesure que les forces américaines et les troupes de l'ISAF se retireront de ce pays jusqu'à leur retrait complet prévu pour 2014;

- une base plus large que ce que l'on a souvent laissé entendre (ou du moins qui s'est révélée plus large à divers moments critiques par le passé lorsque la fin du noyau d'al-Qaïda a été annoncée)[45];

- une stratégie d'avenir bien définie et exprimée clairement qu'il applique toujours vraisemblablement;

- un chef extrêmement compétent en al-Zawahiri qui, ayant succédé à Ben Laden, a réussi—malgré les prédictions affirmant le contraire—non seulement à garder le mouvement en vie, mais à étendre son nom et à conclure de nouvelles alliances (particulièrement dans les pays d'Afrique de l'Ouest);

- une habileté éprouvée de longue date, qui lui permet de s'adapter aux circonstances ou de les définir selon le cas, et de repérer et d'exploiter toute nouvelle occasion d'expansion et de consolidation susceptible de se présenter.

Tout cela donne à penser qu'il est extrêmement possible que le noyau d'al-Qaïda existe en 2017 comme il existait—malgré les prédictions et les évaluations affirmant le contraire—il y a cinq ans, en 2007. Il est vrai qu'il est impossible de savoir quelles seront la forme, la composition et les dimensions de ce noyau dans cinq ans. Comme nous le verrons dans la deuxième partie du présent rapport, cela dépendra de l'issue des événements actuels principalement en Syrie et en Irak, mais aussi en Afrique du Nord et dans d'autres pays du Moyen-Orient radicalement transformés par le « printemps arabe ».

FACTEURS DE CHANGEMENT

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, bien que la mort de Ben Laden ait porté un terrible coup à al-Qaïda, on ne sait toujours pas s'il s'agissait vraiment d'un coup mortel. Il a laissé derrière lui un mouvement résilient qui, quoique gravement affaibli, a néanmoins pris de l'expansion et consolidé son emprise sur de nouvelles organisations locales éloignées. Ben Laden a aussi créé un commandement central qui, malgré une décennie d'attaques violentes et d'attrition, se révèle toujours en mesure :

- de conserver une réputation enviable;
- de reconstituer ses effectifs (y compris chez les hauts dirigeants);
- d'émettre un message qui trouve encore un public et des adeptes dans différents coins du monde—si clairsemé que ce public puisse être;
- d'appliquer une stratégie qui sert toujours de base aux opérations et aux activités du noyau et du mouvement et qui est défendue efficacement par al-Zawahiri à l'heure actuelle.

À cet égard, al-Qaïda s'est doté depuis 2002 d'un plan ambitieux qui a été défini autant par al-Zawahiri que par Ben Laden. Ce plan a délibérément (et efficacement) transformé l'entité monolithique qu'était al-Qaïda jusque-là en un mouvement transnational décentralisé et réseauté[46]. Il y a près de douze ans, pendant que le groupe connaissait la défaite en Afghanistan et était expulsé de ce territoire, al-Zawahiri traçait la marche à suivre pour le mouvement — à un moment où, il convient de le rappeler, tout le monde croyait qu'il était sur le point d'être anéanti. Dans son traité, publié dans le journal arabe de Londres *al Sharq al-Aswat* en décembre 2001 et intitulé « Knights Under the Prophet's Banner », il expliquait que « de petits groupes pourraient faire peur aux Américains » et à leurs alliés. Avec prescience, il a également expliqué que « le mouvement djihadiste doit édifier patiemment sa structure jusqu'à ce qu'il soit bien établi. Il doit rassembler suffisamment de ressources et de partisans et concevoir suffisamment de plans pour livrer bataille au moment et à l'endroit qu'il choisit[47]. » Après tout, c'était al-Zawahiri qui, il y a plus de 20 ans, avait élaboré la stratégie immuable d'al-Qaïda en définissant les principes de « l'ennemi lointain » et de « l'ennemi proche ». Les États-Unis étaient évidemment « l'ennemi lointain » dont la défaite, soutenait-il, était un préalable

à l'élimination de « l'ennemi proche »—les régimes anti-islamiques autoritaires, dépravés et corrompus au Moyen-Orient, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est qui ne pourraient pas se maintenir au pouvoir sans le soutien américain. À la lumière du « printemps arabe », cette stratégie revêt maintenant un caractère presque hybride[48], c'est-à-dire que le mouvement s'est concentré presque uniquement sur « l'ennemi proche » et sur les luttes locales par nécessité, tout en se tenant prêt comme à son habitude à profiter de toute occasion qui pourrait se présenter d'attaquer « l'ennemi lointain ». Le récent complot de « l'homme au sous-vêtement piégé » est peut-être le meilleur exemple que l'on puisse fournir de l'adoption de cette double priorité de « l'ennemi proche » et « l'ennemi lointain ». En effet, le British Secret Intelligence Service (BSIS ou MI6) avait réussi à infiltrer un agent aux plus hauts échelons de la structure de commandement d'AQPA qui encore une fois a sauté sur l'occasion de frapper une cible (une compagnie aérienne) de « l'ennemi lointain », malgré son obsession pour la lutte contre le gouvernement yéménite—« l'ennemi proche »[49].

Dans le même ordre d'idées, on entend souvent dire que, comme la mort de Ben Laden, le « printemps arabe » a sonné le glas d'al-Qaïda[50]. Cependant, bien que les manifestations massives et principalement non violentes du « printemps arabe » aient réussi à renverser des despotes honnis et aient donc semblé discréditer le message de longue date d'al-Qaïda selon lequel seuls la violence et le djihad peuvent arriver aux mêmes fins, depuis le début de ces événements spectaculaires, al-Qaïda a montré à maintes reprises qu'elle est en mesure de profiter de l'instabilité et du désordre dans ces mêmes pays pour réaffirmer sa raison d'être et tenter de rétablir son prestige[51].

De plus, le « printemps arabe » a transformé la gouvernance dans l'ensemble de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, mais il a eu peu d'effet en périphérie de ce secteur géographique. Ainsi, l'antipathie tenace du Pakistan à l'égard des États-Unis associée à l'intensification des activités des groupes militants là-bas—qui pour la plupart sont déjà étroitement associés au noyau d'al-Qaïda—ont pratiquement annihilé les progrès réalisés au cours des dernières années dans la lutte contre le terrorisme en Asie du Sud. Autre exemple, il est clair que les effets du « printemps arabe » au Yémen ont profité à AQPA aux dépens du gouvernement central chroniquement faible de ce pays. En fait, AQPA a pu augmenter considérablement sa portée, s'emparer de nouveaux territoires, se faire de nouveaux adeptes et partisans et continuer d'innover sur le plan tactique au moment où elle s'efforce d'étendre ses capacités d'attaquer au-delà de la péninsule Arabique. Al-Chabaab a été affaibli en Somalie à la suite de son

expulsion de la capitale, Mogadiscio, il y a plus d'un an et des décès de deux hauts dirigeants d'al-Qaïda qui avaient été intégrés au groupe et avaient renforcé considérablement ses capacités terroristes[52], mais il n'en maintient pas moins sa mainmise sur la partie sud du pays où la famine engendrée par une terrible sécheresse menace la vie de centaines de milliers de personnes.

L'instabilité et les troubles suscités par le « printemps arabe » donnent néanmoins à al-Qaïda et à ses alliés dans la région de nouvelles occasions de se regrouper et de se réorganiser. En effet, le nombre d'États déliquescents ou en voie de déliquescence ou de zones en proie à l'anarchie que l'on trouve maintenant au Sahel, dans le Sinaï, dans certaines parties de la Syrie et ailleurs a augmenté concrètement à la suite des changements survenus dans l'ensemble de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient depuis 2011.

La Syrie est l'endroit où ce phénomène est le plus évident ou le plus lourd de conséquences. L'importance que le noyau d'al-Qaïda accorde à ce pays transparaît dans les messages spéciaux émis en février et en juin 2012 respectivement par al-Zawahiri et le défunt Abou Yahya al-Libi à l'appui du soulèvement contre le régime du président syrien Bachar el-Assad et appelant les musulmans en Turquie, en Irak, en Jordanie et au Liban à faire tout ce qu'ils peuvent pour aider à renverser les dirigeants syriens appartenant à la minorité honnie des Alaouites[53].

Selon les analystes du renseignement américain qui suivent régulièrement les sites Web djihadistes d'accès restreint ou protégés par mot de passe les plus intéressants et importants, la Syrie est le principal fil de discussion depuis des mois sur les trois principaux sites—Shumukh al-Islam, al-Fida' et Ansar al-Mujahideen[54]. Le message publié le 14 février 2012 sur al-Fida' qui décrivait la Syrie comme une occasion rêvée pour les moudjahidines (« guerriers saints ») qui ont raté les djihads afghan et irakien constitue l'exemple type de ces fils de discussion. « Depuis le début de la révolution syrienne et depuis que le barbare régime noséïri [alaouite] a commencé à tuer nos gens là-bas » peut-on lire,

> les moudjahidines, qu'Allah en soit loué et remercié, ont pris l'initiative d'aider les faibles sur terre, en Orient et en Occident. Nous demandons à Allah de leur accorder le succès en libérant les musulmans de Syrie de ce régime infidèle. Il faut prendre les armes pour mettre fin au mal que font ces agresseurs. Ce n'est que par le djihad que l'oumma réussira à échapper à l'humiliation et à la faiblesse[55].

Tandis qu'un autre message, publié vraisemblablement par un combattant de première ligne qui avait répondu à l'appel, expliquait pour quelles raisons « ces attaques en Syrie me rappellent la période que j'ai passée en Irak[56]. » En mars, un nouveau journal électronique a été lancé, *Balagh* (« Message »), contenant des exhortations religieuses au renversement d'el-Assad et de ses copains alaouites. Ce journal était publié par un groupe qui s'était donné le nom de « Levant News Battalion » sur le forum en ligne Shumukh al-Islam[57]. Des appels à l'aide financière pour soutenir les moudjahidines qui se battent en Syrie sont aussi publiés régulièrement sur ce site Web[58].

L'intérêt qu'al-Qaïda porte à la Syrie n'est ni récent, ni éphémère. Comme le faisait remarquer Ed Husain du Council on Foreign Relations dans un article sur le sujet qui fera date, « au Moyen-Orient, le territoire qu'al-Qaïda convoite le plus est l'Arabie saoudite bien sûr, mais la Syrie est le suivant sur sa liste ». En effet, la Syrie n'est pas connue sous ce nom par al-Qaïda et ses fidèles, mais plutôt sous celui de Bilad el-Cham[59] (« terre du peuple levantin »). Il s'agit du nom du précieux territoire musulman qui constituait autrefois une entité unifiée, administrée par l'empire turc-ottoman et englobant la Syrie, le Liban, la Jordanie, Israël et la Palestine d'aujourd'hui. Ben Laden parlait souvent des événements qui ont suivi la Première Guerre mondiale et qui ont entraîné le démantèlement de l'empire ottoman et la fin du califat et de l'application de la loi islamique. Sa célèbre déclaration du 7 octobre 2001 en réaction au début des opérations militaires américaines pour libérer l'Afghanistan renvoyait expressément au traité de Sèvres de 1920, qui avait soustrait ces provinces arabes au régime musulman[60]. De plus, et dans un des principaux discours d'al-Qaïda avant l'invasion de l'Irak en 2003 sous la direction des États-Unis, il a cité les accords Sykes-Picot de 1916 — l'entente secrète conclue entre la France et l'Angleterre qui divisait le Levant et les pays environnants entre les sphères d'influence française et britannique. En vertu de cette entente, la France a reçu la Syrie et le Liban, tandis que l'Angleterre obtenait la Palestine, la Jordanie et l'Irak[61].

La Syrie est donc une idée fixe d'al-Qaïda depuis longtemps. D'après Husain, ce pays présente toutes les caractéristiques propres à la tempête djihadiste parfaite que l'Afghanistan possédait il y a 30 ans et plus encore : de vastes appuis dans le monde arabe; l'aide financière de riches partisans du Golfe; une cause populaire qui attire facilement des volontaires étrangers; une frontière contiguë facilitant les déplacements des combattants qui entrent dans l'aire de combat et en ressortent. Par contre, l'attention que le noyau d'al-Qaïda accorde à la Syrie tient à quelques atouts de poids :

- Premièrement, il s'agit d'un territoire sacré décrit avec des accents prophétiques de la « fin des temps » extrêmement évocateurs dans les documents historiques et les premiers enseignements musulmans.

- Deuxièmement, selon l'ancien tracé géographique de l'empire ottoman, elle contient le Haram al-Charif (« Noble Sanctuaire ») de Jérusalem où se trouve le dôme du Rocher (d'où le prophète aurait débuté son ascension jusqu'au ciel) et la mosquée al-Aqsa, une des trois mosquées sacrées de l'islam.

- Troisièmement, l'ennemi—comme cela est indiqué dans le message susmentionné publié sur al-Fida—ce sont les Nocéïris, la secte chiite minoritaire alaouite apostate et haïe que le vénéré théologien musulman du XIII[e] siècle Ibn Taymiyya (auteur du principal texte djihadiste, *La doctrine religieuse et morale du djihad*)[62] appelait les sunnites à combattre. « Pour les combattants djihadistes sunnites », explique Husain, « le conflit en Syrie est soutenu religieusement par leur plus important enseignant. »

- Quatrièmement, contrairement à l'Afghanistan, qui faisait partie de l'oumma, mais était éloignée du monde arabe, la Syrie offre à al-Qaïda une base au cœur des pays arabes. Comme le fait remarquer Husain, « cela lui permet de jouer à nouveau un rôle dans la politique au quotidien au Moyen-Orient[63]. »

En effet, l'attrait que la Syrie exerce sur le noyau d'al-Qaïda est tout simplement irrésistible. Ayant raté les occasions d'intervenir ou de s'affirmer au cours des événements sismiques qui ont donné naissance au « printemps arabe » en Tunisie

et en Égypte au début de 2011 et s'étant vu relégué à ne jouer qu'un rôle de soutien en Libye, al-Zawahiri considère sans doute la guerre civile syrienne comme sa chance de redorer le blason d'al-Qaïda et de prouver qu'elle a toujours une raison d'être. D'autant plus que la proximité géographique de la Syrie de deux de ses voisins, la Jordanie et Israël, permettrait au haut commandement d'al-Qaïda de réaliser un de ses rêves : se retrouver à la frontière de la monarchie arabe pro-occidentale insuffisamment musulmane que l'organisation méprise depuis longtemps, la Jordanie, et à la porte de son ennemi le plus notoire, Israël[64].

La Syrie est aussi un milieu particulièrement accueillant pour al-Qaïda. Pendant l'insurrection sunnite de 2003-2009 en Irak, elle a été une base clé où les combattants étrangers recevaient entraînement et soutien logistique. Elle a aussi été le principal point de passage des combattants, dont un grand nombre de djihadistes syriens, qui cherchaient à entrer en Irak et à en ressortir. Peu après l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003, le défunt Abou Moussab al-Zarkaoui, fondateur et chef du groupe Tawhid wal Jihad (« Monothéisme et guerre sainte »), qui a plus tard conclu une alliance officielle avec al-Qaïda et en a adopté le nom, a organisé des opérations en Syrie qui ont énormément contribué à l'escalade de la violence en Irak par la suite[65].

Le contingent de combattants djihadistes étrangers qui se trouve actuellement en Syrie serait petit, à peine 1 200 à 1 500 personnes, et ne représente donc qu'une infime portion des forces déployées contre le régime el-Assad[66]. Néanmoins, son influence est évidente parmi les organisations rebelles syriennes comme le Jabhat al-Nusra Li-Ahl al-Cham (Front de soutien à la population du Levant, aussi appelé Jabhat al-Nusra, Front al-Nusra de protection du Levant ou simplement al-Nusra)[67]. Selon Noman Bentoman de la Quilliam Foundation, lui-même ancien djihadiste et l'un des membres fondateurs du Groupe islamique combattant libyen (GICL), associé à al-Qaïda, al-Nusra « est fortement influencé par l'idéologie djihadiste rigide d'al-Qaïda » et, bien que son principal ennemi soit le gouvernement syrien et les forces armées, il se dit hostile aux États-Unis et propage des opinions extrêmement sectaires, axées principalement sur la minorité alaouite au pouvoir dans ce pays[68]. Al-Nusra a presque décuplé le nombre de ses opérations entre les mois de mars et de juin 2012, ce qui montre bien qu'il joue son nouveau rôle de troupe de choc dans les attaques les plus spectaculaires et les plus meurtrières de l'opposition[69].

C'est donc en Syrie que se joue l'avenir du noyau d'al-Qaïda—sa raison d'être et peut-être même sa longévité. Son porte-étendard sur le terrain est al-Qaïda en Irak (AQI)[70]. La section irakienne du mouvement est sans doute le meilleur exemple des limites de la décapitation comme stratégie antiterroriste : ses trois premiers commandants—al-Zarqaoui, Abou Ayoub al-Masri et Abou Abdullah al-Rashid al-Bagdadi—ont tous été tués (Zarqaoui en 2006 et ses deux successeurs en 2010) et pourtant le groupe est peut-être plus menaçant et imposant aujourd'hui qu'à tout autre moment depuis le sommet de l'insurrection dans ce pays de 2003 à 2008.

La décision de décembre 2011 de retirer les troupes américaines et les forces de la coalition d'Irak a redonné du courage à AQI[71]. Dans l'ensemble, la violence avait diminué cette année-là en Irak, mais le groupe avait néanmoins été responsable de certaines des attaques les plus spectaculaires et les plus meurtrières contre des quartiers et des pèlerins chiites ainsi que contre diverses cibles gouvernementales—des recrues de la police aux hauts représentants. À elles seules, 14 attaques d'AQI avaient fait près de 600 morts et quelque 1 500 blessés[72]. Cette tendance s'est poursuivie en 2012[73] : qu'il suffise de mentionner les attentats coordonnés contre des chiites au beau milieu d'une fête religieuse en juin qui ont fait au moins 66 morts[74], la vague coordonnée d'attentats à la voiture piégée, d'embuscades aux points de contrôle, de fusillades de policiers chez eux et d'assauts contre des bases militaires qui a ébranlé le pays en un seul jour en juillet et dont le bilan a été d'une centaine de morts[75] ainsi que le double attentat à la voiture piégée commis à Bagdad à la fin du mois qui a fait 19 morts[76].

Au début de la fête du Ramadan en juillet 2012, le chef d'AQI, Abou Bakir al-Bagdadi, a délibérément établi des parallèles entre la guerre du groupe contre le gouvernement irakien à majorité chiite et le soulèvement sunnite contre le régime el-Assad dans la Syrie voisine. Louant les djihadistes syriens, il a déclaré :

> Vous avez donné au monde des leçons de courage, de djihad et de patience, et vous avez fourni à l'oumma des preuves absolues qu'on ne peut venger l'injustice que par la force et le nombre et qu'on ne peut effacer la faiblesse qu'en se donnant corps et âme et en dispersant les membres et les crânes des martyrs et de ceux qui sont blessés sur le chemin[77].

En effet, fomenter l'hostilité et les divisions sectaires est une des principales méthodes employées par AQI tant en Irak qu'en Syrie[78]. Ainsi, selon une recherche effectuée par Robin Simcox de la Henry Jackson Society, les attentats contre les chiites représentent 86 % de tous les attentats importants perpétrés en Irak par AQI[79]. Cette tendance a également été observée dans les messages et la propagande d'al-Qaïda. Par exemple, dans son discours aux « Lions du Levant » en février 2012, al-Zawahiri incitait délibérément aux tensions sectaires en Syrie, exploitant des thèmes clairement anti-alaouites, anti-Hezbollah et anti-Iran[80]. Il y a longtemps que les sentiments anti-chiites occupent une place de choix dans la propagande d'AQI, qui inscrit la violence qu'elle inflige à cette communauté et au gouvernement irakien dans le contexte de l'éternelle guerre sainte contre la domination des sunnites par les chiites et les Iraniens. Comme le conclut une analyse de l'incidence croissante des messages sectaires d'al-Qaïda.

> Il est clair qu'al-Qaïda a l'intention d'utiliser le sectarisme pour amplifier son influence et que la forte présence des médias depuis le printemps arabe lui fournit beaucoup plus d'occasions de le faire. Les changements politiques qui perturbent la région semblent avoir amené le sectarisme presque au centre du discours public, peut-être parce que la menace ou le sentiment d'instabilité incitent les gens à réaffirmer leur appartenance profonde pour se remettre d'aplomb. Il est également possible que les gens se sentent plus libres d'exprimer des griefs de longue date en l'absence d'un régime répressif. Quoi qu'il en soit, al-Qaïda baigne dans une atmosphère dans laquelle les enjeux sectaires sont omniprésents et n'a qu'à décider où et quand les exploiter[81].

LE NOYAU D'AL-QAÏDA ET AL-QAÏDA EN IRAK EN 2018

Pour comprendre à quel point il est difficile de se projeter cinq ans en avant pour prédire l'avenir d'al-Qaïda, il suffit de regarder quelle était la situation il y a environ cinq ans seulement. En 2007, malgré le décès d'al-Zarqaoui, l'Irak était toujours empêtré dans les affres d'une violente insurrection qui n'avait pas encore été matée par l'« afflux » de troupes de combat américaines et l'adoption de la nouvelle stratégie anti-insurrectionnelle formulée par le général David Petraeus. En Asie du Sud, les relations des États-Unis avec le Pakistan étaient certainement beaucoup plus positives qu'elles le sont à

l'heure actuelle, l'Afghanistan n'était pas aussi enfoncé qu'aujourd'hui dans la violence insurrectionnelle dans laquelle il pourrait s'enliser une fois que le retrait des forces américaines et des troupes de l'ISAF sera complété en 2014. De plus, il était communément admis que le noyau d'al-Qaïda avait déjà cessé d'exister en tant qu'entité opérationnelle et que les pires menaces provenaient non pas d'organisations terroristes établies ayant une chaîne de commandement et des dirigeants connus, mais surtout de « loups solitaires » et de « groupuscules » non entraînés et agissant seuls.

Malgré la difficulté à prédire où en seront al-Qaïda et AQI l'an prochain, et plus encore en 2018 étant donné les changements survenus au cours des douze derniers mois seulement, il est possible à partir des données que nous venons d'examiner d'avancer plusieurs conclusions sur les éléments susceptibles d'influer sur la longévité et la raison d'être du noyau d'al-Qaïda :

- Premièrement, al-Qaïda est toujours la plus forte à la frontière du secteur où se sont déroulés les événements spectaculaires des quelques deux dernières années. Comme nous l'avons déjà mentionné, le Pakistan, la Somalie et le Yémen demeurent des sanctuaires et des environnements opérationnels de première importance pour la nébuleuse. Dans le cas du Yémen, au lieu de priver l'organisation d'espace politique, le « printemps arabe » a ouvert à AQPA de nouvelles possibilités d'expansion et de consolidation de ses acquis récents. Le noyau d'al-Qaïda profite manifestement de cette évolution de la situation, ce qui assurera sa longévité dans un avenir prévisible au moins.

- Deuxièmement, le conflit en Syrie—et les occasions inhérentes qu'il offre à al-Qaïda à un moment critique de son histoire—pourrait avoir donné un second souffle au nom d'al-Qaïda, exactement comme le conflit en Irak l'avait fait en 2003. Par extension, le noyau de l'organisation acquiert un nouveau statut et une nouvelle raison d'être ce qui, selon l'évolution de la situation dans ces deux pays et dans la région environnante, pourrait éventuellement ressusciter ses perspectives d'avenir pas très brillantes, comme cela s'est produit il y a neuf ans.

- Troisièmement, la tranche démographique la plus convoitée par al-Qaïda a toujours été celle des jeunes privés de leurs droits,

désabusés et marginalisés. Rien ne permet de croire que le « printemps arabe » aura nécessairement entamé ou épuisé cette réserve possible de jeunes « impétueux » auxquels le message du noyau a toujours été adressé. Ils pourraient même être plus nombreux que jamais lorsqu'ils commenceront à trépigner d'impatience face à la lenteur de la démocratisation et de la réforme économique et que bon nombre de ceux qui sont descendus dans la rue se retrouveront exclus ou privés des avantages politiques et économiques que promettaient les bouleversements dans leurs pays. Les perdants et les désillusionnés du « printemps arabe » pourraient donc assurer un nouveau réservoir de recrues à al-Qaïda dans un avenir rapproché, surtout dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient où une forte proportion de la population est âgée de moins de 20 ans.

- Quatrièmement, la stratégie manifestement sectaire appliquée par le noyau d'al-Qaïda pourrait peut-être se retourner contre lui à long terme, mais se révèle efficace pour le moment pour rallier combattants et appuis (financiers et autres) tant en Syrie qu'en Irak. Il n'est pas improbable qu'il l'étende aux groupes minoritaires semblables au Liban et ailleurs étant donné l'augmentation récente très marquée de la propagande et des messages djihadistes incitant délibérément à la violence et manipulant la question sectaire à l'avantage du haut commandement d'al-Qaïda.

- Cinquièmement, l'instabilité et les troubles suscités par les perturbations du « printemps arabe » pourraient avoir une incidence sur les services de renseignement et de sécurité des pays les plus touchés par ces développements. Ils risquent de moins se concentrer sur al-Qaïda et sur d'autres menaces transnationales et de se préoccuper davantage des problèmes intérieurs. En effet, dans les pays où il existe des partis politiques islamistes actifs, il pourrait y avoir une réticence à s'en prendre aux éléments les plus extrêmes et violents, mais proches idéologiquement, qui se trouvent en périphérie de ces mouvements.

- Sixièmement, la poursuite de la fragmentation du mouvement djihadiste à la suite de la mort de Ben Laden et de l'affaiblissement du noyau d'al-Qaïda pourrait paradoxalement présenter de nouveaux défis de taille aux services de renseignement et de sécurité régionaux et occidentaux. L'émergence constante de nouvelles entités terroristes plus petites et plus

dispersées dont la structure d'adhésion est plus souple, dont les membres gravitent facilement d'un groupe à un autre et qui ont peu ou pas de modes opératoires établis, fera qu'il sera difficile de détecter, de suivre, de prédire et de contrer les menaces. Les autorités de l'Irlande du Nord se sont heurtées exactement à ce problème à la suite de la conclusion des accords du Vendredi saint de 1998 lorsque la menace que représentait une seule entité monolithique, l'Armée républicaine irlandaise provisoire (IRA provisoire), s'est scindée en menaces atomisées présentées par de plus petits groupes républicains dissidents, moins structurés et plus informes[82].

- Septièmement, les enfants des principaux chefs djihadistes qui ont été tués ou incarcérés au cours des dix dernières années dans la guerre contre le terrorisme pourraient être considérés comme les héritiers d'un mouvement qui leur a été légué par leurs aînés. Ainsi, jusqu'à sa mort en 2009, Saad Ben Laden, fils aîné d'Oussama, était préparé à succéder à son père[83]. La possibilité que d'autres fils, neveux, cousins et relations plus éloignées forment une nouvelle génération de combattants et comblent les postes de dirigeants au sein du noyau d'al-Qaïda est inquiétante : surtout que les jeunes générations sont généralement plus meurtrières que celles qui les ont précédées au sein des mêmes organisations terroristes.

- Huitièmement, il y a le problème de la « remise à neuf » : ces anciens dirigeants ou combattants de haut niveau qui sortent de prison ou rentrent d'exil pour assumer d'importants postes de commandement au sein d'organisations terroristes nouvelles ou existantes, dont le noyau d'al-Qaïda, et qui de ce fait revitalisent et revigorent des groupes terroristes chancelants ou inactifs. C'est évidemment ce phénomène qui a mené à la formation d'AQPA au début de 2009. Le président égyptien, Mohamed Morsi, a gracié 16 prisonniers djihadistes de premier plan des groupes al-Jamaa al-Islamiya et al-Jihad[84] et a fait bénéficier des centaines d'autres d'une amnistie, ce qui pourrait insuffler plus de militantisme et de violence dans les organisations existantes. De plus, au moins une douzaine de membres clés du noyau d'al-Qaïda sont toujours cachés en Iran, dont Saïf al-Adel. Si la liberté leur était rendue, ils pourraient facilement renforcer le haut commandement existant.

- Enfin, neuvièmement, la période de calme et de tranquillité que nous connaissons étant donné qu'il n'y a pas eu d'attentat terroriste d'envergure réussi en Amérique du Nord depuis 2001 pourrait nous amener à nous bercer d'un faux sentiment de sécurité et à baisser notre garde et donc donner envie au noyau d'al-Qaïda ou à un de ses alliés de se risquer à perpétrer un attentat dont le retentissement sera spectaculaire.

Rien de ce qui précède n'est inéluctable, encore moins certain. Il est tout aussi possible que le noyau d'al-Qaïda continue de dégénérer et qu'un jour il ne soit rien de plus qu'un mouvement postmoderne : un ensemble d'idéologies et d'idées confuses. Il représenterait toujours une menace terroriste, mais une menace beaucoup plus faible et plus sporadique et qui serait peut-être moins lourde de conséquences. L'avenir du noyau d'al-Qaïda dépend non seulement de sa capacité de se trouver une nouvelle cause—comme la Syrie aujourd'hui, comme l'Irak en 2003—mais fondamentalement de sa capacité d'apprendre de ses expériences passées et d'éviter les erreurs qui ont déjà miné sa lutte en raison de blessures qu'il s'est lui-même infligées.

AQMI DANS CINQ ANS : ÉTUDE PROSPECTIVE

Une des difficultés essentielles d'une évaluation prospective d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) réside dans les nombreuses incertitudes et bouleversements provoqués par l'évolution actuelle du Mali. Cette accélération de l'histoire locale oblige à envisager, avec humilité, voire scepticisme, un plus grand nombre d'évolutions et de scénarios, dans la mesure où le contrôle du nord-Mali naturellement modifie beaucoup de choses pour AQMI et est de nature à redéfinir (en mieux comme en pire) certains de ses objectifs et pratiques opérationnelles. Vu l'intervention militaire de la France dès janvier 2013, il importera dans un avenir rapproché d'évaluer AQMI en ce qui a trait à sa résilience et à ses capacités opérationnelles et en armement lourd au Mali et, désormais, dans les États voisins (en particulier en Libye)

COMPLEXITÉ ET REPRÉSENTATIONS

Devant un sujet aussi fluide, complexe et évolutif que le terrorisme international, il n'y a pas une seule façon de représenter les choses. Ainsi, voir AQMI comme une branche ou une filiale d'une structure plus globalisée qu'on peut simplifier en désignant comme « al-Qaïda centrale » mérite largement d'être discutée, quoiqu'elle semble majoritairement adoptée par les analystes, en particulier en Amérique du Nord.

Une telle façon de représenter la complexité est sans doute explicable par le poids du 11 septembre 2001 et l'inclination, compréhensive, de l'appareil de sécurité de plusieurs États à représenter les réseaux et structures djihadistes à travers le monde à partir d'un centre responsable. Cette approche a des avantages; en revanche elle sous-estime les facteurs locaux et la « mémoire longue » (irrédentismes, histoire, anthropologie et sociologie locales). Cependant, avec le temps, sans doute sous l'influence des réalités militaires de terrain en Afghanistan et en Irak et des réussites du contre-terrorisme en Afghanistan et au Pakistan, cette représentation a évolué; elle s'est fragmentée et est descendue davantage à un plan local.

Ainsi, la zone dans laquelle se meut AQMI n'est pas forcément un ensemble composite de territoires ingouvernés. De fait, si les États ont du mal à contrôler cet espace, véritable entrelacs de tensions et de maux (conflits de territoire, juxtaposition de trafics, migrations, etc.), cette soi-disant « zone grise » est en réalité contrôlée, car comprise et vécue, par les populations locales qui y vivent depuis des temps immémoriaux. Le Sahara, l'espace du désert, est habité par un substrat social ancestral. Les chemins à travers le désert ont ainsi peu variés depuis le Moyen-âge et, pour certains, au-delà. Aussi, leur contrôle, aujourd'hui comme hier, est une nécessité. Ils sont toujours parcourus par les populations nomades, quoiqu'elles soient aujourd'hui de plus en plus urbanisées, ce qui fait d'elles, mélange d'ancien et de contemporain, des populations sédentaires *et* nomades tout à la fois. Les trafics et AQMI elle-même existent, agissent et se déplacent dans cet espace complexe, dans cette géographie sociale particulière, dont ils sont devenus partie prenante à part entière, utilisant les pratiques locales ancestrales (enfouissement de stocks d'eau, d'essence ou de nourriture, fabrication d'un habitat temporaire pour campement avec le matériel improvisé offert par la végétation). Ce terrain existe depuis des temps immémoriaux. Il sera identique dans cinq ans.

AQMI s'est ainsi développée au sud de l'Algérie et hors des diasporas en Europe et en Amérique du Nord, dans un espace traditionnel dès la fin des années 1980, largement en raison de son échec au nord, mais aussi par nécessité pour les islamistes algériens les plus radicaux de trouver un refuge hors des principaux centres en Algérie. Ces militants y nouèrent des liens avec les tribus commerçantes arabes et les trafiquants qu'ils parachevèrent par des mariages et une redistribution quasi-sociale et clientéliste de l'argent des trafics (et des rançons), en particulier depuis le massif des Ifoghas à la confluence de l'Algérie et du Mali.

DÉFINITION D'AQMI

AQMI sera considérée ici comme une organisation particulière, étroitement inscrite dans des réalités locales, dont certaines ancestrales, mais influencée sur certains points par les réseaux djihadistes transnationaux (al-Qaïda centrale). Ce faisant, elle sera considérée essentiellement comme une organisation « glocale », donc à la fois locale et globale. Cette perspective permettra de représenter des réalités plus fluides, imprécises ou encore anthropologico-historiques.

Le djihadisme existait au Maghreb et au Sahel avant al-Qaïda centrale. On peut supposer qu'il existera après, qu'il s'appelle AQMI ou non, et quelle que soit son intensité ou sa dangerosité.

INFLUENCE DES RÉSEAUX TRANSNATIONAUX SUR AQMI

La porosité de ces niveaux locaux et globaux est ancienne, certes, comme on a pu le constater de par le rôle des moudjahiddines algériens durant la guerre d'Afghanistan contre l'Armée soviétique. Certains militants sub-sahariens sont d'ailleurs devenus des membres éminents de la mouvance globale. Plus localement, la dissémination *contemporaine* du djihadisme en Mauritanie, au Niger et au Mali s'est faite, comme ailleurs, dans le prolongement de certains efforts de prosélytisme wahhabite (et l'envoi ponctuel de *missi dominici* du djihadisme, en particulier quand il était implanté au Soudan), de même que pour des raisons locales socio-économiques ou politiques, y compris l'instrumentalisation de l'islamisme politique par l'opposition et par les États, comme en Mauritanie.

Si certains considérèrent qu'AQMI n'a pas formellement prêté serment d'allégeance (*al-Bayat*) à al-Qaïda centrale, à l'inverse d'autres organisations, ce qui relativiserait ces liens, la mesure des relations et des flux de communication entre djihadistes algériens et réseaux internationaux pendant le djihad d'Irak, par exemple, paraît décisive pour saisir la nature substantielle de ses liens de solidarité et d'échanges.

L'exemple le plus manifeste paraît être l'importation en Algérie, puis plus au sud, de la pratique des attentats-suicides, tandis que l'islam maghrébin (malékisme) est plutôt réfractaire à ce type d'engagement mortifère. Cependant, la pratique des attentats-suicides ne semble pas avoir entraîné de gains politiques substantiels pour AQMI. Il est même possible qu'elle souffre désormais d'un manque de volontaires en Algérie. La prise d'otages massive d'In Amenas ne peut pas être considérée comme un attentat-suicide, mais plutôt comme un acte inspiré des pratiques djihadistes mondiales (Moscou, Beslan, Mumbai).

AQMI a aussi importé du niveau global certaines pratiques opérationnelles modernes comme l'utilisation d'imagerie satellitaire en libre accès pour la

préparation d'un attentat (précurseur : attentat de Bouchaoui?[85]) et l'adoption de normes de production et de diffusion modernes de communication (vidéo, filiale de production audiovisuelle Al-Andalus, nombre et volatilité des sites Internet successifs ou alternatifs, etc.) L'échange ou le recrutement de militants, suivant une dimension internationaliste affichée d'AQMI est aussi une tendance en développement, quoique la tentative d'AQMI d'unifier les djihadistes du Maghreb a eu, jusqu'à présent, des résultats fort inégaux.

La qualité et l'intensité des relations entre AQMI et al-Qaïda centrale, aujourd'hui comme demain, dépendent de beaucoup de facteurs, mais particulièrement du niveau d'activité—et donc du poids symbolique et politique—de cette dernière structure. Sans doute peut-on dire que plus cette structure est en voie d'attrition, plus les réseaux djihadistes confortent leur régionalisation ou localisation et cherchent naturellement à développer des liens avec des organisations qui ont une sorte de proximité géo-culturelle avec eux et(ou) qui sont matériellement accessibles. Il est plus facile en effet pour AQMI, qui évolue suivant un axe nord-sud, d'élaborer des liens avec Boko Haram qu'avec l'Indonésie, voire le Yémen. Al-Qaïda centrale ne semble plus désormais pour AQMI qu'une structure symbolique de référence doctrinale avec laquelle perdure différentes liaisons développées dans le passé sur plusieurs terres de djihad, et s'exprime une solidarité internationaliste de principe qui est aussi parfois utilisée comme prétexte pour externaliser les problèmes ou les dissensions internes, comme à l'égard du sort des otages.

Pour le reste, il apparaît que le niveau local s'est plutôt suffit à lui-même, ce qui pourrait le distinguer d'autres terres de djihad, où l'affiliation avec le noyau d'al-Qaïda est peut-être plus marquée.

POLARISATION ACTUELLE ET DÉFIS : *AQMILAND* OU NON ?

La situation actuelle qui prévaut au Mali est instable, quoiqu'elle semble plutôt aller vers une fragmentation décisive d'AQMI. Elle peut évoluer de différentes manières qui auront des conséquences très variables sur le devenir de cette organisation. Certains scénarios éventuels peuvent être complémentaires :

- Une solution politique associant peu ou proue les populations touarègues et le sud du Mali dans un nouveau partage du pouvoir et une réorganisation institutionnelle et politique du pays (par exemple fédérale ou confédérale), y compris les groupes considérés aujourd'hui comme « djihadistes touarègues ». Cela entraînerait un retour quelconque à la clandestinité non-urbaine d'AQMI, sans doute avec des dommages supplémentaires sur ses capacités déjà amoindries, suivant les configurations.

- Renforcement de l'armée malienne (appui aérien, logistique, renseignement et quelques bataillons africains) avec en arrière-plan un soutien plus ou moins coercitif occidental pour la reprise du nord-Mali et des détections et poursuites des militants en zones désertiques.

- L'utilisation de drones armés pour frapper des cibles d'AQMI (campements itinérants, convois, responsables géolocalisés, etc.), pourrait être sérieusement envisagée. Elle aurait de nombreux avantages, au regard des situations qui existent sur d'autres théâtres où ils sont employés avec peu de conséquences négatives, en particulier politiques (absence de cristallisation d'une nouvelle terre de djihad, car pas de troupes « croisées » visibles au sol). Cette question devient désormais particulièrement sensible si l'on considère que certains éléments d'AQMI se trouvent désormais hors du Mali, par exemple dans le sud-ouest libyen.

À ce stade, l'avenir rapproché, évoluant au gré de la montée en puissance de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO) et(ou) de l'armée malienne ou encore d'un processus politique, devient le moment de vérité pour la pérennité d'AQMI.

Avant l'intervention de l'armée française du début 2013, une certaine sur-présence d'AQMI dans la région de Tombouctou lui avait donné accès à toutes les logistiques et capacités de cette ville, ce qui lui permet d'avoir une territorialisation accrue et une population sédentaire contrôlée par son action politique. C'est ce que certains qualifiaient comme l'établissement d'« Aqmiland », ce qui, si la situation s'envenime à nouveau après de départ des troupes françaises, se traduirait éventuellement pour le mouvement par un accès accru à :

- du matériel militaire malien (et auparavant, pour rappel, libyen);
- des structures bancaires et entrepreneuriales (*opportunité de saisies*, blanchiment et noircissement de fonds);
- des structures de soins et médicaments;
- des moyens de communication, et peut-être de cryptage, de rechange;
- des capacités logistiques et de transport; et
- des moyens de propagande et de prosélytisme (induction de recrutement *in situ*?).

Ceci pouvait contribuer au développement, même embryonnaire, d'une capacité intégrée de commande, de contrôle, de communication et de renseignement, désigné par l'acronyme C_3I. C'est pourquoi le *statu quo*, favorable à AQMI, nuisait à l'éradication du terrorisme. Si une telle situation devait prévaloir dans cinq ans, cela nous aurait rapproché du modèle de terre d'opportunités, de formation et de production de normes politico-religieuses du type de l'Afghanistan talibane. Il est toutefois fort improbable que le nord-Mali, ou plus largement le Sahel, devienne d'ici cinq ans une sorte d'Afghanistan ou même d'Irak pour ce qui est de l'intensité de la violence ou des capacités diverses des terroristes. Les raisons paraissent les suivantes, par-delà les défis de développement socio-économique :

- AQMI n'avait et n'a toujours pas sur place, loin de là, les capacités et compétences pour devenir un centre idéologique rayonnant. Ses productions théologiques n'ayant jamais été très sophistiquées ni très nombreuses, l'Algérie n'est pas, à la différence de Bagdad ou du Pakistan, un lieu prestigieux de l'Islam; l'Islam subsaharien, qui a eu son heure de gloire il y a plusieurs siècles, est mêlé d'animisme, de soufisme (éléments pondérateur contre tout prurit djihadiste) et du culte des saints[86], ce qui est pire pour un salafiste dur;
- La comparaison avec la Somalie, quoique séduisante, ne paraît pas non plus totalement judicieuse en raison, par exemple, de la présence de matières premières (pétrole, uranium) et de nombreux expatriés de l'ancienne puissance coloniale, pour qui la sécurité de ses ressortissants est fondamentale;

- Aussi bien la démographie locale, actuelle ou dans cinq ans, que les infrastructures d'accès sur zone sur la même période ont enfin des niveaux qui ne sont pas comparables à d'autres terres de djihad, y compris peut-être l'Afghanistan;

- Pour autant, la présence documentée depuis plusieurs mois avant l'intervention française de militants originaires d'Europe (France, Allemagne) ou d'ailleurs, est un signe de faible intensité, mais inquiétant, spécialement en cas de retour de ces militants dans leur pays d'origine. Comme pour l'Irak en 2003-2005, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

LES STRUCTURES D'AQMI ET LEURS PERSPECTIVES ÉVALUABLES DU DÉVELOPPEMENT

La notion d'appartenance à une organisation clandestine comme AQMI est toujours plus complexe et imprécise qu'il ne semble. Ainsi, un indicateur ou guetteur épisodique proche d'un militant d'AQMI est-il lui-même membre d'AQMI ?

Une telle organisation, classiquement, est façonnée par sa culture, les impératifs de sécurité, la démographie de ses partisans et militants, voire le climat (saisonnalité de la mobilisation). AQMI possède des structures islamiques caractéristiques du djihadisme. Dans les faits, aussi bien la largeur de son activité que des impératifs de sécurité font que les effectifs de certaines de ses composantes sont parfois faibles ou inactives. Ainsi, pour rappel, il est considéré que le rôle de son « émir général » est au moins très épisodique, voire symbolique, compte tenu d'un isolement nécessaire pour sa survie.

L'organisation d'AQMI peut être ainsi représentée empiriquement[87]. Elle compte sur un « émir national », Abelmalek Droukdal, nommé depuis septembre 2004, assisté de plusieurs comités, dont les plus importants sont :

- le **comité militaire**, chargé de la préparation des missions et de l'instruction;

- le **comité politique** et des relations internationales, en charge les relations avec les organisations similaires à l'étranger;

- le **comité juridique**, chargé du respect de la loi islamique et de se prononcer sur la légitimité et la licéité de certaines actions; et

- le **comité médiatique,** qui doit diffuser les communiqués officiels.

A la fin de 2010, début 2011, AQMI comptait environ 600 à 800 combattants, répartis en quatre régions, chacune bénéficiant d'une large autonomie décisionnelle en matière d'actions, afin de s'adapter aux spécificités de leur terrain respectif, mais aussi, compte-tenu des impératifs de survie et des difficultés de communication. Ces régions, à cette époque, étaient :

- le **centre**, la plus active et la plus importante. Elle est dirigée par Rachid Abdelmoumen, alias Younès Hoddeifa;

- l'**est**, qui a une activité soutenue. Le chef en est Mohamed Larbi Aissi, alias Mohamed Lemrigla, alias Mohamed Abou Salah al Blidi;

- l'**ouest**, la moins active, dirigée par Brahim H'Bel, alias Abdelhafid;

- le **sud**, dirigé par Yahia Djouadi, alias Abou Ammar. C'est la plus étendue et elle comprend les maquis du nord-est de l'Algérie et les katibates[88] sahéliennes du nord-Mali. Celles-ci sont fortes de quelques centaines de personnes (plus de 200 fin 2010) et comprennent quatre groupes principaux :

    - la katiba El Moulathamine (« ceux qui portent le voile »), dirigée par Mokhtar Belmokhtar, né le 1er juin 1972 à Ghardaia. Il est semi-autonome et contrôle de nombreuses routes de trafics (peut-être de 80 à 100 hommes);

    - la katiba Tariq Ibn Zyad (du nom du conquérant de l'Andalousie) d'Abid Hamadou, alias Abou Zeid, né le 12 décembre 1965 à Zaouia El-Abidia (peut-être plus d'une centaine de combattants; le leader a été tué en février 2013 dans le massif des Ifoghas);

- la saryat Al Forqane (le « discernement »), dont le chef est Yahia Abou el Hammam, alias Djamel Akacha, qui comptait environ 70 hommes à la fin de 2010; et
- la saryat Al Ansar (les « Partisans »), dirigée par Abdelkrim El Tergui, Touareg de la tribu des Azawad, Malien, contrôlait 40 hommes en 2010. Ses liens avec l'émir d'Ansar Eddine sont avérés, anciens et nombreux et ont abouti à certains des développements actuels.

Les opérations militaires contre AQMI ont profondément amoindri ses structures et effectifs, sans qu'il soit possible de dire sérieusement, en sources ouvertes, ce dont elles disposent désormais.

AQMI ET SES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION RÉGIONALES ET INTERRÉGIONALES

Affrontant une menace vitale, AQMI connait au même moment d'autres défis. Certaines difficultés éventuelles à recruter des militants opérationnels dans certaines zones, comme dans les villes algériennes, et les origines parfois locales des radicalisations ou djihadisations limitent ses possibilités de développement au sud du Maghreb. Ce défi rend ainsi utile des rapprochements avec des organisations compatibles comme Boko Haram, organisation elle-même enracinée dans des réalités locales ancestrales qui expliquent son propre djihad. Parmi les domaines de coopération existants ou émergents semblent figurer :

- échanges ou envois de combattants de solidarité, même à titre symbolique compte tenu de certaines limites des effectifs « transférables »;
- intégration des propagandes;
- échange de bonnes pratiques opérationnelles;
- soutiens logistiques, accueil, rôle de base arrière;
- possibilité d'utilisation partagée de réseaux internationaux d'approvisionnement, de mobilité ou de financement;

- appui à la gestion de certains otages (« sous-traitance »); et
- dans les diasporas, prises en compte éventuelle des « organisations sœurs » dans le financement de la cause; les communautés linguistiques étant différentes (anglophone et francophone), les diasporas ne sont pas systématiquement superposées, sauf peut-être au Canada.

Avec les organisations djihadistes d'Afrique orientale (ou du Yémen), la coopération est moins connue et observable[89]. La continuité géopolitique des deux régions semblent moins évidente que celle entre le Maghreb et le Sahel, même s'il est avéré que quelques combattants algériens ont agi au Darfour dans un passé récent. Certains domaines de coopération ci-dessus paraissent toutefois du domaine du probable dès à présent.

En revanche, même à l'horizon de cinq ou six ans, il paraît très illusoire d'envisager une fusion partielle ou totale, ou un processus d'intégration renforcé. Ces organisations ont des objectifs politiques et même un substrat socio-ethnique qui sont locaux, même si elles ont un référentiel plus internationaliste. Au demeurant, une telle fusion impliquerait une concurrence pour les postes de décision qui soulèverait de nombreuses difficultés. Imaginer une coopération totale et fusionnelle est par conséquent hasardeux, sauf, peut-être, si l'une des deux organisations était à ce point en déliquescence que les militants restant trouveraient un refuge chez celle qui perdure.

Les liens d'AQMI avec al-Qaïda centrale pourraient dépendre dans le futur du devenir de cette dernière structure. En déclin, celle-ci semble ne plus avoir les capacités d'attraction, de mobilisation et de formation qu'elle avait à son apogée en 2000-01. Ceci ne semble pas devoir changer dans un avenir perceptible. Ces liens pourraient même être altérés encore si, par exemple, à l'occasion d'un changement de leadership et(ou) de la montée en puissance d'une katiba sur une autre, une lecture plus régionale que globale prévalait.

Enfin, AQMI tente de manière fréquente de recruter des militants ou sympathisants parmi les diasporas d'Europe et, secondairement, d'Amérique du nord (au Canada en particulier). Le vivier potentiellement intéressant est connu : différentes strates générationnelles du salafisme djihadiste algérien (Groupe islamique armé, puis GSPC, puis AQMI), individus esseulés, etc. Cette tendance paraît devoir rester inchangée, tandis s'il suffit d'une initiative

individuelle indétectée réussissant à perpétrer un attentat pour faire accroire à une victoire d'AQMI. La situation qui prévaut au Mali pourrait enfin avoir une influence sur certaines composantes des diasporas maliennes, quel qu'en soit le sens d'ailleurs. Toute crise, en effet, se retrouve peu ou proue dans les communautés dispersées à travers le monde.

VERS UNE SUB-DJIHADISATION ?

En plus de l'intervention armée de la France, une des limites au développement d'AQMI pourrait bien être les spécificités religieuses et ethniques de la zone, l'ensemble de la zone, de la Mauritanie au Soudan étant divisé entre, d'une part, populations arabes et touarègues et, d'autre part, populations africaines noires. Pour mémoire, plusieurs conflits se déroulent actuellement dans cette zone immense, aux axes routiers souvent fragmentés et dans lesquels les populations luttent par tradition pour le contrôle des pâturages et de l'eau, le tout à l'intérieur de frontières coloniales qui ont parfois morcellé des espaces culturels qui étaient homogènes (comme celui des touaregs).

De surcroît, la tentation du djihad n'est pas nouvelle, mais ancestrale, en particulier aux XVII^{e}, XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, alors qu'existaient respectivement les empires d'Al-Hadj Omar dans le Sahel occidental, celui de Shekku Ahmadu dans la vallée moyenne du Niger et celui de Peul-Haoussa de Sokoto dans la zone d'action de Boko Haram. Certaines pratiques trouvent même une justification locale favorable. Ainsi, la pratique de faire des otages et d'obtenir des rançons a été très répandue dans les zones saharienne et sahélienne (*Bilad al-Sudan* occidental et central), et de nombreux juristes coraniques locaux ont débattu de ce sujet dans la période médiévale, comme Muhammad al-Maghili, au XV^{e} siècle, ou Ahmed Baba at-Timbukti, au XVI^{e} siècle. La rançon elle-même était souvent considérée comme l'ultime assurance de vie pour les otages locaux musulmans, voire les chrétiens.

Ainsi, diverses organisations, groupes ou groupuscules sont récemment apparus et pourraient apparaître encore, créant des *djihads de proximité*, pour lesquels AQMI serait un référent doctrinal ou opérationnel, une source d'inspiration ou de soutien, ou « AQMI centrale ». Rien n'empêche en effet l'apparition d'autres groupes et réseaux, en particulier dans les zones où le djihadisme peut se développer : bidonvilles ou espaces urbains informels, tel le quartier Arafat à Nouakchott, par exemple, ou Casablanca, et où existent un activisme islamiste

radical pouvant s'incarner dans des formes salafistes-djihadistes groupusculaires. À titre d'exemple de ce phénomène, on observe :

- le salafisme de certains étudiants sénégalais; et
- les touaregs au Niger (par contagion depuis l'Azawad).

Un exemple précurseur important paraît être le groupuscule *Ansarouh allah Chinguetti*, qui a été démantelé à Nouakchott après avoir assassiné des touristes français et qui est typiquement « glocal ». AQMI est pour ce mouvement une source d'inspiration opérationnelle et de propagande, même si les recrutements et symbolique demeurent locaux, la ville de Chinguetti incarnant une sorte d'âge d'or de la théologie musulmane locale.

Insérées dans une multitude de solidarités locales, les organisations agissant actuellement dans le nord-Mali semblent avoir un substrat théologique djihadiste incertain, voire d'opportunité, spécialement pour Ansar Eddine, plutôt composé d'Ifoghas, d'Idnanes et de Chamanamasses, souvent anciens militants du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) sécularisté débauchés par solidarité familiale ou tribale. Ansar Eddine a pris le nom d'une organisation islamiste qui était connue au Mali, et la volonté récente de sa direction d'avoir un emblème spécifique, distinct des couleurs d'AQMI, est un élément symbolique qui souligne son caractère très local et peut-être sa volonté de se démarquer d'AQMI.

De son côté, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), par-delà une composante internationaliste, y compris dans sa direction, semblait avant l'intervention française caractérisé par une surreprésentation dans ses effectifs d'habitants de Gao, toutes ethnies confondues, qui cherchaient à développer des liens de solidarité locale par le mariage afin de conforter leur enracinement et leur influence du jour.

Au final, le devenir de ce qu'il reste d'AQMI est incertain. La sanctuarisation paraît désormais impossible, faute d'effectifs suffisants et en raison des assauts français, maliens et tchadiens dans le massif des Ifoghas—en particulier dans la vallée d'Amettetaï. Cependant, un redéploiement résiduel vers d'autres terres et une dissémination ultérieure dans le tissu urbain malien sont des évolutions déjà perceptibles. De ce point de vue, spécialement au lendemain de l'opération

d'In Amenas, l'opportunité offerte par le désert libyen devient un élément de réflexion pressant. Une autre question importante à laquelle il est difficile de répondre est celle de l'évaluation des armements lourds qu'a pu retirer AQMI de la zone des opérations et qui seraient toujours à sa disposition.

L'observation d'un déplacement du djihad ailleurs en Afrique subsaharienne a enfin une probabilité élevée :

- *à court terme*, des représailles anti-françaises (attentats) ne sont pas à exclure par principe de précaution, en particulier en raison de la présence d'un grand nombre de ressortissants français en Afrique de l'Ouest (par exemple, au Sénégal et en Tunisie);

- *à moyen terme*, un certain effet de vide provoqué par une AQMI fortement amoindrie pourrait laisser de l'espace au surgissement d'une autre organisation djihadiste locale.

DÉFAITE, ÉPARPILLEMENT ET DÉCLIN : PERSPECTIVES PEU RÉJOUISSANTES POUR AL-QAÏDA EN AFRIQUE DE L'EST EN 2018

Al-Qaïda en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique connaît un déclin constant. Depuis plus de dix ans, soit depuis les fameux attentats à la bombe du groupe contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie, ses opérations se sont espacées dans le temps, leur valeur stratégique est devenue discutable et leurs effets, moins spectaculaires. Deux générations de dirigeants de l'organisation ont été presque entièrement éliminées et la troisième se trouve actuellement en difficulté. Les dirigeants du « noyau » d'al-Qaïda en Afghanistan et au Pakistan étant eux aussi de plus en plus sur la défensive et incapables d'offrir des orientations ou un soutien sérieux, les perspectives d'al-Qaïda en Afrique de l'Est (AQAE) à court terme semblent plutôt sombres.

Al-Qaïda a connu plus de succès en Afrique de l'Est en tant que référence idéologique et source d'inspiration qu'en tant qu'organisation terroriste : ainsi, le groupe a beau ne pas être parvenu, avec la brève exception de la Somalie, à faire flotter le drapeau noir du djihadisme salafiste sur le sol de l'Afrique orientale, il a tout de même frappé l'imagination de milliers de jeunes en réussissant à combiner les revendications et les aspirations locales à ses propres desseins de grande envergure visant à établir un « califat » puritain. En outre, comme l'école salafiste, puissante sur le plan économique, continue de gagner du terrain dans la région, le bassin de recrues éventuelles prêtes à venir grossir les rangs des extrémistes continue également de s'élargir.

AQAE, l'organisation en tant que telle, pourrait ne pas survivre suffisamment longtemps pour récolter les fruits de son labeur : bien que non encore disparue, elle devient peu à peu chose du passé. Toutefois, al-Qaïda, en tant que concept, continuera probablement à inspirer de futures générations de militants ayant des ambitions, des objectifs et des origines diverses qui peuvent poser une menace sérieuse à la sécurité. Toutefois, al-Qaïda offrira peu pour les unir, en dehors d'un brin commun d'ADN idéologique. L'identité d'AQAE est donc liée à une constellation de plus en plus diffuse de groupes extrémistes locaux et essentiellement repliés sur eux-mêmes, dans laquelle elle se fondera probablement à l'avenir.

BREF HISTORIQUE D'AQAE

Plusieurs générations de membres d'al-Qaïda se sont succédées depuis l'arrivée du groupe en Afrique de l'Est au début des années 1990. Chaque cohorte successive de dirigeants de l'organisation a vécu une distension progressive des liens qui unissaient le groupe au « noyau » d'al-Qaïda. Cette tendance devrait se maintenir dans un avenir prévisible.

Première génération : de 1991 à 1996

La première génération de membres d'AQAE était essentiellement composée des membres du noyau d'al-Qaïda. En 1991, Oussama Ben Laden s'est installé dans la capitale du Soudan, Khartoum, qui a servi de base aux activités de l'organisation pendant cinq ans. En décembre de l'année suivante, l'organisation a commis ses premiers attentats terroristes à la bombe à Aden, au Yémen, contre deux hôtels où devaient s'arrêter des soldats américains en route pour la Somalie. Al-Qaïda a également apporté son soutien à divers groupes somaliens opposés à l'intervention militaire dirigée par les États-Unis dans leur pays entre 1992 et 1994. En 1995, le groupe a été impliqué dans une tentative d'assassinat contre le président égyptien Hosni Moubarak à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie.

Au cours de cette période, les opérations d'al-Qaïda en Afrique de l'Est étaient directement supervisées par les dirigeants du noyau de l'organisation. Ainsi, Abou Oubaïda al-Banchiri, membre fondateur d'al-Qaïda, dirigeait les opérations du groupe en Afrique depuis Nairobi, au Kenya, jusqu'à sa mort en mai 1996 dans un accident de traversier sur le lac Tanganyika. Mohamed Atef, chef militaire haut placé d'al-Qaïda, et Ali Muhammed, instructeur principal du groupe, se sont rendus en Somalie pour superviser le soutien apporté aux combattants somaliens opposés à l'intervention militaire dirigée par les États-Unis dans le pays. Enfin, Oussama Ben Laden lui-même a revendiqué la responsabilité partielle des combats de rue qui ont éclaté à Mogadiscio en octobre 1993 et qui ont été à l'origine du retrait des troupes américaines en 1994.

En mai 1996, sous la pression exercée par les gouvernements des États-Unis et de l'Arabie saoudite, Ben Laden et ses collaborateurs ont quitté le Soudan pour se rendre en Afghanistan, laissant les rênes d'AQAE entre les mains de chefs subalternes.

Deuxième génération : de 1996 à 2002

La deuxième génération de militants d'AQAE, un réseau d'exécutants principalement basé au Kenya, a sans doute vécu l'apogée de l'influence du groupe en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique. Les principaux attentats perpétrés par le groupe durant cette période—les attentats à la bombe contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie en 1998, l'attentat suicide contre l'hôtel Paradise de Kikambala, au Kenya en 2002 et l'attentat raté visant à abattre, au même moment, un avion affrété israélien qui décollait de l'aéroport de Mombassa—ont été commis par les membres d'un réseau pratiquement autonome qui, bien que guidés et soutenus par le noyau d'al-Qaïda, ont conservé une partie plus importante des responsabilités des opérations à l'échelle locale.

Les nouveaux dirigeants de l'organisation étaient principalement des responsables subalternes ayant acquis une expérience opérationnelle et entretenant des liens dans la région. Plusieurs membres, dont le chef présumé du réseau, Wadih el-Hage, Américain d'origine libanaise, et Mohammed Sadiq Odeh, Palestinien né en Arabie saoudite, avaient fait des allers-retours en Somalie pour al-Qaïda avant de s'installer au Kenya. El-Hage s'y est installé en 1994 et y a établi une organisation non gouvernementale locale appelée Help Africa People.

Contrairement à el-Hage et à Odeh, d'autres membres d'AQAE étaient originaires de la région : Abou Talha al-Sudani, chef et argentier important du groupe, était Soudanais; Fazul Abdullah Mohamed était originaire des Comores; Khalfan Khamis Mohamed, Suleiman Abdallah et Ahmed Khalfan Ghailani étaient tous Tanzaniens; et enfin, Fahid Ally Msalam, Ahmed Salim Swedan et Issa Osman Issa étaient, quant à eux, Kényans. AQAE commençait à acquérir son propre caractère régional, bien distinct du noyau d'al-Qaïda en Afghanistan.

Au lendemain des attentats à la bombe d'août 1998 contre les ambassades des États-Unis à Nairobi et à Dar es-Salaam, l'essentiel de la seconde génération de dirigeants de l'organisation s'est enfui à l'étranger (où nombre d'entre eux ont été arrêtés), ce qui a contribué à estomper davantage le profil de l'organisation sur la scène internationale et à renforcer son caractère régional. La prochaine opération majeure du groupe dans la région allait être planifiée, dirigée et exécutée presque entièrement par des membres originaires d'Afrique de l'Est, affirmant ainsi un peu plus leur autonomie par rapport au noyau d'al-Qaïda.

Troisième génération : depuis 2002

Le 28 novembre 2002, AQAE a organisé deux attentats presque simultanés près de Mombassa, au Kenya. Des kamikazes ont projeté un véhicule bourré d'explosifs dans la cour de l'hôtel Paradise, près de Kikambala, au moment même de l'arrivée d'un groupe important de touristes israéliens. Cet attentat a fait treize morts et des dizaines de blessés. Au même moment, deux missiles sol-air SA-7 ont été tirés contre un avion de passagers israélien qui décollait de l'aéroport international Moi, mais ont raté leur cible. Al-Qaïda a revendiqué la responsabilité de ces attentats dans la semaine qui a suivi[90].

L'opération de Mombassa a marqué le commencement d'une nouvelle transformation majeure d'AQAE. Immédiatement après les attentats, les dirigeants de la cellule responsable—notamment Fazul Abdullah Mohamed et Saleh Ali Saleh Nabhan—se sont installés en Somalie et c'est à partir de ce pays qu'ils ont mené leurs opérations le plus clair des dix années qui ont suivi. Dès lors, AQAE a adopté une identité de plus en plus multipolaire : une association de réseaux nationaux autonomes plus ou moins coordonnés, liés par un brin commun d'ADN idéologique, mais façonnés et motivés par des dynamiques locales.

Depuis 2002, les opérations de lutte contre le terrorisme ont contribué à l'effritement des instances dirigeantes d'AQAE, ce qui a accentué le caractère de plus en plus diffus du groupe. En mars 2003, moins de quatre mois après les attentats de Mombassa, Suleiman Abdallah (alias Issa Tanzania) a été capturé à Mogadiscio par les membres d'une milice et a été placé en détention à l'étranger. Selon les aveux enregistrés d'un suspect kényan, Omar Saïd Omar, Abdallah avait participé depuis la Somalie à la planification des attentats de Mombassa en 2002. Un autre membre de la cellule de Mombassa, Feisal Ali Nasser, est mort en août 2003 après avoir fait exploser une grenade à main lors d'un affrontement avec des policiers kényans[91].

Les coups les plus sérieux ont été portés aux instances dirigeantes d'AQAE entre 2006 et 2011, lorsque des efforts concertés de lutte contre le terrorisme ont été déployés à l'échelle internationale contre al-Chabaab et les étrangers venus grossir ses rangs. Abou Talha al-Sudani, dirigeant d'AQAE, aurait péri en même temps qu'Abdillahi Ali Nahar « Abou Uteyba », commandant haut placé d'al-Chabaab, au cours d'une frappe aérienne au début du mois de

janvier 2007. Saleh Ali Saleh Nabhan a été tué lors d'un raid de commando en septembre 2009, seulement quelques mois après qu'Aden Hashi Ayro, haut commandant militaire d'al-Chabaab, ait été tué par un missile de croisière. En juin 2011, Fazul Abdullah Mohamed a trouvé la mort dans une fusillade qui avait éclaté à un poste de contrôle du gouvernement somalien.

Les groupes affiliés à AQAE ont néanmoins continué à représenter une menace importante pour la paix et la sécurité dans la région, comme en ont témoigné clairement les attentats suicide de 2010 à Kampala. Des documents qui auraient été découverts sur son ordinateur portatif au moment de sa mort portaient à croire que ce dernier ainsi que ses collaborateurs d'al-Qaïda avaient l'intention de se servir de la Somalie comme d'une base pour la réalisation de futurs attentats contre des intérêts étrangers dans d'autres pays. Ils prévoyaient, entre autres, enlever l'ambassadeur adjoint du Soudan au Kenya en vue d'obtenir la libération de leur « frère » Abou Abdallah des geôles soudanaises. Selon un autre document, ils projetaient de commettre des attentats contre diverses cibles au Royaume-Uni, notamment les ambassades de l'Ouganda, du Burundi et de l'Éthiopie ainsi que des centres communautaires juifs.

Toutefois, la chance d'al-Qaïda a manifestement commencé à tourner en 2011. Ces mêmes documents de Fazul laissaient entendre qu'un fossé de plus en plus important se creusait entre les dirigeants d'al-Chabaab en Somalie et leurs partenaires d'AQAE. Ainsi, Fazul avait précisé dans son plan que les « candidats au martyre » qui devaient participer aux attentats au Royaume-Uni devaient avoir « le moins de contact possible avec leurs frères en Somalie » et « qu'ils devaient être tenus à l'écart » des forces d'al-Chabaab.

Ces insinuations ont semblé confirmer les soupçons d'Ahmed Abdi Godane, « émir » d'al-Chabaab, qui avait confié à certains proches que, selon lui, Fazul ne faisait plus confiance au groupe terroriste et voulait mener le djihad à l'étranger plutôt qu'en Somalie[92]. En 2012, les relations entre les membres d'al-Chabaab et leurs compagnons d'armes étrangers se sont dégradées davantage lorsque l'Américain Omar Hammami (alias Abou Mansour al-Amriki), le propagandiste étranger peut-être le plus connu d'al-Chabaab, a diffusé deux messages vidéo dans lesquels il parlait d'un désaccord entre le groupe et ses combattants étrangers et prétendait que sa propre vie était menacée[93].

À la fin 2012, les premiers dirigeants d'AQAE avaient été tués, arrêtés ou contraints de mener leurs opérations dans des conditions très difficiles. Au

même moment, d'importants groupes affiliés à l'organisation ou opérant avec elle dans la région avaient également perdu beaucoup de leurs membres, victimes de mesures prises par les organismes d'application de la loi et d'assassinats ciblés.

Il y a peu de chances que les dirigeants d'AQAE encore en liberté, comme Abdikadir Mohammed « Ikrima », et leurs réseaux de soutien résiduels soient en mesure de surmonter ces pertes et de reconstituer une organisation homogène et opérationnelle. Il semble plus vraisemblable que l'organisation sera remplacée par un réseau de plus en plus diffus de groupes extrémistes locaux avec des objectifs, des motivations et des moyens tellement différents qu'il ne sera plus possible de les identifier au moyen d'une appellation commune comme « al-Qaïda ».

HARAKAT AL-CHABAAB AL-MOUDJAHIDIN

Le plus important groupe affilié à AQAE dans la région—son plus beau fleuron djihadiste—est Harakat al-Chabaab al-Moudjahidin. Il s'agit d'une organisation djihadiste somalienne dont la montée en puissance fulgurante entre 2006 et 2010 a menacé de déstabiliser la région toute entière.

La prédominance d'al-Chabaab au sein de la constellation de groupes rassemblés sous la bannière d'AQAE témoigne de la solidité des liens tissés par al-Qaïda en Somalie depuis le début des années 1990. La plupart des dirigeants d'al-Chabaab, dont ses mentors idéologiques, Hassan Dahir Aweys et Hassan Turki, ont été membres d'al-Itihad al-Islami (AIAI). Ainsi, plusieurs dirigeants haut placés d'al-Chabaab, notamment Ibrahim Haji Jama et Aden Hashi Ayro, étaient d'anciens membres de l'AIAI qui avaient suivi un entraînement en Afghanistan.

Al-Chabaab et AQAE ont suivi des trajectoires presque identiques après les attentats de Mombassa en 2002, lorsque des hauts dirigeants d'AQAE se sont enfuis en Somalie pour y chercher refuge et y installer une nouvelle base pour leurs opérations. Accueillis et protégés par al-Chabaab qui était encore à l'état embryonnaire, ils ont assis peu à peu leur influence sur les dirigeants du mouvement djihadiste somalien, encourageant leurs ambitions internationales et cultivant leur admiration pour al-Qaïda.

Après l'intervention éthiopienne en Somalie en décembre 2006, al-Chabaab s'est affirmé comme le fer de lance du mouvement de résistance, ralliant des centaines de combattants étrangers à sa cause. Certains d'entre eux, notamment Omar Hammami et Jehad Mostefa, ont ensuite occupé des postes importants dans la hiérarchie d'al-Chabaab et ont joué des rôles essentiels dans les campagnes de sensibilisation et de propagande du groupe. Toutefois, seul un petit nombre de ces combattants étrangers pouvaient être considérés comme des membres légitimes d'al-Qaïda et, selon al-Chabaab et à la déception de celui-ci, les dirigeants du noyau d'al-Qaïda ont préféré se tenir à distance du djihad somalien.

De plus, al-Chabaab désirait vivement obtenir la reconnaissance et le soutien du noyau d'al-Qaïda et lui a déclaré son allégeance à plusieurs reprises, comme dans la vidéo de 2009 intitulée *Labayk ya Osama* ([traduction libre] « À ton service Oussama »). Le noyau d'al-Qaïda lui a exprimé en retour des marques d'appui, notamment un message de Ben Laden lui-même intitulé « Fight On, Champions of Somalia »[94] ([traduction libre] « Poursuivez le combat, champions de la Somalie »), mais a refusé de considérer le groupe comme un membre à part entière de la « grande famille » d'al-Qaïda. En effet, Ben Laden a refusé de fusionner officiellement les deux groupes et a même conseillé en privé, en août 2010, à Godane (l'appelant par son nom de guerre « Abou Zubeyr ») de minimiser les liens entretenus par son groupe avec al-Qaïda[95].

Après le décès de Ben Laden, Ayman al-Zawahiri est revenu sur la politique de son prédécesseur et a annoncé la fusion officielle des deux groupes dans un message vidéo diffusé en février 2012. Cependant, étant donné la faiblesse des deux organisations à ce moment-là, le geste ne valait guère plus qu'une entente de « franchise », au risque même d'aller à l'encontre du but recherché et de diluer davantage la « marque » al-Qaïda plutôt que de la propager.

Même si la solidarité et le soutien moral exprimés par le noyau d'al-Qaïda à l'égard d'al-Chabaab peuvent sembler réconfortants pour ce dernier, ils sont loin de suffire à compenser les revers de fortune essuyés par le groupe : al-Chabaab a perdu la plupart de ses anciens bastions, ses instances dirigeantes ont été décimées et ses revenus ont été réduits radicalement après la perte de Kismayo et d'autres ports du sud de la Somalie. Cependant, la nouvelle « image de marque » d'al-Chabaab en tant que groupe affilié à al-Qaïda pourrait lui ouvrir des portes auprès d'al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA)—organisation également

courtisée par al-Chabaab depuis plusieurs années, mais sans grand succès—et influencer ainsi l'évolution probable du groupe dans un avenir proche.

Perspectives d'avenir pour al-Chabaab

Les revers essuyés par al-Chabaab au cours des quelque douze derniers mois ont engendré des pressions de plus en plus importantes sur ses dirigeants et provoqué des divisions de fait, bien que non admises, au sein du groupe. Ces divisions ont contribué à éroder davantage le soutien limité que lui accorde la population.

Le fossé se creuse essentiellement entre l'aile plus militante d'al-Chabaab, dirigée par Godane, qui nourrit des ambitions à l'échelle internationale et l'aile nationaliste, plus pragmatique, du groupe (anciennement appelée Hizbul Islam avant sa fusion avec al-Chabaab en décembre 2010), dirigée par Hassan Dahir Aweys. Depuis le mois de mars 2012, les prises de position d'Aweys sont de plus en plus indépendantes—et parfois ouvertement critiques—de l'aile du groupe dirigée par Godane. En privé, Aweys a également laissé entendre par l'entremise de plusieurs voies diplomatiques qu'il aimerait conclure une entente avec le nouveau gouvernement de la Somalie et que ses partisans et lui-même seraient prêts à revenir sur la scène politique nationale.

La faction d'Aweys compte d'autres personnalités connues, comme Mukhtar Robow, Fouad Shangole et Mohamed Siad « Atom », qui plaisent davantage aux salafistes somaliens de la rue que les chefs de l'aile extrémiste d'al-Chabaab. La décision du groupe de remplacer Atom par un loyaliste de Godane, Yassin Kilwe, pour le représenter au Puntland lui a déjà coûté le soutien d'un certain nombre d'hommes d'affaires salafistes de Bossasso. La scission officielle de la faction d'Aweys pourrait éroder de la même manière le soutien accordé à al-Chabaab par les salafistes somaliens du sud du pays.

D'un point de vue militaire, en raison de l'épuisement des moyens et des ressources d'al-Chabaab, il est peu probable que le groupe soit en mesure de mener des opérations militaires soutenues pour encore longtemps (toutefois, en décembre 2012, l'offensive de la Force de paix africaine en Somalie [AMISOM] ayant perdu de son dynamisme initial, les militants du groupe terroriste ont eu l'occasion de se ressaisir et de se renforcer dans certaines régions). Il est probable que des dynamiques de clans locales permettront à al-Chabaab de garder la mainmise sur certaines régions de la Somalie ou de continuer à les influencer

pendant encore un certain temps. Cependant, les membres du groupe doivent de plus en plus se réfugier dans la clandestinité et al-Chabaab redevient peu à peu le réseau clandestin qu'il était avant 2006 et qui se livrait à des assassinats ciblés et à des actes de terrorisme occasionnels. Même si le groupe semble considérer que ces activités confirment sa pertinence, elles s'opposent en fait au désir profond de retour à la normale des Somaliens ordinaires et nuisent plus au mouvement djihadiste qu'elles ne le servent.

Un déplacement vers le nord

Les difficultés auxquelles se heurte al-Chabaab dans le sud de la Somalie ont également poussé le groupe à déplacer son centre de gravité vers le nord, vers les montagnes de Golis. Cette région est isolée, relativement inaccessible et en grande partie non administrée. Elle permet d'accéder facilement au golfe d'Aden en passant par des ports de bord de mer utilisés depuis longtemps par divers groupes armés, dont al-Chabaab, pour la contrebande d'armes en provenance du Yémen.

Comme dans le sud, al-Chabaab dans le nord-est de la Somalie (ACNES) a connu le plus de succès auprès des clans qui nourrissent des griefs envers d'autres clans plus importants, plus dominants, ou envers les autorités locales, voire même les deux. C'est d'ailleurs le cas au Puntland où les activités d'al-Chabaab sont concentrées dans les zones occupées par le clan Warsangeli dans l'est de la région de Sanaag, par les sous-clans Ali Saleebaan et Dishiishe dans la région de Bari et également par les membres du clan Leelkase dans la région de Mudug, dans l'ouest du pays. Le ressentiment grandissant au Puntland envers le gouvernement Farole risque de donner l'occasion au groupe terroriste d'élargir sa base locale de partisans.

Dès la fin 2006, al-Chabaab—qui menait ses opérations sous couvert de l'Union des tribunaux islamiques (UTI)—a commencé à tisser des liens avec la milice de Mohamed Siad Atom, composée essentiellement de membres du clan Warsangeli et qui menait ses activités autour de Galgala, dans l'est de la région de Sanaag. Cependant, vers la fin 2010, à la suite d'une série d'affrontements avec les forces du Puntland, le groupe d'Atom a été vaincu et ses membres ont été dispersés. Al-Chabaab, qui craignait qu'Atom ne cherche à négocier avec les dirigeants du Puntland, a manigancé son remplacement, en janvier 2012, par Yassin Kilwe, un proche collaborateur de Godane, et a ainsi dans les faits pris le commandement de son groupe. Kilwe a affermi son autorité grâce à l'appui que

lui a accordé le cheik Abdiqaadir Muumin, idéologue haut placé d'al-Chabaab membre du clan Ali Saleebaan (sous-clan des Majeerteen) et qui réside dans les environs de Bossasso.

Toutefois, le Puntland pourrait bien ne pas être un milieu aussi permissif qu'al-Chabaab l'avait initialement imaginé. En effet, la décision du groupe de se départir d'Atom, son représentant local, a poussé, semble-t-il, de nombreux sympathisants de la région à ne plus soutenir al-Chabaab, le privant ainsi d'un soutien financier et de réseaux de facilitation locaux. À l'instar de ce qui s'est passé dans le sud de la Somalie, ACNES pourrait bien se retrouver isolé sur le plan politique et social, avec des difficultés financières et dépendant des querelles de sous-clans pour nourrir ses ambitions. Si tel est le cas, une nouvelle hégire (hijra) délibérée et plus généralisée d'al-Chabaab vers le Yémen, de l'autre côté du golfe, pourrait représenter une meilleure solution pour le groupe, voire même une solution inévitable.

AL-HIJRA (CENTRE KÉNYAN DE LA JEUNESSE MUSULMANE)

En janvier 2012, al-Chabaab a désigné le djihadiste kényan Ahmed Iman Ali comme son nouveau représentant au Kenya, reconnaissant ainsi dans les faits al-Hijra (anciennement le Centre kényan de la jeunesse musulmane ou MYC) comme un groupe affilié. Concrètement, cette annonce n'a pas changé grand-chose. Depuis 2009, des centaines de membres du MYC se sont rendus en Somalie pour y suivre un entraînement et combattre aux côtés d'al-Chabaab et, depuis à peu près cette date, les deux organisations collaborent pour planifier des attentats terroristes dans toute l'Afrique de l'Est.

À l'instar d'al-Chabaab, les origines djihadistes d'al-Hijra sont liées au réseau d'AQAE responsable des attentats contre les ambassades des États-Unis en 1998 et les attentats de Mombassa en 2002. Le principal idéologue d'al-Hijra était le cheik Aboud Rogo Mohammed, religieux musulman fauteur de troubles de Mombassa. Ses discours incendiaires et ses liens avec des extrémistes violents l'ont placé dans le collimateur des autorités kényanes et ont attiré l'attention des services de renseignement occidentaux.

Rogo s'est voué à la cause du djihadisme au début des années 90 lorsqu'il a rejoint les rangs de l'éphémère Parti islamique du Kénya (IPK) : d'abord

activiste de la mosquée Kongo de Mombassa, puis prêcheur du djihad à la mosquée de Sakina[96]. Il a commencé à se faire connaître en 2002 en raison des liens qu'il entretenait avec les auteurs des attentats de Mombassa, en particulier Fazul Abdullah Mohamed qu'il aurait abrité sur l'île de Siyu, près de Lamu, et à qui il avait téléphoné régulièrement à l'époque des attentats[97]. Rogo et plusieurs autres suspects ont été accusés par les autorités kényanes d'avoir participé à ces attentats, mais au moins un des inculpés, Omar Saïd Omar, a nié que Rogo était membre du groupe terroriste. Ce dernier a fini par être acquitté en 2005, faute de preuves.

Après son acquittement, le militantisme de Rogo s'est accentué, et en 2006, il est devenu un fervent partisan de l'UTI. Au même moment, des membres du Mouvement de jeunesse musulman Pumwani (Pumwani Muslim Youth ou PMY) – précurseur du MYC /d'al-Hijra – ont commencé à partir en Somalie pour combattre aux côtés de l'UTI[98]. Au moins deux acolytes de Rogo se trouvaient parmi les premiers dirigeants du PMY : Ahmed Iman Ali et Sylvester Opiyo Osodo[99].

Au début 2009, les troupes éthiopiennes s'étant retirées de la Somalie, les opérations militaires d'al-Chabaab visaient maintenant ses anciens alliés de l'UTI qui avaient formé un nouveau gouvernement de transition en Somalie. Tout cela n'a rien fait pour tempérer les ardeurs djihadistes de Rogo et du MYC, dont les membres étaient de plus en plus nombreux à partir combattre aux côtés d'al-Chabaab en Somalie. Les sermons publics de Rogo et le bulletin hebdomadaire du MYC, *Al-Misbah*, appuyaient avec véhémence le « djihad » d'al-Chabaab. *Al-Misbah* faisait d'ailleurs régulièrement référence aux causes de djihadistes étrangers, y compris al-Qaïda. Au cours de l'année 2009, Ahmed Iman Ali s'est installé en Somalie afin de prendre la tête de l'aile armée du MYC dans la vallée du Djouba et Rogo lui-même serait venu dans le pays un peu plus tard cette année-là en vue de joindre les rangs d'al-Chabaab et de rehausser ainsi sa propre image de djihadiste.

Au début de 2010, le MYC a commencé à s'intéresser ouvertement au Kenya, en contribuant à l'organisation de manifestations contre l'arrestation d'un prêcheur musulman extrémiste de Jamaïque, Abdullah al-Faisal. Le groupe a également participé à la diffusion d'un message vidéo, intitulé *Nairobi Tutafika*, qui prônait l'élargissement du djihad au Kenya, soutenait al-Chabaab et présentait des images du Kényan Saleh Ali Saleh Nabhan, membre important d'al-Qaïda décédé quelques mois plus tôt.

En juillet 2010, al-Chabaab a commis son premier attentat terroriste réussi à l'extérieur de la Somalie. Le groupe a envoyé des kamikazes à Kampala, en Ouganda, qui ont fait exploser leurs bombes dans deux bars où des foules s'étaient rassemblées pour regarder des matchs de la Coupe du monde de football (un troisième kamikaze n'est pas parvenu à faire détoner son engin explosif). Plusieurs Ougandais entraînés par al-Chabaab en Somalie auraient participé à l'organisation de cette opération ainsi qu'au moins un membre du MYC, Idris Christopher Magondu, qui a été accusé d'avoir facilité les déplacements des kamikazes au Kenya.

En décembre 2010, Rogo est revenu au Kenya où il a été une fois de plus arrêté en compagnie de son proche collaborateur Abubaker Shariff (alias Makaburi) et accusé d'avoir joué un rôle dans l'explosion qui s'était produite près d'une gare routière de Nairobi. Le religieux a une fois de plus nié les accusations portées contre lui, mais a persisté à prôner un djihad armé dans son pays. Au cours d'une série de rencontres entre les dirigeants du MYC et ceux du Comité de la mosquée de Riyad à Pumwani vers la fin 2011, Rogo a recommandé de continuer à soutenir les activités d'al-Chabaab en Somalie et au Kenya et a envisagé d'élargir les activités du MYC afin que le groupe puisse servir de « passerelle » à al-Chabaab et permettre à ce dernier de s'implanter au Kenya[100]. De plus en plus contrarié par le fait que l'extrémisme violent ne parvenait pas à prendre racine dans son pays, Rogo a insisté sur la nécessité de se concentrer davantage sur le recrutement, la mobilisation et le besoin de violence pour galvaniser les militants. Au moins deux cellules d'al-Hijra sont entrées en action au Kenya vers la fin 2011 et ont fait la reconnaissance de cibles possibles à Nairobi, tout en cherchant à se procurer des armes et des explosifs.

Les préparatifs d'al-Hijra en vue de mener le djihad au Kenya ont continué à s'intensifier avec, d'une part, la diffusion, au début de 2012, d'une vidéo d'Ahmed Iman qui proférait que le Kenya avait déclaré la guerre contre la Somalie et qu'il fallait maintenant mener le djihad à l'intérieur de ce pays, considéré légalement comme une zone de guerre, et d'autre part, le lancement de *Gaidi Mtaani*[101], un magazine en ligne branché publié en swahili et en anglais à l'intention d'un public extrémiste en Afrique de l'Est. Pendant ce temps, en janvier 2012, les dirigeants d'al-Chabaab ont annoncé officiellement qu'ils avaient choisi Ahmed Iman pour représenter le groupe au Kenya, ce qui, dans les faits, revenait à fusionner les deux organisations.

Tout semblait annoncer une flambée de violence djihadiste au Kenya, mais plusieurs événements en 2012 ont contribué à briser l'élan d'al-Hijra. Tout d'abord, les forces de défense kényanes ont fait une avancée très attendue vers Kismayo avec l'aide de milices somaliennes alliées, repoussant les milices d'al-Chabaab encore plus loin de la frontière avec le Kenya et forçant le groupe à abandonner des camps d'entraînement qui avaient servi à ses membres et à ceux d'al-Hijra. Au Kenya, les forces de sécurité ont arrêté un certain nombre de cadres intermédiaires d'al-Hijra, perturbant ainsi les réseaux et les projets du groupe. En avril 2012, on a retrouvé le corps mutilé de Samir Khan Abou Nuseyba, un religieux haut placé d'al-Hijra et partisan d'al-Chabaab à Mombassa. Ce dernier avait été enlevé dans un taxi public en compagnie d'un de ses collaborateurs, Mohamed Kassim Bekhit. Khan avait été arrêté en 2010 par les autorités kényanes qui l'avaient accusé de terrorisme. Les activistes musulmans du pays ont tenu les services de police responsables de son assassinat.

Le 25 juillet 2012, le CSNU a inscrit le nom de Rogo sur la liste des personnes devant faire l'objet de sanctions ciblées—interdiction de voyager et gel des avoirs—et l'a présenté comme le « principal idéologue d'al-Hijra »[102]. Ces mesures étaient destinées à freiner ses activités et à limiter son accès aux ressources, mais à peine un mois plus tard, il a été tué par balle à Mombassa par des agresseurs inconnus. Al-Chabaab a immédiatement diffusé un communiqué pour condamner cet assassinat et préciser que même si Rogo n'était pas officiellement membre du groupe, il avait noué [traduction libre] « des liens religieux indestructibles avec les moudjahidines »[103].

Quelques jours avant la mort de Rogo, le CSNU avait également ajouté le nom d'Abubaker Shariff dit Makaburi (un religieux djihadiste kényan influent arrêté avec Rogo en 2010) sur la liste des personnes visées par des mesures ciblées. Une semaine plus tard, Makaburi, qui avait été accusé d'être l'instigateur de violentes manifestations après l'assassinat de Rogo, s'est rendu aux autorités kényanes pour être jugé.

Perspectives d'avenir pour al-Hijra

La mort et l'arrestation de membres clés d'al-Hijra, en particulier de Rogo, ont perturbé les instances dirigeantes de l'organisation, affaibli son autorité idéologique et distendu les liens résiduels qu'elle pouvait entretenir avec les

anciens réseaux de soutien d'AQAE au Kenya. Toutefois, l'organisation est encore tout à fait capable de poser une menace grave pour la sécurité du Kenya et de la région au sens plus large.

Al-Hijra a réagi à ses récents revers de fortune par des actes discrets de défi. En effet, le nom du groupe a été évoqué dans le cadre d'un certain nombre d'attentats à la grenade et à la bombe artisanale perpétrés dans la capitale kényane en 2012. Ailleurs dans le pays, des terroristes ont commis des actes de violence visant à nourrir une certaine animosité entre les musulmans et les chrétiens—notamment une série d'attentats contre des églises dans la ville de Garissa (nord-est du pays). Même si la responsabilité de ces attentats n'est pas directement attribuable au MYC, ces incidents servent sans aucun doute les objectifs extrémistes de l'organisation.

Malgré ses revers de fortune, il est probable qu'à court terme al-Hijra accentuera ses activités : son chef principal, Ahmed Iman Ali, est encore en liberté et continue à acquérir de l'expérience et de l'assurance ainsi qu'à se faire une réputation en tant que chef djihadiste. Des centaines de membres d'al-Hijra ont suivi un entraînement et ont combattu en Somalie entre 2008 et 2012. Nombre de ces djihadistes ont perdu leurs bases lors du recul forcé d'al-Chabaab de la frontière kényane et devraient revenir au Kenya ou se rendre dans d'autres pays d'Afrique de l'Est—surtout la Tanzanie où ils ont tissé des liens étroits avec le Mouvement musulman de jeunesse Ansar (Ansar Muslim Youth Centre [AMYC])—afin de se reposer et de se réorganiser.

Les membres d'al-Hijra qui reviendront au Kenya pourraient être en mesure de tirer parti du mécontentement généralisé exprimé dans certaines parties de la communauté musulmane kényane ainsi que du soutien opportuniste de certains dirigeants politiques musulmans kényans désireux de profiter de la détermination, du sens de l'organisation et de la discipline de ces militants pour mener leurs campagnes politiques. De plus, en dépit des progrès considérables réalisés par les services de sécurité kényans au cours des dernières années, le Kenya reste un pays relativement permissif pour les groupes terroristes, compte tenu de ses vastes espaces urbains mal administrés, de la corruption endémique et de la densité élevée de cibles possibles intéressantes.

À court terme, al-Hijra pourrait également tirer parti des tensions et de la polarisation qui marqueront probablement les élections kényanes en 2013 et, à long terme, la situation critique des jeunes dans les bidonvilles, comme

le quartier de Majengo à Nairobi où al-Hijra a été créé, devrait permettre au groupe de profiter d'un flot régulier de nouvelles recrues.

Le défi à plus long terme pour al-Hijra sera de retrouver des idéologues, de redéfinir sa raison d'être et de reformuler son message pendant que le groupe se retire progressivement du djihad en Somalie. S'il n'y parvient pas, il pourrait bien représenter la dernière génération de descendants directs d'AQAE au Kenya.

MOUVEMENT MUSULMAN DE JEUNESSE ANSAR (AMYC)[104]

Le retour en force d'al-Hijra pourrait bien être lié au sort du groupe tanzanien au nom presque semblable (en anglais), le Mouvement musulman de jeunesse Ansar (AMYC) dirigé par le cheik Salim Abdulrahim Barahiyan, qui, à l'instar d'al-Hijra, entretient des liens avec AQAE depuis les années 1990, s'est inspiré des discours d'Aboud Rogo et tisse des relations avec al-Chabaab depuis au moins 2006.

Créé dans les années 70 sous le nom d'Union tanzanienne des jeunes musulmans (Tanzanian Muslim Youth Union [UVIKITA]), l'organisation a été rebaptisée AMYC en 1988 avec comme objectif de répandre le salafisme. À la fin des années 90, l'AMYC a commencé à prendre la voie du radicalisme, apparemment influencée par un bailleur de fonds, l'organisme caritatif Al-Haramaïn, basé en Arabie saoudite. Le chef du bureau tanzanien d'Al-Haramaïn entre 1997 et 2003 aurait été un Algérien qui se faisait appeler Laid Saidi (alias Abou Huzaifa, alias Ramzi ben Mizauni ben Fraj).

Après les attentats de 1998 contre les ambassades des États-Unis à Nairobi et à Dar es-Salaam, Abou Huzaifa et le bureau tanzanien d'Al-Haramaïn ont été accusés d'entretenir des liens avec des terroristes. Abou Huzaifa a été arrêté et expulsé par les autorités tanzaniennes en 2003. L'année suivante, désigné par le CSNU comme un groupe affilié à al-Qaïda, le bureau d'Al-Haramaïn en Tanzanie a fermé ses portes.

Selon le Groupe de contrôle des Nations Unies sur la Somalie et l'Érythrée, après l'expulsion d'Abou Huzaifa et la fin des activités d'Al-Haramaïn en Tanzanie, au moins sept anciens employés de l'organisme caritatif sont devenus membres

de l'AMYC. Deux d'entre eux, Nur Abubakar Maulana (alias Abou Maulana) et Omar Suleiman, auraient fait la connaissance d'Aboud Rogo pendant qu'ils travaillaient pour Al-Haramaïn. C'est pourquoi les recrues de l'AMYC partaient couramment étudier au Kenya dans des établissements liés à Rogo et au MYC/à al-Hijra : entre autres, la mosquée Musa, Kanamai et la mosquée Sakina. Cette dernière avait servi de forum à l'activisme djihadiste naissant de Rogo ainsi que, selon « Abdul Malik Bajabu », prisonnier à Guantánamo ayant admis être membre d'AQAE et avoir participé à la planification des attentats de novembre 2002 à Mombassa, de centre de recrutement de jeunes, lui y compris, pour mener le djihad en Somalie.

Entre 2006 et 2011, Abou Maulana et d'autres membres importants de l'AMYC se sont rendus régulièrement en Somalie pour participer au djihad. Nombre de jeunes recrues ont d'ailleurs fait de même. Toutefois, en comparaison avec les membres du MYC/d'al-Hijra, l'importance de ces individus et le rôle qu'ils ont joué dans l'effort de guerre ont été minimes.

Toutefois, les liens établis entre l'AMYC, al-Hijra et al-Chabaab se sont avérés, quant à eux, très importants. C'est ainsi que les combattants de ces trois organisations ont pu se servir de la Tanzanie comme d'un refuge et d'une base pour planifier leurs opérations ailleurs dans la région. En juin 2012, la police tanzanienne a arrêté un Allemand d'origine turque, Emrah Erdogan, qu'elle suspectait d'être membre d'al-Chabaab et d'avoir participé à un attentat commis en mai 2012 à Nairobi qui avait fait plus d'une trentaine de blessés. La police est remontée à Erdogan, car il avait communiqué avec des exécutants d'al-Hijra au Kenya et en Tanzanie, et ces derniers, eux-mêmes liés à al-Chabaab, participaient activement à la planification d'opérations en Afrique de l'Est.

Puisqu'al-Chabaab continue à perdre régulièrement du terrain en Somalie et que la présence des forces de défense kényanes à la frontière entre le Kenya et la Somalie rendent les déplacements entre les deux pays de plus en plus difficiles, un nombre croissant de combattants d'al-Chabaab, d'al-Hijra et de l'AMYC se rendent en Tanzanie par la mer. Ce pays risque de redevenir un centre secondaire d'activités djihadistes en Afrique de l'Est et son destin sera en partie déterminé par les événements qui se déroulent ailleurs dans la région, par le degré de collaboration entre les djihadistes itinérants et les communautés salafistes tanzaniennes, et par la volonté des autorités tanzaniennes de continuer d'offrir ou non un milieu favorable aux réseaux extrémistes.

AL-QAÏDA DANS LA PÉNINSULE ARABIQUE : UN ALLIÉ POSSIBLE POUR AQAE?

Avec le déclin d'al-Chabaab et l'avenir incertain d'al-Hijra, l'héritage d'al-Qaïda en Afrique de l'Est risque bien d'être lié plus étroitement au sort d'al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) qu'à ce qui reste d'AQAE.

Cet état de fait s'explique en partie par des événements plus anciens : en 2006, alors que l'UTI cherchait à asseoir son pouvoir sur le sud et le centre de la Somalie, al-Chabaab cherchait à se procurer des armes au Yémen, dont des armes antiaériennes et des fusils de tireur d'élite, par l'entremise d'individus prétendument liés à al-Qaïda. Les autorités yéménites ont arrêté et inculpé à l'époque douze personnes, dont huit étrangers qui ont été extradés vers leur pays d'origine. Deux des quatre derniers suspects—un Yéménite et un Somalien dénommé Abdi Osman Soli—ont été ensuite acquittés, selon un article du *Yemen Times*[105]. Le Yéménite Awadh al-Masri a été reconnu coupable et condamné par le tribunal pour des accusations connexes. L'« émir » d'al-Chabaab, Ahmed Abdi Godane, a indiqué plus tard à de proches collaborateurs qu'il avait envoyé un agent au Yémen pour acheter des armes en 2006, mais qu'il avait été arrêté[106].

En décembre 2009, Godane a une fois encore tenté de tisser des liens avec AQPA, mais cette fois-ci ses objectifs étaient plus vastes. En effet, al-Chabaab avait besoin non seulement d'armes, en particulier des armes antichars et des mines, mais aussi d'entraînement pour ses combattants et d'aide pour mettre sur pied l'aile de l'organisation chargée des médias. De plus, Godane désirait vivement, semble-t-il, avoir accès à des érudits islamiques, probablement pour aider la jeune organisation djihadiste à établir sa légitimité idéologique, et relancer les communications avec le noyau d'al-Qaïda qui avaient été perturbées peu de temps auparavant par la mort d'un membre somalien haut placé d'al-Qaïda au cours d'une frappe aérienne à la frontière afghano-pakistanaise[107].

La décision de Godane de prendre contact avec AQPA a été influencée en grande partie par l'un des combattants étrangers du groupe : Jehad Mostafa, un Américain que l'idéologue d'AQPA, Anouar al-Aulaki, avait exhorté à mener le djihad et avec lequel il avait continué de correspondre depuis son arrivée en Somalie en 2007.

La deuxième tentative de rapprochement avec AQPA s'est avérée à peine plus gratifiante que la première. Les envoyés de Godane ont été reçus par les dirigeants haut placés d'AQPA, dont l' « émir » Nasser al-Wahichi (alias Abou Basir), al-Aulaki et Samir Khan, qui ont promis leur soutien. Pourtant, après des mois de discussions dilatoires et de retards, aucune aide sérieuse ne s'est concrétisée et la mission de liaison a été abandonnée.

Une alliance entre AQPA et al-Chabaab?

Une alliance entre al-Chabaab et AQPA semble maintenant plus probable que jamais, mais il s'agira d'une entente forcée plutôt que recherchée. Le retrait stratégique d'al-Chabaab vers la chaîne de Golis dans le nord de la Somalie est sans nul doute motivé, dans une certaine mesure, par la volonté d'avoir accès au golfe d'Aden et la proximité du Yémen. Certains chefs d'al-Chabaab, dont l'« émir » d'ACNES, Yassin Kilwe, se seraient rendus à Aden (Yémen) au début 2012 afin d'obtenir des titres de voyage yéménites.

Si le nord de la Somalie s'avère moins accueillant que prévu, al-Chabaab devra continuer à chercher de nouvelles bases et le Yémen offrira la solution la plus proche. L'adoption officielle d'al-Chabaab par le noyau d'al-Qaïda au début 2012, bien que symbolique, pourrait lui ouvrir des portes auprès d'AQPA et permettre une collaboration plus fructueuse qu'en 2009 entre les deux organisations. En outre, AQPA est en mesure non seulement d'accueillir des membres d'al-Chabaab et de leur fournir un soutien, mais aussi, comme il s'agit actuellement du groupe le plus actif au sein de la grande famille d'al-Qaïda, d'offrir aux combattants étrangers, y compris éventuellement les membres d'al-Chabaab, de meilleures occasions de s'entraîner et d'acquérir de l'expérience des combats que la Somalie.

Un déménagement temporaire des instances dirigeantes d'al-Chabaab au Yémen pourrait dès lors être présenté comme une sorte d'hégire (*hijra*) : une stratégie délibérée visant à permettre au groupe de se ressaisir et de trouver un second souffle.

CONCLUSION

La situation d'al-Qaïda en Afrique de l'Est a beaucoup évolué depuis le début des années 1990. La région, qui était auparavant le siège des dirigeants d'al-Qaïda et un théâtre essentiel d'opérations, a perdu peu à peu de son importance aux yeux de l'organisation, qui concentre maintenant ses activités au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud.

De la même façon, AQAE, qui faisait partie intégrante du noyau d'al-Qaïda, s'est transformée tout d'abord en un réseau régional, puis en une sorte de tissu conjonctif élastique faisant la liaison entre les groupes extrémistes locaux et nationaux. Cependant, le déclin d'AQAE ne signale absolument pas la fin de l'extrémisme islamiste en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique. L'exemple d'al-Qaïda continue à inspirer les groupes de militants locaux et à leur fournir un méta-discours dans le cadre duquel ils peuvent inscrire leurs propres querelles de clocher, sans pour autant que ces derniers ne profitent du genre de mentorat, d'orientation et de soutien financier qu'al-Qaïda était autrefois en mesure d'offrir.

La propagation progressive du salafisme dans la région, qui vient s'ajouter à l'indigence, à l'instabilité et à la fragilité des États, devrait continuer à alimenter le bassin de recrues éventuelles pour les causes djihadistes. Toutefois, l'influence unificatrice d'al-Qaïda s'estompant peu à peu, les groupes djihadistes et les réactions qu'ils provoquent seront de plus en plus définis par les conditions et les moyens locaux : les réunir tous sous la bannière conceptuelle d'al-Qaïda ne servirait qu'à leur attribuer de manière erronée une importance démesurée et des objectifs communs ainsi qu'à détourner l'attention de leurs causes profondes et des éléments qui catalysent leur violence.

AL-QAÏDA DANS LA PÉNINSULE ARABIQUE PROFIL, HYPOTHÈSES ET PRÉVISIONS À L'HORIZON 2018

La mort du chef d'al-Qaïda Oussama Ben Laden et la disparition progressive de ses dirigeants principaux ont entraîné de nombreuses spéculations quant à l'avenir de l'organisation terroriste et des groupes qui y sont associés dans la région[108]. Parmi ceux-ci, al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA), établie au Yémen, est souvent considérée comme la menace principale[109]. Trois éléments distincts caractérisent cette menace. Il y a tout d'abord l'intention déclarée de s'en prendre aux États-Unis et à leurs alliés, intention démontrée par la tentative d'attentat à la bombe en décembre 2009 dans un avion de ligne à destination des États-Unis, la menace d'attentat au colis d'UPS piégé en octobre 2010 ainsi que l'attentat avorté en 2012 dans un avion de ligne, qui devait coïncider avec le deuxième anniversaire de la mort de Ben Laden. Notons ensuite l'effet durable des activités de radicalisation du principal propagandiste et incitateur anglophone d'AQPA, l'Américain d'origine yéménite Anouar al-Aulaki, tué le 30 septembre 2011. Il aurait inspiré de nombreux individus, des « loups solitaires », à tenter des actes terroristes, par exemple la fusillade perpétrée en novembre 2009 à Fort Hood par le major Nidal Malik Hasan, la tentative d'attentat à la bombe à Times Square en mai 2010 et des actes de terrorisme pour lesquels un ancien employé de British Airways, Rajib Karim, a été inculpé en mars 2011. Enfin, notons la menace très réelle voulant qu'AQPA continue d'exploiter les actuelles lacunes en matière de sécurité du Yémen en perpétrant davantage d'attentats contre des cibles locales et internationales, en intensifiant ses activités de recrutement et en élargissant son rayon d'action. En 2011, par l'intermédiaire de son organisation Ansar al-Sharia, AQPA a exploité le vide créé par le gouvernement du Yémen, plus préoccupé par sa survie que par la sécurité nationale, pour s'emparer de grands pans de territoires et en faire des « émirats » à son image.

Au sol, l'armée yéménite a mis fin à cette année d'occupation de territoires avec l'aide des États-Unis et de leur campagne soutenue de frappes de drones, qu'ils ont considérablement élargie. En effet, selon la New America Foundation, le nombre de frappes enregistrées est passé de 18 en 2011 à 53 en 2012,

soit presque le triple[110]. Il reste à savoir si les frappes de drones, qui font des victimes non intentionnelles chez les civils, ont plutôt pour effet de favoriser le recrutement par AQPA que de nuire à l'organisation[111]. Pendant que le Yémen tente maladroitement d'instaurer un dialogue national et de réformer le système politique, AQPA verra ses perspectives à long terme définies par les efforts qui seront déployés au pays et à l'étranger pour régler les principaux problèmes socioéconomiques qu'AQPA exploite très efficacement et par l'efficacité des opérations de lutte contre le terrorisme. Le discours d'AQPA repose sur l'injustice sociale, la pauvreté et l'absence de possibilités ainsi que sur la perception qu'il existe des menaces provenant tant de l'étranger que de l'intérieur. Dans de nombreux cas, ce sont les mêmes grandes doléances qu'expriment ceux qui réclament des changements fondamentaux au Yémen.

L'UNIVERS DU DJIHAD ET L'ASCENSION D'AQPA

La présence d'islamistes radicaux (de djihadistes violents, en fait) au Yémen n'a rien de nouveau. Depuis longtemps, des Yéménites participent à des activités classiques du djihad, par exemple la résistance contre les Russes en Afghanistan ou contre les Américains en Irak. Selon Laurent Bonnefoy, parce que ni la société ni l'État yéménite n'ont jamais criminalisé directement ce genre de militantisme, la violence au pays tend à rester marginale et prend rarement l'État pour cible[112]. Plutôt, l'État s'est assuré régulièrement des services des nombreux groupes islamistes armés, tant pour combattre les socialistes dans le Sud pendant la guerre civile que pour attaquer, de concert avec des conscrits provenant des tribus, les rebelles houthistes (des chiites zaïdites) dans le Nord du pays, avec qui le gouvernement est en conflit par intermittence depuis 2004.

Peu après l'unification, en 1990, de la République arabe du Yémen (Yémen du Nord) et de la République démocratique populaire du Yémen (Yémen du Sud), des centaines de moudjahidines des fronts afghan et pakistanais sont retournés au pays ou y ont cherché refuge. Ces combattants, notamment Tariq al-Fadhli, Jamal al-Badawi et Nasir al-Bahri (dit Abu Jandal), ancien garde du corps d'Oussama Ben Laden, s'ils ont participé au djihad en Afghanistan, font tout de même partie d'une génération qui s'est généralement abstenue d'affronter le gouvernement avec violence. Ils ont établi une relation de travail presque symbiotique avec le régime de l'ex-président Saleh. Certains djihadistes ont même combattu au service de l'État contre les sécessionnistes dans le Sud[113].

Des attentats ont été perpétrés contre des intérêts étrangers, par exemple en décembre 1992 contre du personnel militaire américain qui résidaient à l'hôtel Gold Mohur, à Aden (l'attentat aurait été planifié et dirigé par Tariq al-Fadhli), ou, la même année, la tentative ratée par un autre groupe associé à al-Qaïda d'abattre au lance-roquette des avions de transport des forces aériennes des États-Unis[114] ainsi que les attentats à la bombe commis en 2000 contre le USS Cole et, en 2002, contre le pétrolier français Limburg. Toutefois, en contraste marqué avec cette « première génération » de djihadistes au Yémen, une nouvelle vague de radicalisation violente, inspirée par des réseaux transnationaux comme al-Qaïda plutôt que par des conflits locaux, a déferlé sur la péninsule Arabique et trouvé un terreau fertile au Yémen[115]. Les membres de cette deuxième génération ont combattu en Irak ou en Afghanistan, ou les deux. Le chef actuel d'AQPA, Nasir al-Wahayshi (un ancien secrétaire de Ben Laden) en fait partie. Nombre d'entre eux ont été torturés par les services de sécurité yéménites et ne sont pas disposés à travailler pour le gouvernement.

Le gouvernement du Yémen a cru que la mort de l'exécutant principal Abu Ali al-Harithi dans une frappe de drone Predator en 2002, puis la capture de son successeur Muhammad Hamdi al-Ahdal en 2003, avaient grandement diminué al-Qaïda au Yémen. Toutefois, en 2006, l'évasion de 23 exécutants d'al-Qaïda d'une prison appartenant à l'Organisation de sécurité politique à Sanaa a revitalisé l'organisation et marqué un tournant. En effet, les militants ont orienté leurs activités djihadistes vers l'État yéménite et ses forces de sécurité, vers des ennemis plus traditionnels en Arabie saoudite ainsi que vers les États-Unis et leurs alliés. De 2007 à 2011, enlèvements, meurtres et attentats suicide contre des touristes étrangers, des travailleurs humanitaires et les forces de sécurités yéménites se sont succédé au Yémen. Des opérations internationales complexes ont aussi été menées. En 2011 et en 2012, pendant que le régime de Saleh se préoccupait de sa survie, AQPA en a profité pour prendre le contrôle de plusieurs gouvernorats dans le Sud du Yémen.

Dans une déclaration diffusée le 8 février 2010, le Saoudien Saeed al-Shihri, chef adjoint d'AQPA et ancien détenu à Guantanamo, a précisé clairement la nature de la relation qu'entretient l'organisation avec le noyau d'al-Qaïda, qui mène des activités dans la zone frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Al-Shihri s'est adressé aux cheiks et aux émirs au quartier général à Khorasan (Afghanistan) et leur a décrit ceux qui disent appartenir à AQPA comme leurs enfants moudjahidines dans la péninsule de Mahomet. Dans sa forme actuelle, AQPA se compose des ramifications saoudienne et yéménite, fusionnées en 2009, et

possède plusieurs avantages distincts par rapport à sa prédécesseure saoudienne. Elle jouit d'une grande autonomie et, pour mieux survivre, s'est dotée d'une structure horizontale plutôt que hiérarchique[116]. Ainsi, si AQPA a un « émir », un chef adjoint, un conseil de la choura et différents comités militaires, religieux et médiatiques, elle a délégué des pouvoirs de direction à des cellules locales semi-autonomes. C'est un exemple manifeste d'apprentissage organisationnel. Al-Qaïda en Arabie saoudite a été gravement affectée par la mort de grands dirigeants comme Yusuf Al-Uyayri et Abdel Aziz Al-Muqrin. Parallèlement, en novembre 2002, la mort d'Abu Ali Al-Harithi, chef d'al-Qaïda au Yémen, a contribué à décapiter l'organisation. En conséquence, sous sa forme actuelle, AQPA est orientée vers la survie. Elle centralise en partie son administration et ses opérations (p. ex., de son vivant, Adel Al-Abab, alias Abu Zubayr, chef du comité religieux, approuvait le choix des recrues), mais pratique aussi la décentralisation pragmatique. Ainsi, les chefs de cellule communiquent par l'intermédiaire de messagers humains, mais la plupart d'entre eux ne connaissent pas l'identité de leurs collègues.

On ne sait pas exactement combien de membres et de partisans compte AQPA à l'heure actuelle. Un analyste yéménite estime qu'AQPA a des centaines de membres et des milliers de partisans, et que des dizaines de milliers de Yéménites partagent ses récriminations contre l'État et la communauté internationale. Comme c'était le cas pour la ramification saoudienne d'AQPA, il y a beaucoup plus d'intéressés que de postes à combler, ce qui permet à l'organisation de choisir ses recrues et de ne pas compter sur les premiers venus. Elle recrute dans les zones relativement stables et prospères comme les villes de Sanaa, de Ta'Izz, d'Ibb, de Hodeïda et d'Aden, puis envoie les recrues suivre un entraînement dans des régions désolées, comme les gouvernorats de Sanaa, de Ma'rib, d'al-Jawf, de Shabwah et d'al-Bayda. Vers la fin du processus, les recrues sont envoyées dans des zones du djihad ou dans les « émirats islamiques » comme Abyan, Rada, Arhab et Jaar. Le processus de recrutement d'AQPA comporte plusieurs étapes : endoctrinement intensif à l'idéologie et à la vision du monde d'AQPA, prestation d'un serment d'allégeance, accomplissement d'une mission simple (p. ex., la recrue doit monter la garde, la nuit, dans son quartier), participation à une formation de quarante jours sur la charia au cours de laquelle ils suivent une formation approfondie sur le djihad, puis à un entraînement de trois jours au maniement des armes.

Les hautes instances d'AQPA correspondent davantage au modèle plus traditionnel d'al-Qaïda et des organisations qui lui sont associées. Les

dirigeants principaux comme Nasir Al-Wahayshi et Saeed Al-Shihri sont liés à l'Afghanistan, même si ce lien ne remonte pas nécessairement au djihad contre les Soviétiques. Ils ont des liens personnels avec des membres du noyau d'al-Qaïda et sont très engagées dans des programmes locaux et régionaux, par exemple le renversement des dirigeants « apostats » à Sanaa et à Riyad, l'instauration d'un émirat islamique, l'expulsion des non-musulmans de la péninsule Arabique et, ultime ambition transnationale, la restauration du califat islamique[117].

Animés par une idéologie et recrutés au sein de groupes sociaux aux liens très étroits, notamment des parents, des amis proches et des frères d'armes, les dirigeants d'AQPA ont été radicalisés encore davantage par l'invasion et l'occupation subséquente de l'Afghanistan et de l'Irak par les Américains. L'organisation s'est aussi dotée d'une image internationale grâce au profil d'entrepreneurs djihadistes comme Anwar Al-Awlaqi, et a été transformée par des utilisateurs des médias sociaux, qui ont aplani les obstacles à l'activisme djihadiste, particulièrement auprès de jeunes Occidentaux anglophones qui sont à l'aise avec la technologie. Pour accroître son attrait, obtenir davantage d'appui populaire et ainsi éviter le sort subi par la ramification saoudienne d'al-Qaïda, l'organisation a résolu, à court terme, les conflits possibles entre ses programmes internationaux et locaux en perpétrant des attentats très médiatisés à l'étranger, tout en frappant en même temps des cibles locales[118]. De cette manière, AQPA tient compte à la fois des récriminations transnationales du noyau d'al-Qaïda et de celles, locales, des Yéménites. L'organisation a aussi acquis la capacité de tenir un discours cohérent qui attribue les présumées injustices sociales et la répression par le régime au soutien qu'apportent les États-Unis au gouvernement du Yémen et à l'oppression que subissent les musulmans dans le monde[119].

Très efficace et méthodique, la campagne de communication stratégique d'AQPA est au cœur du succès de ses activités de mobilisation et de recrutement tant chez les Yéménites que chez des anglophones mécontents à l'étranger. Cette « hybridation » d'AQPA a provoqué la fusion des cibles d'une manière impensable pour la génération précédente d'al-Qaïda en Arabie saoudite[120]. Les premiers récits djihadistes décrivaient le Yémen comme un refuge plutôt qu'un front actif[121]. Toutefois, dans son tract diffusé en 1999 et intitulé *The Yemeni People's Responsibility Towards Muslims' Holy Sites and Their Wealth* [Responsabilité des Yéménites à l'égard des sites sacrés de l'Islam et de leurs richesses], Abu Musab Al-Suri a affirmé que le tissu social et la structure tribale du Yémen font de ses habitants des cibles idéales pour la mobilisation

djihadiste. La pauvreté et le sentiment d'injustice ont amené les gens à devenir volontairement des moudjahidines. De tels sentiments ont transparu dans les premiers produits médiatiques d'AQPA, comme la deuxième édition de son magazine en ligne en arabe *Sada Al-Malahim* [L'écho des combats épiques] dans lequel Abu Hammam Al-Qahtani a affirmé que cette terre était prête à être labourée, et qu'il leur fallait mettre leurs efforts en commun.

LE RÔLE DES TRIBUS

En plus des grandes doléances socioéconomiques qui font que les attentats armés contre l'État et ses forces de sécurité bénéficient d'un soutien accru, la nature tribale du Yémen est au cœur des démarches de mobilisation et de recrutement d'AQPA[122]. Pendant onze siècles, le Yémen a été une théocratie dirigée par un imam zaïdite[123]. Avant la révolution républicaine de 1962, les deux confédérations tribales les plus importantes du Yémen du Nord, les Hashid et les Baqil, étaient des piliers du règne de l'imam et étaient qualifiées « d'ailes de l'imamat »[124]. Par contre, dans l'ancien Yémen du Sud, le tribalisme a été dilué, d'abord sous le pouvoir colonial britannique, puis sous la République démocratique populaire du Yémen. Néanmoins, les affinités tribales restent fortes dans la majeure partie du Yémen. La tribu (*qabila)* est dirigée par un cheik sous lequel siège un réseau d'aînés (*a'yan al-qabila*). Le pouvoir s'exerce indirectement. Le pouvoir et le statut du cheik dépendent du bon vouloir des aînés qui, eux-mêmes, dépendent du bon vouloir et du soutien de ceux qu'ils dirigent[125]. Le droit coutumier (*'urf)* régit les relations internes et les relations entre les tribus. Même s'il coexiste avec la charia et avec le droit constitutionnel, il leur est souvent préféré, comme l'a démontré le président Saleh lorsqu'il a offert des véhicules et des cadeaux à la famille du cheik Jaber Al-Marwani, sous-gouverneur de Ma'rib tué accidentellement en mai 2010 dans une frappe aérienne, en guise de « remboursement » pour cet homicide.

Il y a toujours eu des tensions entre l'État yéménite et les tribus puissantes, qui se rebellent lorsqu'il semble outrepasser ses prérogatives. Toutefois, au moyen d'un système complexe de favoritisme politique alimenté par une économie rentière, l'ancien président Saleh a cherché à modifier la dynamique entre l'État et les tribus en s'assurant la collaboration des chefs tribaux traditionnels au moyen des revenus pétroliers[126]. Ces revenus directs de l'État servent de fondement à un système de favoritisme qui a modifié les mécanismes traditionnels de distribution des ressources en assujettissant le bien-être des chefs

de la périphérie aux largesses du gouvernement central[127]. L'Arabie saoudite a procédé à ce genre de paiements en espèces pour s'assurer l'allégeance des tribus. Les mécanismes traditionnels de responsabilité se sont affaiblis à l'échelle locale parce que des chefs tribaux en quête d'avantages matériels se sont établis dans la capitale, Sanaa, créant ainsi le phénomène du « cheik urbain »[128]. En conséquence, les relations entre les tribus et l'État se sont modifiées, ce qui a affaibli la gouvernance dans les zones tribales et ainsi donné à AQPA la possibilité d'affirmer que le gouvernement et les chefs traditionnels ont ignoré ou abandonné les zones tribales, ce qui vient étoffer son discours axé sur l'injustice sociale.

Par contre, si le système tribal n'est pas la cause directe de l'instabilité actuelle au Yémen, jusqu'à quel point les tribus contribuent-elles à l'instabilité en offrant un soutien matériel à AQPA? L'organisation, consciente du mécontentement généralisé envers la centralisation du pouvoir et de la richesse par le régime, cherche à se poser comme une entité digne de la loyauté du peuple[129]. Des études sur le terrain ont confirmé qu'AQPA n'est pas populaire au Yémen. Toutefois, son discours axé sur la justice sociale et les doléances trouve écho chez les Yéménites. AQPA a habilement adapté son message aux préoccupations des tribus envers la rapacité de l'État[130]. AQPA tente de faire valoir qu'elle fait partie d'une solution de rechange en ce qui a trait à la gouvernance et qu'elle n'est pas qu'un simple groupe islamiste qui combat le gouvernement[131].

AQPA cherche à tirer parti des récriminations des tribus contre l'État central pour favoriser ses activités de recrutement et s'assurer un refuge dans les zones tribales comme Abyan, Ma'rib et Shabwah[132].

> Leur campagne militaire dans les gouvernorats de Ma'rib, d'al-Jawf, de Shabwa, d'Abyan, de Sanaa et de Hadramaout, qu'ils ont dissimulée aux médias, à quoi sert-elle sinon à s'en prendre aux tribus et à leurs fils pour des raisons faibles et fallacieuses? Elle a pour objectif véritable d'anéantir le prestige des tribus, de les dépouiller de leurs armes, de contrôler leurs terres et tuer leurs fils afin que les agents du mal, et avec eux les croisés, puisse facilement vous humilier. Vous voilà prévenus[133].

Les tribus yéménites n'ont que peu d'affinités idéologiques avec AQPA. Cependant, les frappes du gouvernement et des États-Unis dans les zones tribales ont contribué à la dégradation marquée des relations entre l'État et les tribus. Exemple éloquent : le 30 juillet 2009, lors de la « bataille de Ma'rib » (surnom donné par AQPA), des membres de tribus ont repoussé des forces gouvernementales qui bombardaient des terres tribales dans le cadre d'une opération contre AQPA. Les documents de Wikileaks, qui ont confirmé qu'en décembre 2009, des frappes aériennes ont été menées par les États-Unis et revendiquées par le gouvernement du Yémen, sont venus appuyer AQPA, qui soutient que le président du Yémen est un pantin des États-Unis cherchant à anéantir l'autonomie des tribus et à voler les richesses pétrolières du Yémen. En incorporant à ces propos le thème de l'oppression mondiale contre les musulmans, particulièrement la situation très évocatrice des Palestiniens, ainsi que des images crues de civils victimes des frappes aériennes, AQPA a partiellement réussi à brosser un portrait de la situation dans lequel les États-Unis et le gouvernement du Yémen s'attaquent de concert aux valeurs tribales et musulmanes traditionnelles[134]. En outre, AQPA cherche à établir de meilleures relations avec les tribus, tant par des mariages que par la prestation de services de base aux collectivités pour qui l'État n'en fait pas assez[135]. Consciente du mécontentement généralisé envers la centralisation du pouvoir et de la richesse par le régime, AQPA cherche à se poser comme une organisation digne de la loyauté du peuple[136]. Une entrevue à distance menée le 22 avril 2011 avec Adel al-Abab donne une perspective fascinante de la stratégie d'AQPA à cet égard. Al-Abab affirme qu'AQPA a créé un groupe, Harakat Ansar al-Shariah [Mouvement des partisans de la charia], pour convaincre des gens dans les zones sous son contrôle d'adopter la charia. Il fait remarquer qu'AQPA a de nombreuses cellules au Sanaa et que son influence croît dans les zones tribales de Sa'da, d'al-Jawf, de Ma'rib et de Shabwah, où elle favorise une identité tribale imaginaire[137]. Al-Abab insiste : AQPA cherche à être populaire et non élitiste, à offrir des services publics et à répondre aux besoins des gens[138].

S'il est vrai que l'idéologie d'AQPA ne trouve que peu d'écho chez les tribus yéménites, et que celles-ci se sont servies de sa présence pour obtenir des concessions de l'État, il reste que l'exemple que donne AQPA de la « résistance » contre le régime yéménite et les États-Unis suscite de la sympathie au sein des tribus et d'autres segments de la population en général[139]. La présence d'un ennemi commun crée donc des relations entre AQPA et des tribus yéménites. AQPA reconnaît ouvertement le lien entre des frappes aériennes en zones tribales et ses activités d'expansion. Selon AQPA, Muhammad Umyar al-Kilwi

(un de ses membres décédés), à la suite du bombardement injuste du village d'al-Ma'jalah en Abyan, a commencé à prêcher et à galvaniser les tribus. Il leur a illustré les méthodes des moudjahidines et la réalité de la croisade contre la péninsule Arabique[140]. AQPA prône une solution simple : seul le djihad mené au nom de Dieu permettra d'éliminer l'oppression et la corruption[141]. Si elle veut consolider sa présence au Yémen, AQPA finira par devoir exiger des territoires, ce qui causera probablement sa perte, comme cela a été le cas pour al-Qaïda dans ses relations avec les tribus en Irak[142]. Après avoir tenté de s'emparer de territoires en 2011 et en 2012, AQPA a vu les milices tribales former des « comités populaires » anti-AQPA, qui rappelaient les mouvements du Réveil (Sahwa) en Irak, preuve que les propositions d'AQPA en matière de gouvernance ne suscitent pas les mêmes échos que son discours axé sur les doléances[143].

PRÉVISIONS

Depuis les révolutions du printemps arabe de 2011 et la mort d'Oussama Ben Laden, deux thèmes communs ont fait leur apparition. Premièrement, les événements survenus en Égypte et en Tunisie ont démontré que de jeunes manifestants peuvent provoquer des changements sans recourir à la violence armée, ce qui mine considérablement la rhétorique de violence d'al-Qaïda. Deuxièmement, l'exigence principale des manifestants (un changement démocratique) ainsi que la nature essentiellement laïque des soulèvements laissent al-Qaïda dans l'embarras. Selon cette interprétation, l'incapacité d'al-Qaïda de réagir significativement à la situation ou d'y jouer un rôle tangible se trouve exacerbée par la mort de son chef et figure emblématique.

Cependant, la mort de Ben Laden n'a pas nui à AQPA[144], sauf peut-être en faisant perdre à al-Qaïda un certain contrôle sur ses associés régionaux[145]. AQPA a soutenu publiquement le réveil arabe et semble vouloir profiter de l'instabilité au Yémen. L'organisme cherche à accroître sa propre légitimité en soutenant la cause dans ses propos et en multipliant les attentats contre les services de sécurité de l'État. En 2011 et en 2012, AQPA a aussi cherché à accroître sa popularité en maximisant ses acquis aux dépens du gouvernement là où il se retirait, en compagnie d'autres groupes islamistes armés, dans le Sud du pays à Jaar, à Zinjibar, à Hawta et à Lawder ainsi que dans des gouvernorats tribaux, notamment Abyan et Lahij. Consciente des limites de la « raison sociale » al-Qaïda, AQPA délibérément fait usage de l'appellation Ansar Al-Shariah pour

éviter de perdre ses appuis locaux et améliorer ses perspectives de recrutement. Malgré l'alarmisme qui prévaut en Occident et dans les cercles du gouvernement yéménite, AQPA n'est pas sur le point de s'emparer du Yémen[146] et ne bénéficie pas d'un vaste soutien populaire. Néanmoins, il est également vrai que si les frappes ciblées peuvent ralentir le recrutement, elles ne peuvent pas y mettre fin. Nous ne sommes plus en l'an 2002, et l'organisation ne peut pas être décapitée. En fait, en l'absence d'une présence efficace du gouvernement sur le terrain, il est impossible de contenir uniquement par voie aérienne la menace que présente AQPA. En prenant aussi pour cibles les militants islamistes opposés au gouvernement, mais qui n'appartiennent pas à AQPA, le gouvernement et les États-Unis risquent involontairement d'accroître l'attrait d'AQPA au Yémen en donnant une cause commune à ses militants et à ceux d'autres organisations. Selon Nabil Bukairi, directeur du centre de recherche Abaad à Sanaa, il est impossible de combattre un pays entier. L'idéologie djihadiste est très répandue dans le Sud. Pour l'en extraire, il faudrait tuer des millions de personnes[147].

Le Yémen ne risque pas de devenir un État déliquescent à cause d'AQPA. C'est plutôt la défaillance manifeste de l'État yéménite qui a eu pour effet de favoriser la croissance d'AQPA, défaillance clairement mise en évidence par des événements récents à Sanaa. Il s'agit non seulement des manifestations en faveur d'un changement démocratique dans le pays, mais aussi de l'aliénation des tribus envers l'État, de la rébellion houthiste au Nord et de la multiplication des appels à la sécession au Sud, enjeux qui devraient tous être prioritaires pour la communauté internationale. À l'heure actuelle, AQPA n'est pas tant une organisation terroriste définie qu'un mouvement social ou une insurrection. Elle est hybride et opportuniste, ayant amalgamé de grandes doléances locales et des thèmes transnationaux afin d'accroître son attrait, particulièrement auprès des jeunes Yéménites mécontents. Cela fait d'AQPA le visage contemporain de la menace qu'est al-Qaïda.

Il est pertinent d'établir une comparaison avec le soulèvement du groupe islamiste armé associé à al-Qaïda en Irak, le Front al-Nusra. Dans un message audio diffusé le 28 décembre 2012, une personne qui pourrait être le chef du front, Abu Muhammad al-Jolani, enjoint le front et les groupes qui y sont associés à essayer de gagner le soutien et la confiance du peuple en se comportant de façon correcte et en faisant preuve de compassion. « Je m'adresse à vous tous, dit-il, parce que nous cherchons sérieusement la convergence, la coopération et la compréhension mutuelle en vue de panser les plaies de cette communauté musulmane et de laisser derrière nous l'injustice et la tyrannie pour nous tourner

vers le soleil de la justice et de la charité. Mes chers frères, prenez garde! Prenez garde de ne pas décevoir les espoirs des musulmans qui ont foi en nous. » Selon lui, il est très important d'embrasser les principes de la foi, par exemple la prière et la charité, d'inciter les membres à fournir des produits essentiels comme la nourriture et le carburant ainsi que d'aider à établir des infirmeries et à reconstruire. Il enjoint les adhérents à assurer la sécurité et à régler les différends, car, à son avis, l'effondrement de l'autorité laisse un vide qu'ils sont les plus aptes à combler[148].

La rapidité des changements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2011 et en 2012 montre que les politiques d'endiguement de type soviétique en vigueur depuis la guerre froide, qui consistent à appuyer des dictatures qui répriment leur population plutôt que des l'émanciper, ont accru l'attrait d'al-Qaïda. Les révoltes arabes ont plutôt montré que les gens veulent la croissance économique, l'emploi et une bonne gouvernance en lieu et place du développement anémique, des conflits et de la militarisation qui caractérisent la vie dans une grande partie de cette région. Comme le conclut la récente stratégie américaine de lutte contre le terrorisme, l'approche globale à adopter contre al-Qaïda doit comprendre des objectifs comme la promotion d'une gouvernance responsable et du respect des droits des citoyens, ce qui réduira le retentissement et la pertinence d'al-Qaïda[149]. Même s'il est impossible de simplement écarter l'adoption de mesures concrètes fondées sur le renseignement, le véritable remède contre AQPA au Yémen passera par la reconnaissance du contexte qui y prévaut aujourd'hui et du rôle qu'y jouent les différentes récriminations. Une dépendance excessive aux capacités d'agir à distance entraînera l'élargissement du conflit et l'accroissement de la menace que représente AQPA, tant au Yémen qu'ailleurs, étant donné que des réussites sur le plan tactique peuvent avoir des conséquences imprévues susceptibles d'entraîner des coûts sur le plan stratégique[150]. À propos du fait que des frappes de drones mal orientées ont aidé AQPA dans ses activités de recrutement, Gregory Johnsen fait remarquer que la façon de faire actuelle mise en place par l'administration Obama ne permet pas, comme on l'entend souvent, de démanteler, de perturber ou de vaincre al-Qaïda. Elle a plutôt pour effet d'accentuer le problème et d'élargir la menace[151]. Pour atténuer la menace que constitue AQPA, il s'agit en premier lieu de lancer, dans le Yémen post-Saleh, un processus politique axé sur la démocratie participative qui permettra d'éviter la crise humanitaire et économique imminente. Dans le cadre de cette approche plus nuancée, AQPA devrait être considérée comme un symptôme plutôt qu'une cause de l'instabilité. Cela éviterait de concentrer les efforts uniquement sur un objectif inatteignable, décapiter AQPA, et de

les consacrer plutôt à régler les problèmes politiques, sociaux et économiques qui poussent des gens à adhérer à l'extrémisme et qui donnent de l'ampleur au discours violent d'AQPA.

NOTES EN FIN D'OUVRAGE

1 [traduction] Lee Ferran, « Al Qaeda "Shadow of Former Self", US Counter-Terror Official Says," *abc news Investigative*, 30 avril 2012. Sur Internet : URL:http://abcnews.go.com/blogs/headlines/2012/04/al-qaeda-shadow-of-former-self/.

2 [traduction] Phil Stewart, « Strikes on al Qaeda leave only "handful" of top targets », *Reuters* (édition américaine), 11 juin 2012. Sur Internet : URL:http://www.reuters.com/article/2012/06/22/us-usa-panetta-saudi-idUSBRE85L05320120622.

3 [traduction] « Pannetta says al-Qaeda defeat "within reach" », *Al Jazeera*, 9 juillet 2011. Sur Internet : URL:http://english.aljazeera.net/news/asia/2011/07/201179211045505379.html. Voir aussi, Greg Miller, « U.S. officials believe al-Qaeda on brink of collapse », *Washington Post*, 26 juillet 2011.

4 [traduction] Peter Bergen, « Time to declare victory: al Qaeda is defeated », *Security Clearance*, 27 juin 2012. Sur Internet : URL:http://security.blogs.cnn.com/2012/06/27/time-to-declare-victory-al-qaeda-is-defeated-opinion/.

5 Département d'État américain, *Country Reports on Terrorism 2011*, Washington, DC, publication du Département d'État américain, avril 2012, p. 5. Sur Internet : URL:http://www.state.gov/documents/organization/195768.pdf.

6 Siobhan Gorman, « CIA Kills al Qaeda's No. 2 », *Wall Street Journal*, 6 juin 2012; Declan Walsh et Eric Schmitt, « Drone Strike Killed No. 2 in Al Qaeda, U.S. Officials Say », *New York Times*, 5 juin 2012; Joby Warrick et Greg Miller, « Al-Qaeda's No. 2 leader killed in U.S. airstrike », *Washington Post*, 5 juin 2012.

7 Jonathan Masters, « Backgrounder: Targeted Killings », Council on Foreign Relations, 30 avril 2012. Sur Internet : URL:http://www.cfr.org/counterterrorism/targeted-killings/p9627.

8 « The Year of the Drone: Leaders Killed », *Counterterrorism Strategy Initiative*, New America Foundation, 2012. Sur Internet : URL:http://counterterrorism.newamerica.net/about/militants.

9 John Yoo, « Obama, Drones and Thomas Aquinas », *Wall Street Journal*, 8 juin 2012.

10 [traduction] Département d'État américain, *Country Reports on Terrorism 2011*, Washington, DC, publication du Département d'État américain, avril 2012, p. 5. Sur Internet : URL:http://www.state.gov/documents/organization/195768.pdf.

11 Voir, par exemple, Bergen, « Time to declare victory: al Qaeda is defeated »; Fawaz Gerges, *Obama And The Middle East: The End Of America's Moment*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, pp. 203-207 et 221-225; Thomas E. Lynch III, *The 80 Percent Solution: The Strategic Defeat of bin Laden's al-Qaeda and Implications for South Asian Security*, Washington, DC, New America Foundation, février 2012; « The Many Faces of al-Qaeda », The Soufan Group, 5 septembre 2012. Sur Internet : URL:http://soufangroup.us4.list-manage.com/track/click?u=3fe77a4916f69c37ee2ac1ebe&id=f32f943f7e&e=8e25f1caae; Clint Watts, « What If There Is No Al-Qaeda? Preparing For Future Terrorism », Philadelphie (Pennsylvanie), Foreign Policy Research Institute, juillet 2012. Sur Internet : URL:http://www.fpri.org/enotes/2012/201207.watts.al-qaeda.html.

12 [traduction] Dana Priest et Susan Schmidt, « Al-Qa'ida's Top Primed To Collapse, U.S. Says », *Washington Post*, 16 mars 2003.

13 Voir, par exemple, CNN, « Alleged bin Laden tape a call to arms ». Sur Internet : URL:http://cnn.com/2003/WORLD/meast/02/11/sprj.irq.wrap, et la déclaration de Ben Laden, « Nous tenons à vous dire et à vous répéter que dans cette guerre des infidèles menée par l'Amérique et ses alliés [...] nous sommes à vos côtés et nous nous battrons au nom de Dieu. » [traduction]

14 [traduction] David R. Sands, « Al-Qa'ida's credibility «on the line» as war in Iraq winds down », *Washington Times*, 24 avril 2003. Voir aussi, Dennis Pluchinsky, « Al-Qa'ida Identity Crisis », *Washington Times*, 28 avril 2003.

15 Bien que les attentats à la bombe commis à Londres en 2005 et l'attentat à la bombe contre un avion de ligne perpétré en 2006 aient été liés de façon concluante au noyau d'al-Qaïda, ses liens avec l'attentat

de Madrid — bien que présumés — n'ont jamais été établis de façon satisfaisante. Voir, par exemple, Fernando Reinares, « The Evidence of Al-Qa'ida's Role in the 2004 Madrid Attack », *CTC Sentinel*, vol. 5, n° 3 (mars 2012). Sur Internet : URL:http://www.ctc.usma.edu/posts/the-evidence-of-al-qaidas-role-in-the-2004-madrid-attack; idem, « The Madrid Bombings and Global Jihadism », *Survival*, vol. 52, n° 2 (avril-mai 2010), pp. 83-104.

16 [traduction] Juan Zarate, « Winning the War on Terror: Marking Success and Confronting Challenges », discours prononcé au Washington Institute for Near East Policy, Washington, D.C., 23 avril 2008. Sur Internet : URL:http://www.washingtoninstitute.org/templateC07.php?CID=393.

17 [traduction] Alex Spillius, « Demise of al-Qa'eda in sight, US official says », *Telegraph.co.uk*] *version imprimée*, 15 mai 2008. Sur Internet : URL:www.telegraph.co.uk/news/newstopics/uselection2008/democrats/1957428/ Demise-of-al-Qa'eda-in-sight,-US-official-says.html.

18 [traduction] Ross Colvin, « Violence in Iraq falls to lowest level in 4 years », *Reuters*, 24 mai 2008. Sur Internet : URL:http://www.reuters.com/article/homepageCrisis/idUSCOL462053._CH_.2400.

19 [traduction] Joby Warrick, « U.S. Cites Big Gains Against Al-Qadea: Group Is Facing Setbacks Globally, CIA Chief Says », *Washington Post*, 30 mai 2008.

20 Voir, plus particulièrement, Scott Shane, « Terrorism Experts Say Focus on Al Qaeda Misses a Broader Threat », *New York Times*, 13 août 2006; le débat dans Bruce Hoffman, « The Myth of Grass-Roots Terrorism: Why Osama bin Laden Still Matters », *Foreign Affairs*, vol. 87, n° 3, mai-juin 2008, pp. 133-138; Marc Sageman et Bruce Hoffman, « Does Osama Still Call the Shots? », *Foreign Affairs*, vol. 87, n° 4, juillet-août 2008, pp. 163-166.

21 « United States of America v. Adis Medunjanin, Abid Nasser, Adnan El Shukrijumah, Tariq Ur Rehman, and FNU LNU », United States District Court Eastern District of New York, 7 juillet 2010. Voir aussi Nic Robertson, Paul Cruickshank et Tim Lister, « Document shows origins of 2006 plot for liquid bombs on planes », *CNN World*, 30 avril 2012. Sur Internet : URL:http://www.cnn.com/2012/04/30/world/al-qaeda-documents/index.html?iref=allsearch.

22 Département de la Justice, Bureau des affaires publiques, « Faisal Shahzad Pleads Guilty in Manhattan Federal Court to 10 Federal Crimes Arising from Attempted Car Bombing in Times Square », publication du Département de la Justice des États-Unis, 21 juin 2010. Sur Internet : URL:http://www.justice.gov/opa/pr/2010/June/10-ag-721.html.

23 Voir par exemple le discours historique prononcé en novembre 2006 par celle qui était alors directrice générale du British Security Service, ou MI5, Dame Eliza Manningham-Buller, qui a dit travailler sur près de 30 complots terroristes tramés au Royaume-Uni liés à al-Qaïda au Pakistan et a ajouté « via ces liens, al-Qaïda fournit des consignes et une formation à des hommes en grande majorité britanniques d'une manière extensive et croissante. » [traduction] BBC News, « Extracts from MI5 chief's speech », 10 novembre 2006. Sur Internet : URL:http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk/2/hl/new s/6135000.stm.

24 Nelly Lahoud et al., *Letters from Abbottabad: Bin Laden Sidelined?*, West Point (New York), Combating Terrorism Center, 3 mai 2012.

25 [traduction] « Osama bin Laden's last words show dark days for al Qaeda », *CBS World News*, 3 mai 2012. Sur Internet : URL:http://www.cbsnews.com/8301-202_162-57426970/osama-bin-ladens-last-words-show-dark-days-for-al-qaeda/. Voir aussi par exemple Peter Baker, « Recovered Bin Laden Letters Show a Divided Al Qaeda », *New York Times*, 3 mai 2012; Ben Fenton, Johanna Kassel et Richard McGregor, « Bin Laden papers reveal al-Qaeda rifts », *Financial Times* (Londres), 3 mai 2012; Gregg Miller et Peter Finn, « New Osama bin Laden documents released », *Washington Post*, 3 mai 2012.

26 [traduction] Lahoud et al., *Letters from Abbottabad*, p. 1.

27 [traduction] Sebastian Rotella, « New Details in the bin Laden Docs: Portrait of a Fugitive Micro-Manager », *ProPublica*, 11 mai 2011. Sur Internet : URL:http://www.propublica.org/article/bin-laden-documents-portrait-of-a-fugitive-micro-manager.

28 [traduction] BBC News — États-Unis et Canada, « Osama Bin Laden diary "planned attacks" — US Officials », 12 mai 2011. Sur Internet : URL:http://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-13370524.

29 Greg Miller et Karen DeYoung, « Bin Laden's preoccupation with U.S. said to be source of friction with

followers », *Washington Post*, 12 mai 2011; Kimberley Dozier, « Officials: Bin Laden eyed small cities as targets », Associated Press, 12 mai 2011. Sur Internet : URL:http://news.yahoo.com/s/ap/us_bin_laden, URL:http://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-13370524.

30 [traduction] Miller et DeYoung, « Bin Laden's preoccupation with U.S. said to be source of friction with followers ».

31 Voir Mary Habeck, « Evaluating the war with al Qaeda », parties I-IV, 2 mars 2012-17 avril 2012; idem, « What does Al Qaeda want? », 6 mars 2012; « Evaluating the war with al Qaeda », 15 mars 2012; idem, « Answering objections: Is al Qaeda really dead, part one? », 19 avril 2012; « Al Qaeda: Alive and Kicking », 8 mai 2012; idem, « Can we declare the war on al Qaeda over? », 27 juin 2012, *Foreign Policy — Shadow Government: Notes From The Loyal Opposition*. Sur Internet : URL :http://shadow.foreignpolicy.com/blog/69526; Seth G. Jones, « Al-Qaeda Is Far From Defeated », *Wall Street Journal*, 29 avril 2012; idem, « Think Again: Al-Qaeda », *Foreign Policy*, mai-juin 2012. Sur Internet : URL:http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/04/23/think_again_al_qaeda?print=yes&hidecomments=yes&page=full; Bruce Riedel, « Al Qaeda's Arab Comeback: Capitalizing on Chaos in Syria, Mali », *The Daily Beast*, 30 juillet 2012. Sur Internet : URL:http://www.thedailybeast.com/articles/2012/07/30/al-qaeda-s-arab-comeback-capitalizing-on-chaos-in-syria-mali.html.

32 AQPA, par exemple, n'a pas suivi le conseil de Ben Laden d'éviter de s'emparer du territoire et d'asservir la population dans les zones du Yémen sous son contrôle. Voir les documents SOCOM-2012-0000016, SOCOM-2012-0000018 et Lahoud et al., *Letters from Abbottabad*, p. 2, documents de Ben Laden.

33 Daniel Byman, « Splitting al-Qa'ida and its affiliates », *Foreign Policy: The AfPak Channel*, 30 juillet 2012. Sur Internet : URL:http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2012/07/30/splitting_al_qaida_and_its_affiliates.

34 Voir les documents SOCOM-2012-0000005, SOCOM-2012-0000006, SOCOM-2012-0000010, SOCOM-2012-0000016, SOCOM-2012-0000017 et SOCOM-2012-0000019.

35 Voir le document SOCOM-2012-0000013; Lahoud et al., *Letters from Abbottabad*, p. 19.

36 Voir le document SOCOM-2012-0000006.

37 Curieusement, le premier des documents publiés par le CTC portait le numéro SOCOM-2012-0000003 : les documents 0000001 et 0000002 sont tous deux manquants. Cette anomalie n'a pas été expliquée non plus. Je suis redevable à Mary Habeck de la Paul Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) de l'Université Johns Hopkins à Washington, DC, de me l'avoir fait remarquer.

38 Jason Burke, « Bin Laden files show al-Qaida and Taliban leaders in close contact », *The Guardian*, 29 avril 2012. Sur Internet : URL:http://www.guardian.co.uk/world/2012/apr/29/bin-laden-al-qaida-taliban-contact.

39 Ibid.; Michael Semple, « The Taliban need help to break their al-Qaida ties », *The Guardian*, 30 avril 2012. Sur Internet : URL:http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/apr/30/taliban-al-qaida-ties.

40 Voir le document SOCOM-2012-0000009.

41 Voir le document SOCOM-2012-0000003.

42 Ibid.

43 Voir les documents SOCOM-2012-0000016, SOCOM-2012-0000017 et SOCOM-2012-0000019.

44 [traduction] Habeck, « Can we declare the war on al Qaeda over? »

45 Voir Siobhan Gorman, « CIA Kills al Qaeda's No. 2 », *Wall Street Journal*, 6 juin 2012.

46 Voir Michael Scheuer, « The Zawahiri Era », *The National Interest*, septembre-octobre 2011. Sur Internet : URL :http://nationalinterest.org/article/zawahiri-era-5732; Bruce Hoffman, « Scarier Than Bin Laden », *Washington Post* (section *Sunday Outlook*), 9 septembre 2007.

47 [traduction] Ayman al-Zawahiri, *Knights Under The Prophet's Banner*. Sur Internet : URL:http://azelin.files.wordpress.com/2010/11/6759609-knights-under-the-prophet-banner.pdf.

48 Ce concept a été élaboré par le spécialiste norvégien Thomas Hegghammer, « Ideological Hybridization of Jihadi Groups », *Current Trends in Islamist Ideology*, vol. 9, 18 novembre 2009. Sur Internet : URL :http://www.currenttrends.org/research/detail/the-ideological-hybridization-of-jihadi-groups.

49 Voir Duncan Gardham, « British secret agent was al-Qaeda mole who cracked new "underpants" plot », *Daily Telegraph*, 10 mai 2012. Sur Internet : URL:http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/al-qaeda/9258475/British-secret-agent-was-al-Qaeda-mole-who-cracked-new-underpants-bomb-plot.html; Ewen MacAskill et Ian Black, « Underwear bomb plot: British and U.S. intelligence rattled over leaks », *Guardian*, 11 mai 2012. Sur Internet : URL:http://www.guardian.co.uk/world/2012/may/11/underwear-bomb-plot-mi6-cia-leaks.

50 Voir, par exemple, Gerges, *Obama And The Middle East*, pp. 222-225.

51 Voir, par exemple, la série de messages d'al-Zawahiri « Hope and Glad Tidings to our People in Egypt », dans « Zawahiri Releases Ninth Episode in Series on Egypt Current Events », 29 février 201, dont le texte et la traduction anglaise ont été fournis par *SITE Monitoring Service — Jihadist Threat*.

52 Saleh Nabhan qui a été tué par des commandos américains en septembre 2009 et Fazul Abdullah Mohammed qui a été abattu à un poste de contrôle de l'armée à Mogadiscio en juin 2011.

53 « Zawahiri Issues Video in Support of Syrian Uprising », 11 février 2012, et « Libi Speaks on the Plight of Syrians in New Video », 12 juin 2012, textes et traductions anglaises fournis par *SITE Monitoring Service — Jihadist Threat*. Voir aussi BBC News — Moyen-Orient, « Syria Uprising: Al Qaeda's al-Zawahiri lends support », 12 février 2012. Sur Internet : URL:http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-17002573.

54 Exposé non classifié d'un analyste du renseignement américain, 23 février 2012.

55 [traduction] « Jihadists Discuss Jihad in Syria », 14 février 2012, texte et traduction anglaise fournis par *SITE Monitoring Service — Jihadist Threat*.

56 [traduction] Exposé non classifié, 23 février 2012.

57 « Jihadists Launch a Syria-Focused Periodical, "Balagh" », 13 mars 2012, texte et traduction anglaise fournis par *SITE Monitoring Service — Jihadist Threat*.

58 « Jihadists Urge Financial Support for Jihad in Syria », 2 mars 2012, ibid.

59 Ed Husain, « Syria; Why al-Qaeda Is Winning », *National Review Online*, 23 août 2012. Sur Internet : URL :http://www.nationalreview.com/articles/314685/syria-why-al-qaeda-winning-ed-husain. Voir aussi Radwan Mortada, « Bilad al-Sham: Jihad's Newest Hot Spot », *Al Akhbar English*, 26 juin 2012.

60 James S. Robbins, « Bin Laden's Vision Thing: Is bin Laden saying that this whole thing is Warren G. Harding's fault? », *National Review.com.*, 8 octobre 2001. Sur Internet : URL:http://old.nationalreview.com/comment/comment-robbins100801.shtml.

61 Oussama Ben Laden, « Among A Band Of Knights, February 14 2003 », dans Bruce Lawrence (ed.), *Messages To The World: The Statements Of Osama Bin Laden*, Londres et New York, Verso, 2005, pp. 186-187.

62 Voir Shaykh ul-Islaam Taqi-ud-Deen Ahmad ibn Taymiyyah, *The Religious and Moral Doctrine of Jihad*, Birmingham, Angleterre, Maktabah al Ansaar Publications, 2001.

63 [traduction] Husain, « Syria; Why al-Qaeda Is Winning ».

64 Ibid.; Dina Temple-Raston, « Al-Qaida Eyes Opportunities in Syria », *All Things Considered — National Public Radio*, 12 mars 2012. Sur Internet : URL:http://www.npr.org/2012/03/12/148467185/al-qaida-leader-eyes-opportunities-in-syria; Eric Schmitt, « Sunni Extremists May Be Aiding Al Qaeda's Ambitions in Syria, Analysts Say », *New York Times*, 15 février 2012.

65 Noman Bentoman, « The Jihadist Network in the Syrian Revolution: A Strategic Briefing », *Quilliam Foundation*, 11 septembre 2012. Sur Internet : URL:http://www.quilliamfoundation.org/publications/free-publications/; Ghaith Abdul-Ahad, « Al-Qaida turns tide for rebels in battle for eastern Syria », *The Guardian*, 30 juillet 2012. Sur Internet : URL :http://www.guardian.co.uk/world/2012/jul/30/al-qaida-rebels-battle-syria; Azmat Khan, « What is al Qaeda Doing in Syria? », *PBS Frontline*, 23 février 2012. Sur Internet : URL:http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/foreign-affairs-defense/syria-undercover/what-is-al-qaeda-doing-in-syria/.

66 Ibid.

67 Bentoman, « The Jihadist Network in the Syrian Revolution »; Husain, « Syria; Why al-Qaeda Is Winning »; Neil MacFarquhar et Hwaida Saad, « As Syrian War Drags On, Jihadists Take Bigger Role », *New York Times*, 29 juillet 2012; Greg Miller et Joby Warrick, « In Syria conflict, U.S. struggles to fill

intelligence gaps », *Washington Post*, 23 juillet 2012; Radwan Mortada, « Al-Qaeda In Syria: New Leader at the Helm », *Al Akhbar English*, 26 juin 2012. Sur Internet : URL:http://english.al-akhbar.com/node/8949; Rod Nordland, « Al Qaeda Taking Deadly New Role in Syria Conflict », *New York Times*, 24 juillet 2012; Schmitt, « Sunni Extremists May Be Aiding Al Qaeda's Ambitions in Syria, Analysts Say »; Justin Vela et Liz Sly, « In Syria, group suspected of al-Qaeda links gaining prominence in war to topple Assad », *Washington Post*, 19 août 2012; Aaron Y. Zelin, « Foreign Fighters Trickle into yhe Syrian Rebellion », *Washington Institute of Near East Policy*, Policywatch 1950, 11 juin 2012. Sur Internet : URL:http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/foreign-fighters-trickle-into-the-syrian-rebellion.

68 Bentoman, « The Jihadist Network in the Syrian Revolution ».

69 Ed Husain, « Al-Qaeda's Specter in Syria », *First Take — Council on Foreign Relations*, 6 août 2012. Sur Internet : URL:http://www.cfr.org/syria/al-qaedas-specter-syria/p28782.

70 Voir, par exemple, la déclaration du ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, cité dans Associated Press, « Iraq says al-Qaida fighters flowing into Syria, dangerous new element in fight against Assad », *Washington Post*, 5 juillet 2012; Rod Nordland, « Al Qaeda Taking Deadly New Role in Syria Conflict », *New York Times*, 24 juillet 2012.

71 Michael Schmidt et Eric Schmitt, « Leaving Iraq, U.S. Fears New Surge of Qaeda Terror », *New York Times*, 5 novembre 2011.

72 Département d'État américain, *Country Reports on Terrorism 2011*, Washington, DC, publication du Département d'État américain, avril 2012, pp. 98-100.

73 Voir Rowan Scarborough, « Al Qaeda in Iraq mounts comeback », *Washington Times*, 4 mars 2012.

74 Bernard Gwertzman, « Iraq's "Precarious" Future: Interview with Ned Parker », *Council on Foreign Relations*, 14 juin 2012. Sur Internet : URL:http://www.cfr.org/iraq/iraqs-precarious-future/p28510.

75 Yasir Ghazi et Rod Nordland, « Iraq Insurgents Kill at least 100 After Declaring New Offensive », *New York Times*, 23 juillet 2012.

76 Reuters, « Car Bombs Kill 19 in Iraqi Capital », *New York Times*, 31 juillet 2012.

77 [traduction] « ISI Leader Champions Mission, Calls for Support in First Audio Speech », 22 juillet 2012, texte et traduction anglaise fournis par *SITE Monitoring Service — Jihadist Threat*.

78 Izzat al-Shahbandar, proche conseiller du premier ministre irakien Nouri Kamal al-Maliki, cité dans Nordland, « Al Qaeda Taking Deadly New Role in Syria Conflict ». Voir aussi Greg Jaffe, « Iraq attacks raise specter of al-Qaeda's return », *Washington Post*, 23 juillet 2012; « Al Qaeda claims responsibility for attacks in Iraq », *Reuters.com*, 25 juillet 2012. Sur Internet : URL:http://www.reuters.com/article/2012/07/25/us-iraq-violence-alqaeda-idUSBRE86O0AN20120725.

79 Robin Simcox, « The Sunni Terror Threat Beyond Iraq », *Wall Street Journal*, 1er août 2012.

80 As-Shahab Media présente « Go Forward O Lions of Sham » par l'émir Ayman Al-Zawahiri, 12 février 2012 sur *Internet Archive*. Sur Internet : URL:http://archive.org/details/go4forwardsham_sahab.

81 [traduction] « Al-Qa'ida After the Arab Spring: Struggle for Relevance in a Changing Context », document inédit, juillet 2012.

82 Comme l'a expliqué un analyste de ce phénomène de fragmentation dans son étude du mouvement républicain dissident : « Les difficultés auxquelles [le directeur de la police nord-irlandaise Sir Hugh] Orde et ses hommes ont dû faire face, au moment où ils tentaient de contrecarrer les ambitions des militants, étaient certainement accrues par la nature informe de l'ennemi [...] les lignes de démarcation entre ces entités se révélaient souvent floues : il n'était pas toujours facile de dire où finissait l'un et où commençait l'autre. En outre, les problèmes d'identification étaient aggravés par la propension des groupes à utiliser des noms de couverture pour mener des opérations sous « faux pavillon » [...] les conséquences de ce phénomène étaient plutôt contradictoires à première vue : une tendance à la fragmentation toujours plus grande et, en même temps, une plus grande capacité de coopération et de chevauchement des groupes au niveau local. » [traduction] Martyn Frampton, *Legion Of The Rearguard: Dissident Irish Republicanism*, Dublin et Portland (Oregon), Irish Academic Press, 2011, pp. 246-247.

83 Douglas Farah et Dana Priest, « Bin Laden Son Plays Key Role in Al Qaeda », *Washington Post*, 14 octobre 2003.

84 Hossam Fadl, « Names released of Islamists pardoned by Morsy », *Al-Masry Al-Youm/Egypt Independent*, 31 juillet 2012. Sur Internet : URL:http://www.egyptindependent.com/news/names-released-islamists-pardoned-morsy.

85 J-L. Marret, *The GSPC-AQIM. A Mix of Low Tech-High Tech*, CTR, SAIS, Johns Hopkins University, Working paper, April 2007.

86 Cf. la destruction de certains lieux de culte de saints à Tombouctou.

87 À partir de sources ouvertes et grises, en particulier fin 2010, et, non systématiquement, après. C'est typiquement un sujet où l'analyse de renseignement est en générale supérieure à l'analyse universitaire.

88 Que nous traduirons schématiquement ici par « section » – littéralement « groupe de chevaux », même racine que *kitab*, livre, groupes de pages.

89 Au moins pour l'auteur de ces lignes.

90 http://articles.cnn.com/2002-12-02/world/kenya.probe_1_kenyans-and-three-israelis-al-qaeda-israeli-charter-jet?_s=PM:WORLD

91 Sean D. Naylor, *Years of detective work led to al-Qaida target*. http://www.armytimes.com/news/2011/11/army-years-of-work-led-to-al-qaida-target-112111w/

92 Voir la partie sur al-Qaïda dans la péninsule Arabique plus loin.

93 http://www.youtube.com/watch?v=GAr2srINqks et http://www.youtube.com/watch?v=iH3BhEWK5A4. Sites consultés le 12 novembre 2012.

94 Daveed Gartenstein-Ross, « The Strategic Challenge of Somalia's Al-Shabaab Dimensions of Jihad », *Middle East Quarterly*, automne 2009. Consulté sur la page http://www.meforum.org/2486/somalia-al-shabaab-strategic-challenge.

95 Voir par exemple http://www.longwarjournal.org/archives/2012/05/bin_laden_instructs.php et http://sabahionline.com/en_GB/articles/hoa/articles/features/2012/05/07/feature-01

96 Contre-amiral Mark H. Buzby, *JTF-GTMO Detainee Assessment (Abdul Malik)*, département de la Défense des États-Unis, juin 2007.

97 Jonathan Fighel, *Al-Qaeda – Mombassa Attacks, 28 November 2002*, The Meir Amit Intelligence and Terrorism Information Center, le 16 juin 2011, p. 12.

98 Rapport du Groupe de contrôle des Nations Unies sur la Somalie et l'Érythrée, S/2011/433, p. 142.

99 Idem.

100 Rapport du Groupe de contrôle des Nations Unies sur la Somalie et l'Érythrée établi en vertu de la résolution 2002 (2011) du Conseil de sécurité, Conseil de sécurité des Nations Unies, juillet 2012.

101 « Gaidi Mtaani » signifie « Ennemi dans la rue » en swahili.

102 http://www.un.org/News/Press/docs/2012/sc10728.doc.htm

103 http://www.somaliweyn.com/pages/news/Aug_12/30Aug11.html

104 La présente partie est fondée exclusivement sur l'annexe 3.2 du rapport du Groupe de contrôle des Nations Unies sur la Somalie et l'Érythrée, S/2011/433, p. 177-193.

105 http://armiesofliberation.com/archives/2008/03/01/appeal-upholds-earlier-sentence-on-accused-dane-and-yemeni-weapons-smuggler/.

106 Transcription d'un entretien avec un prisonnier membre d'al-Chabaab, 2012.

107 Il s'agirait selon Godane d'« Abou Salmaan » ou « Sh'uayb », peut-être un pseudonyme d'Abdirizaq Abdi Saleh, alias Saleh al-Somali, qui a largement été décrit comme un planificateur haut placé des opérations d'al-Qaïda et qui aurait été tué le 8 décembre 2009 dans le Nord-Waziristan.

108 Leah Farrall soutient qu'AQPA est davantage une division d'al-Qaïda qu'un groupe associé (dans « How al Qaeda works », *Foreign Affairs* [mars-avril 2011], p. 128-138). Barak Mendelsohn est d'accord. Selon lui, à ce titre, AQPA dispose de la confiance d'al-Qaïda et se trouve donc au cœur des activités terroristes qu'elle mène contre des cibles à l'extérieur du Moyen-Orient (dans « Al-Qaeda's Franchising Strategy », *Survival*, vol. 53, n° 3 [2011], p. 29-50). Bill Braniff et Assaf Moghadam estiment qu'après les attentats du 11 septembre 2011, al-Qaïda est devenue une organisation multipolaire ayant un noyau central au Nord-Waziristan et quelques antennes régionales autonomes (dans « Towards Global Jihadism: Al-Qaeda's Strategic, Ideological and Structural Adaptations since 9/11 », *Perspectives on Terrorism*, vol. 5, n° 2 [2011], p. 36-49).

109 AQPA a été qualifiée d'organisation la plus dangereuse d'al-Qaïda. Voir Christopher Boucek, « Terrorist Threat to the U.S. Homeland - Al-Qaeda in the Arabian Peninsula », Carnegie Endowment for International Peace, 2 mars 2011.

110 New America Foundation, *Obama's Covert War in Yemen* (en ligne). http://yemendrones.newamerica.net/.

111 Gregory D. Johnsen, « The Wrong Man for the C.I.A. », *The New York Times* (en ligne). http://www.nytimes.com/2012/11/20/opinion/john-brennan-is-the-wrong-man-for-the-cia.html (19 novembre 2012).

112 Laurent Bonnefoy, « Violence in Contemporary Yemen: State, Society and Salafis », *The Muslim World* (2011).

113 Robert D. Burrowes, « Yemen: Political Economy and the Effort against Terrorism », dans Robert I. Rothberg, dir., *Battling Terrorism in the Horn of Africa*, Cambridge, World Peace Foundation, 2005, p. 158.

114 Abdel Bari Atwan, *The Secret History of al-Qaeda*, Berkeley, University of California Press, 2006, p. 48 et p. 156.

115 Il y avait toutefois des tensions entre le gouvernement du Yémen et les djihadistes qui revenaient au pays. Tandis que des djihadistes célèbres comme Tariq al-Fadhli travaillaient alors pour le président Saleh, d'autres combattaient l'État. Nombre de ces combattants formaient l'Armée islamique d'Aden-Abyan, particulièrement active dans le Sud dans la seconde moitié des années 1990 (dans Gregory D. Johnsen, « Yemen Faces Second Generation of Islamist Militants », *Terrorism Focus*, vol. 4, n° 27 [2007]). Pour obtenir plus d'informations, consulter « The Resiliency of Yemen's Aden-Abyan Islamic Army », *Terrorism Monitor*, vol. 4, n° 14 (2006), aussi par Gregory D. Johnsen.

116 Leah Farrall, *Op. cit.*, p. 132. Voir aussi Rick Nelson et Thomas Sanderson, *A Threat Transformed: Al Qaeda and Associated Movements in 2011*, Washington (DC), Center for Strategic and International Studies, 2011.

117 Ces objectifs ont été confirmés par le journaliste yéménite Abdul Ilah Haydar Sha'l, qui s'est entretenu avec des membres principaux d'AQPA. Voir *Asharq Al-Awsat* (en ligne). http://www.aawsat.com/details.asp?section=4&issueno=11416&article=559187&feature (en arabe)

118 Bryce Loidolt, « Managing the Global and the Local: The Dual Agendas of Al Qaeda in the Arabian Peninsula », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 34, n° 2 (2011), p. 104.

119 Michael Page, Lara Challita et Alistair Harris, « Al Qaeda in the Arabian Peninsula: Framing Narratives and Prescriptions », *Terrorism and Political Violence*, vol. 23, n° 2 (2011), p. 150-172.

120 À propos du concept d'hybridation idéologique, voir Thomas Hegghammer, « The Ideological Hybridization of Jihadi Groups », *Current Trends in Islamist Ideology*, vol. 9 (2009). Il affirme qu'un groupe ayant une idéologie hybride se caractérise par un comportement et des propos idéologiques influencés, à parts presque égales, par plusieurs types de justifications idéologiques. Il fait remarquer que l'idéologie d'al-Qaïda au Yémen est presque entièrement hybride, ce qui en fait l'une des hiérarchies ennemies les plus ambiguës du djihadisme contemporain. Voir aussi Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, « The Militarization of Islamism: Al-Qa'ida and Its Transnational Challenge », *The Muslim World* (2011), p. 323, où l'auteur soutient qu'al-Qaïda est maintenant une organisation en déclin qui a lancé avec succès un mouvement international qu'elle ne contrôle plus.

121 Bryce Loidolt, *op. cit.*, p. 105.

122 Voir Paul Dresch, *Tribes, Government and History in Yemen*, Oxford, Oxford University Press, 1989, ainsi que Daniel Corstange, « Tribes and the Rule of Law in Yemen », article préparé pour la conférence annuelle de 2008 de la Middle East Studies Association, à Washington (DC), du 22 au 25 novembre 2008.

123 Le zaïdisme est une branche (*madhhab*) du chiisme nommée d'après l'imam Zayd ben Ali.

124 Charles Schmitz, « Yemen's Tribal Showdown: Saleh's Last Ditch Attempt to Hold onto Power », *Foreign Affairs* (3 juin 2011).

125 Michael Horton, « The Tribes of Yemen: A Threat to Stability or Asset to Unification? Part One », *Terrorism Monitor*, vol. 9, n° 1 (janvier 2011).

126 Sarah Phillips, *Yemen's Democracy Experiment in Regional Perspective: Patronage and Pluralized Authoritarianism*, Palgrave Macmillan, 2008. Mme Philips développe davantage ses idées dans « Yemen: Development Dysfunction and Division in a Crisis State », *Research Paper 14*, Development Leadership Program, février 2011.

127 Id., « Al Qaeda and the Struggle for Yemen », *Survival*, vol. 53, n° 1 (2011), p. 97.

128 Charles Schmitz, *Op. cit.*

129 Sarah Phillips, « Al-Qaeda and the Struggle for Yemen », *Survival*, vol 53, n° 1 (février-mars 2011), p. 102.

130 Alistair Harris, « Exploiting Grievances: Al-Qaeda in the Arabian Peninsula » Carnegie Endowment for Peace (en ligne), https://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=40955 (2010), ainsi que Michael Page, Lara Challita et Alistair Harris, « Al Qaeda in the Arabian Peninsula: Framing Narratives and Prescriptions », *Terrorism and Political Violence*, vol. 23, n° 2 (2011), p. 150-172.

131 Sarah Phillips et R. Shanahan, Lowy Institute for International Policy, *Al-Qa'ida, Tribes and Instability in Yemen*, 8 novembre 2009.

132 Alistair Harris, *op. cit.*

133 Nasir al-Wahayshi, dirigeant d'AQPA, *Wa yamakarun wa yamakur Allah* [Ils complotent, mais Dieu aussi], Al-Malahim Establishment for Media Production, 19 février 2009. Cité dans Bryce Loidolt, *op. cit.*, p. 110.

134 Dans une vidéo d'AQPA diffusée en mai 2010 et intitulée *America and the Final Trap* [Les États-Unis et le piège ultime], le membre d'AQPA Fahd al-Qas al-Awlaqi déclare que des corps ont été brûlés, que d'autres ont été mis en pièces, et que les mains pures des femmes mortes conservaient la trace du pain qu'elles avaient pétri pour le petit-déjeuner. Il se demande aussi ce qu'elles ont fait pour mériter une mort aussi brutale. Ex-détenu de Guantanamo et personnalité d'AQPA, Uthman al-Ghamdi ajoute que de tels bombardements révèlent la haine profondément enracinée dans le cœur de ces gens qui partent en croisade contre l'islam et les musulmans.

135 Le stratège d'al-Qaïda Abu Bakr Naji défend le recours à cette stratégie dans son livre *The Management of Savagery* [Gestion de la brutalité] disponible à l'adresse http://www.wcfia.harvard.edu/olin/images/Management%20of%20Savagery%20-%2005-23-2006.pdf. Cité dans Bryce Loidolt, *op. cit.*, p 114.

136 Sarah Philips, « Al-Qaeda and the Struggle for Yemen », *Survival*, vol 53, n° 1 (février-mars 2011), p. 102.

137 *Ibid.*, p. 105.

138 Murad Batal al-Shishani, Open Democracy, *Is al-Qaeda establishing a small Shari'a emirate in Yemen?* (en ligne). http://www.opendemocracy.net/murad-batal-al-shishani/is-al-qaeda-establishing-small-shari%E2%80%99-emirates-in-yemen (19 mai 2011). Une analyse réalisée par l'International Centre for the Study of Radicalisation se trouve à l'adresse http://www.icsr.info/news/icsr-insight---al-qaeda-sheikh-gives-online-lecture.

139 Michael Horton, « The Tribes of Yemen: An Asset or Impediment to Stability? Part Two », *Terrorism Monitor*, vol. 9, n° 3 (20 janvier 2011).

140 *Ibid.*

141 *Ibid.*

142 Sarah Phillips et R. Shanahan, *op. cit.*, p. 3 et p. 7.

143 Sasha Gordon, Critical Threats, *Map : Popular Committees in Abyan and Shabwah* (en ligne). http://www.criticalthreats.org/yemen/map-popular-committees

144 Bruce Hoffman, « Bin Laden's Killing and its Effect on Al-Qa`ida: What Comes Next? », *CTC Sentinel* (mai 2011).

145 Camille Tawil, « How Bin Laden's Death Will Affect Al-Qa`ida's Regional Franchises », *CTC Sentinel* (mai 2011). Voir aussi Noman Benotman et James Brandon, « Quilliam Briefing: The Coming Struggle within Al-Qaeda », Quilliam Foundation, 10 mai 2011.

146 International Institute for Counter-Terrorism, « Yemen: The Campaign against Global Jihad and the Houthis – Situation Report and Directions for Development », octobre 2010.

147 Hakim Almasmari, « Us Drone Attacks in Yemen Ignore al-Qaeda for Local Militants », *The National* (en ligne). http://www.thenational.ae/news/world/middle-east/us-drone-attacks-in-yemen-ignore-al-qaeda-for-local-militants

148 Le message se trouve à l'adresse suivante : https://www.youtube.com/watch?v=MRc1vTtcF5I.

149 Gouvernement des États-Unis. National Strategy for Counterterrorism [stratégie nationale de lutte contre le terrorisme] (en ligne), p. 15. http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/counterterrorism_strategy.pdf (juin 2011).

150 *Ibid.*, p. 7

151 Gregory Johnsen, Big Think, *Sowing the Wind: Three Years of Strikes in Yemen* (en ligne). http://bigthink.com/waq-al-waq/sowing-the-wind-three-years-of-strikes-in-yemen.